

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 164
N° 9

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 30
no Tenuare 2015

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° HC 2494 CAB/BSIRI/CLSV du 26 décembre 2014 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la pharmacie de la Cathédrale à Papeete	838
Arrêté n° HC 2495 CAB/BSIRI/CLSV du 26 décembre 2014 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par le magasin de fabrication de cuisine Id'Kit à Papeete	839
Arrêté n° HC 2496 CAB/BSIRI/CLSV du 26 décembre 2014 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la pharmacie Aïto à Punaauia (Îles du Vent)	840
Arrêté n° HC 2497 CAB/BSIRI/CLSV du 26 décembre 2014 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par l'entrepôt du magasin de fabrication de cuisine Id'Kit à Faa'a	841
Arrêté n° HC 2498 CAB/BSIRI/CLSV du 26 décembre 2014 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par le centre commercial Pacific Plaza-Carrefour sis à Faa'a	842
Arrêté n° HC 2499 CAB/BSIRI/CLSV du 26 décembre 2014 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par le secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP) de Polynésie française à Papeete	844

EXTRAITS

Arrêté n° HC 29 DIE/BPT du 19 janvier 2015 modifiant l'arrêté n° HC 1632 du 13 décembre 2011 modifié par l'arrêté n° HC 2247 du 27 août 2013 portant versement par l'Etat d'une subvention d'un montant de 304 727,27 euros HT (36 363 636 F CFP) au projet Aménagement rivière Tevihonu, acquisitions foncières, au titre du dispositif 3IF, programmation 2011, programme 123, action 06, sous-action 12	845
Arrêté n° HC 30 DIE/BPT du 19 janvier 2015 portant modification de l'arrêté n° HC 1428 du 30 juillet 2012 modifié par arrêté n° HC 503 DAE/BAEE du 1er avril 2014 portant versement par l'Etat d'une subvention d'un montant de 365 672,73 euros HT (43 636 364 F CFP) pour le projet Bétonnage de la route de Tiputa à Rangiroa, tranche 3/3, au titre du dispositif 3IF, programmation 2012, programme 123, action 06, sous-action 12	848
Arrêté n° HC 31 DIE/BPT du 19 janvier 2015 portant modification de l'arrêté n° HC 2260 du 26 décembre 2012 portant versement par l'Etat d'une subvention d'un montant de 304 727,27 euros HT (36 363 637 F CFP) pour le projet Réalisation de protections littorales sur Puamau et Hanaiapa sur l'Île de Hiva Oa, au titre du dispositif 3IF, programmation 2012, programme 123, action 06, sous-action 12	851
Arrêté n° HC 4 IDV du 22 janvier 2015 portant modification de l'arrêté n° HC 18 IDV du 11 juin 2013 attribuant à la commune de Hiti'a O Te Ra une subvention pour la réalisation du projet suivant : Rénovation de la mairie de Mahaena	853

Arrêté n° HC 5 IDV du 22 janvier 2015 portant modification de l'arrêté n° HC 14 IDV du 21 mai 2013 attribuant à la commune de Teva I Uta une subvention pour la réalisation du projet suivant : Rénovation de la mairie de Mataiea.

853

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 58 CM du 22 janvier 2015 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits hydrocarbures en Polynésie française.

853

Arrêté n° 59 CM du 22 janvier 2015 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française

854

Arrêté n° 60 CM du 22 janvier 2015 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française. ...

855

Arrêté n° 61 CM du 22 janvier 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française

856

Arrêté n° 62 CM du 22 janvier 2015 portant agrément du projet présenté par la SA Bora Bora Nui consistant en la réalisation de travaux de rénovation dans l'hôtel Hilton Bora Bora Nui Resort & Spa

857

Arrêté n° 63 CM du 22 janvier 2015 portant agrément du projet présenté par la SA Compagnie Touristique Polynésienne consistant en la rénovation et la mise aux normes de plusieurs infrastructures du complexe hôtelier Moorea Pearl Resort

858

Arrêté n° 64 CM du 22 janvier 2015 portant agrément du projet présenté par la SA Moorea Lagoon Resort consistant en la réalisation de travaux de rénovation dans l'hôtel Hilton Moorea Lagoon Resort & Spa

859

Arrêté n° 65 CM du 22 janvier 2015 portant agrément du projet présenté par la SARL Archipels Croisières consistant en l'acquisition de trois navires destinés à être exploités dans le secteur de la croisière en Polynésie française

860

Arrêté n° 66 CM du 22 janvier 2015 portant agrément du projet présenté par la SARL Tradewinds Tahiti consistant en l'acquisition de deux catamarans à voile destinés à être exploités sous licence charter en Polynésie française ..

861

Arrêté n° 67 CM du 22 janvier 2015 portant modification de l'arrêté n° 627 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Tuamotu et Gambier

861

Arrêté n° 68 CM du 22 janvier 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Punaauia pour la réhabilitation de l'éclairage public solaire de la servitude Punavai Plaine

863

Arrêté n° 69 CM du 22 janvier 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Arue pour l'acquisition d'un camion à grappin de 10 mètres cubes

863

Arrêté n° 70 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva pour la remise en valeur du golf de Atimaono

864

Arrêté n° 71 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre juillet/août 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva

865

Arrêté n° 72 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre septembre/octobre 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva

866

Arrêté n° 73 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre novembre/décembre 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva

867

Arrêté n° 74 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre juillet/août 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora

868

Arrêté n° 75 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre septembre/octobre 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora

869

Arrêté n° 76 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre novembre/décembre 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora	870
Arrêté n° 77 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) pour le bimestre juillet/août 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.	871
Arrêté n° 78 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le bimestre juillet/août 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti	872
Arrêté n° 79 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le bimestre juillet/août 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.	873
Arrêté n° 80 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) pour le bimestre septembre/octobre 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.	875
Arrêté n° 81 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le bimestre septembre/octobre 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti	876
Arrêté n° 82 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le bimestre septembre/octobre 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti	877
Arrêté n° 83 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'établissement Vanille de Tahiti pour financer l'acquisition d'équipements de laboratoire et de veille sanitaire ...	878
Arrêté n° 84 CM du 22 janvier 2015 portant nomination de Mme Laurence Bauchier épouse Varet en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et développement (TNAD).....	878
Arrêté n° 85 CM du 22 janvier 2015 autorisant la location de la parcelle de terre dépendant du lotissement Afaahiti, cadastrée section AM n° 12 sise à Afaahiti, commune de Taïarapu-Est, au profit de la société anonyme Nouveaux transporteurs de la côte Est.	879
Arrêté n° 86 CM du 22 janvier 2015 autorisant la direction des affaires foncières à procéder à la démolition de la maison d'habitation implantée sur la parcelle domaniale cadastrée section AL n° 416, sise commune de Punaauia.....	880
Arrêté n° 87 CM du 22 janvier 2015 portant application des dispositions en matière de services touristiques de transport de personnes de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française	880
Arrêté n° 90 CM du 23 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Moorea-Maïao pour la rénovation du terrain de tennis de Paopao et l'aménagement d'une partie du plateau en terrain multisports	884
Arrêté n° 91 CM du 23 janvier 2015 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations de l'indemnité due à M. Lucien Poroi, propriétaire de la parcelle de terre Tetaii (lot 3) cadastrée LA 56, nécessaire à l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti, accès dans la vallée de Vaihira	885
Arrêté n° 92 CM du 23 janvier 2015 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations de l'indemnité due à M. Edouard Poroi, propriétaire de la parcelle de terre Tetaii (lot 1) cadastrée LA 62, nécessaire à l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti, accès dans la vallée de Vaihira	886
Arrêté n° 93 CM du 23 janvier 2015 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations de l'indemnité due à Mme Ela Ateo, propriétaire de la parcelle de terre Tetaii (lot 4) cadastrée LA 53, nécessaire à l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti, accès dans la vallée de Vaihira	887
Arrêté n° 94 CM du 23 janvier 2015 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à la réalisation d'un abri paracyclonique à Amanu dans la commune de Hao, archipel des Tuamotu	887

Arrêté n° 95 CM du 23 janvier 2015 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires de la parcelle de terre nécessaire à la réhabilitation de l'abri paracyclonique de Tureia dans l'archipel des Tuamotu 889

Arrêté n° 96 CM du 23 janvier 2015 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires de la parcelle de terre nécessaire à la réhabilitation de l'abri paracyclonique de Apataki dans la commune de Arutua, archipel des Tuamotu 890

EXTRAITS

Arrêté n° 97 CM du 23 janvier 2015 rendant exécutoire la délibération n° 79-14 CA/TNAD du 11 décembre 2014 portant transfert à titre gratuit au profit de la Polynésie française du bâtiment dénommé "Centre 15", sis commune de Pirae..... 891

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 29 PR du 19 janvier 2015 portant autorisation de conventionnement d'un médecin spécialiste en pédiatrie en zone 1 892

Arrêté n° 33 PR du 22 janvier 2015 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la promotion des langues, de la culture et de la communication 892

Arrêté n° 34 PR du 22 janvier 2015 modifiant l'arrêté n° 15 PR du 17 janvier 2014 complété constatant les désignations des représentants des groupements professionnels, des syndicats, des organismes et des associations au sein du Conseil économique, social et culturel de Polynésie française 892

Arrêté n° 36 PR du 22 janvier 2015 portant octroi d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale 893

Arrêté n° 38 PR du 26 janvier 2015 portant nomination des auditeurs au haut conseil de la Polynésie française 894

Arrêté n° 39 PR du 26 janvier 2015 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement 894

Ministère de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises

Décision n° 580 MRE/DAE du 22 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3315336. 894

Décision n° 581 MRE/DAE du 22 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94535794. 895

Décision n° 582 MRE/DAE du 22 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94534580. 896

Décision n° 583 MRE/DAE du 22 janvier 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 94536655, n° 94536656, n° 94536657 et n° 94536658 897

Arrêté n° 607 MRE du 23 janvier 2015 portant renouvellement de la licence de navigation charter "grande plaisance" attribuée à la société Askari LLC pour le navire à moteur "Askari". 898

Arrêté n° 634 MRE/DAE du 26 janvier 2015 portant reconnaissance de 142 titres de propriété industrielle délivrés par l'institut national de la propriété industrielle. 898

Ministère du développement des activités du secteur primaire

Arrêté n° 611 MDA/DRMM du 21 janvier 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Tehina Heiau Rehua, à l'usage de son exploitation pericole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 49) 902

**Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs et de l'environnement**

Arrêté n° 571 MET du 22 janvier 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'Entreprise Irvin Transports	902
Arrêté n° 572 MET du 22 janvier 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'Entreprise Ragihere Agrégats	905
Arrêté n° 609 MET/DTT du 23 janvier 2015 portant remise en exploitation de la licence de taxi n° 1-015 accordée à M. Steed Hauata	907
Arrêté n° 610 MET du 23 janvier 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime, en faveur de la commune associée de Apataki	907
Arrêté n° 624 MET du 23 janvier 2015 portant modification d'agrément de la société Tahiti Contrôle Technique pour assurer les vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public	910
Arrêté n° 635 MET du 26 janvier 2015 autorisant Mme Célestine Tane à occuper le domaine public aéroportuaire de Anaa (îles Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation d'un stand de vente de produits artisanaux à l'intérieur de l'aérogare (régularisation)	911

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêté n° 1-2015 VRPF/DAF du 20 janvier 2015 fixant le montant des crédits alloués au titre du forfait externat attribués aux établissements d'enseignement privé du second degré sous contrat (dotation 2015, 1re délégation)	915
--	-----

EXTRAITS

Avenant n° HC 9-15 du 20 janvier 2015 à la convention n° HC 39-11 DIPAC/FIP du 15 février 2011 relative à l'opération "Reconstruction de l'école primaire de Makemo"	915
Avenant n° 10-15 du 21 janvier 2015 à la convention n° 66-14 du 17 avril 2014 entre l'Etat et la Chambre de commerce, de l'industrie, des services et des métiers de Polynésie française relative au financement des actions de communication prévues dans le cadre de la réalisation du projet de développement du tourisme nautique aux îles Sous-le-Vent	916

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	916
Annonces diverses	944
Annonces marchés publics	952

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 2494 CAB/BSIRI/CLSV du 26 décembre 2014 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la pharmacie de la Cathédrale à Papeete.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 ;

Vu le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure (articles R 251-1 à R 253-4 du code de la sécurité intérieure) ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection présentée le 12 mai 2014 par M. Guillaume Baigts, gérant de la pharmacie de la Cathédrale à Papeete ;

Vu l'accusé de réception établi le 13 octobre 2014 ;

Vu l'avis donné par la commission locale des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française le 9 décembre 2014 ;

Vu l'avis émis par le représentant de la police nationale en qualité de référent sûreté lors de cette même commission ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure notamment assurer la sécurité des personnes, la prévention des atteintes aux biens et la lutte contre la démarque inconnue ;

Considérant qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que ce lieu est particulièrement exposé à des risques d'agression ou de vol ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés,

Arrête :

Article 1er.— M. Guillaume Baigts, gérant de la pharmacie de la Cathédrale, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté, à installer et à exploiter un système de vidéoprotection sis place de la Cathédrale à Papeete (98713), conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro HC 258 CAB/BSIRI/CSVS.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 6 caméras intérieures permettant de protéger les lieux recevant du public dans la surface de vente de la pharmacie de la Cathédrale à Papeete, d'une superficie de 100 mètres carrés.

Art. 2.— Les personnes habilitées à accéder aux images sont M. Guillaume Baigts, gérant de la pharmacie de la Cathédrale, et Mme Claire Levy, adjointe.

Art. 3.— M. Guillaume Baigts, gérant de la pharmacie de la Cathédrale, responsable de la mise en œuvre du système, devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Art. 4.— Les enregistrements effectués sont conservés dans des locaux sécurisés et sont détruits dans un délai maximum de 15 jours, hormis les cas de réquisitions judiciaires.

Art. 5.— Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;

- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées du directeur de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès du gérant de la pharmacie de la Cathédrale, BP 405, 98713 Papeete, tél. : 40 42 02 24.

Art. 6.— Un journal gardant la trace des opérations effectuées sur les flux vidéo (export, modification, suppression) mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission auprès du procureur de la République est tenu par le responsable du système. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 7.— Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection, haut-commissariat de la République, bureau du cabinet, section "sécurité intérieure et relations internationales", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 8.— Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article R. 253-2 du décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 9.— La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 10.— La directrice de cabinet du haut-commissaire de la République est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à M. Guillaume Baigts, gérant de la pharmacie de la Cathédrale à Papeete.

Fait à Papeete, le 26 décembre 2014.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

Le directeur de cabinet par intérim,
Christophe LOTIGIE.

ARRETE n° HC 2495 CAB/BSIRI/CLSV du 26 décembre 2014 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par le magasin de fabrication de cuisine "Id'Kit" à Papeete.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 ;

Vu le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure (articles R 251-1 à R 253-4 du code de la sécurité intérieure) ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection présentée le 2 septembre 2014 par M. Sébastien Mu, gérant du magasin de fabrication de cuisine "Id'Kit" Papeava, Fare Ute, à Papeete ;

Vu l'accusé de réception établi le 15 octobre 2014 ;

Vu l'avis donné par la commission locale des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française le 9 décembre 2014 ;

Vu l'avis émis par le représentant de la police nationale en qualité de référent sûreté lors de cette même commission ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure notamment assurer la sécurité des personnes, la prévention des atteintes aux biens et la lutte contre la démarque inconnue ;

Considérant qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que ce lieu est particulièrement exposé à des risques d'agression ou de vol ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés,

Arrête :

Article 1er.— M. Sébastien Mu, gérant du magasin de fabrication de cuisine "Id'Kit", est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté, à installer et à exploiter un système de vidéoprotection sis zone Papeava, Fare Ute à Papeete (98713), conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro HC 259 CAB/BSIRI/CSVS.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 4 caméras intérieures permettant de protéger les lieux recevant du public dans la surface du magasin de fabrication de cuisine "Id'Kit" d'une superficie de 500 mètres carrés.

Art. 2.— Les personnes habilitées à accéder aux images sont M. Sébastien Mu, gérant du magasin de fabrication de cuisine "Id'Kit", et Mme Fanny Chapman, assistante de direction.

Art. 3.— M. Sébastien Mu, gérant du magasin de fabrication de cuisine "Id'Kit", responsable de la mise en œuvre du système, devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des

images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Art. 4.— Les enregistrements effectués sont conservés dans des locaux sécurisés et sont détruits dans un délai maximum de 25 jours, hormis les cas de réquisitions judiciaires.

Art. 5.— Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées du directeur de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès du gérant du magasin de fabrication de cuisine "Id'Kit", zone Papeava, Fare Ute à Papeete, BP 140637, 98701 Arue, tél. : 40 50 92 00.

Art. 6.— Un journal gardant la trace des opérations effectuées sur les flux vidéo (export, modification, suppression) mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission auprès du procureur de la République est tenu par le responsable du système. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 7.— Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection, haut-commissariat de la République, bureau du cabinet, section "sécurité intérieure et relations internationales", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 8.— Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article R. 253-2 du décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 9.— La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 10.— La directrice de cabinet du haut-commissaire de la République est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à M. Sébastien Mu,

gérant du magasin de fabrication de cuisine "Id'Kit" sis zone Papeava, Fare Ute à Papeete.

Fait à Papeete, le 26 décembre 2014.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet par intérim,
Christophe LOTIGIE.

**ARRETE n° HC 2496 CAB/BSIRI/CLSV du 26 décembre 2014
portant autorisation d'installation d'un système de
vidéoprotection par la pharmacie "Aïto" à Punaauia (îles
du Vent).**

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 ;

Vu le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure (articles R 251-1 à R 253-4 du code de la sécurité intérieure) ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection présentée le 8 octobre 2014 par M. Amaury Sacault, cogérant de la pharmacie "Aïto" à Punaauia ;

Vu l'accusé de réception établi le 15 octobre 2014 ;

Vu l'avis donné par la commission locale des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française le 9 décembre 2014 ;

Vu l'avis émis par le représentant de la gendarmerie nationale en qualité de référent sûreté lors de cette même commission ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure notamment assurer la sécurité des personnes, la prévention des atteintes aux biens et la lutte contre la démarque inconnue ;

Considérant qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que ce lieu est particulièrement exposé à des risques d'agression ou de vol ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés,

Arrête :

Article 1er.— M. Amaury Sacault, cogérant de la pharmacie "Aïto", est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté, à installer et à exploiter un système de vidéoprotection, sis au PK 11, côté montagne, immeuble Tevamtua, Punaauia, 98703 Punaauia, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro HC 260 CAB/BSIRI/CLSV.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 4 caméras intérieures et 3 caméras extérieures permettant de protéger les lieux recevant du public dans la surface de vente de la pharmacie "Aïto" à Punaauia.

Art. 2.— Les personnes habilitées à accéder aux images sont MM. Amaury Sacault et Thomas Dumont, cogérants de la pharmacie "Aïto" à Punaauia.

Art. 3.— M. Amaury Sacault, cogérant de la pharmacie "Aïto" à Punaauia, responsable de la mise en œuvre du système, devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Art. 4.— Les enregistrements effectués sont conservés dans des locaux sécurisés et sont détruits dans un délai maximum de 30 jours, hormis les cas de réquisitions judiciaires.

Art. 5.— Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées du directeur de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès de M. Amaury Sacault, cogérant de la pharmacie "Aïto", BP 2917, 98703 Punaauia, tél. : 40 45 57 70.

Art. 6.— Un journal gardant la trace des opérations effectuées sur les flux vidéo (export, modification, suppression) mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission auprès du procureur de la République est tenu par le responsable du système. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 7.— Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection, haut-commissariat de la République, bureau du cabinet, section "sécurité intérieure et relations internationales", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 8.— Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article R. 253-2 du décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 9.— La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 10.— La directrice de cabinet du haut-commissaire de la République est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à M. Amaury Sacault, cogérant de la pharmacie "Aïto" à Punaauia.

Fait à Papeete, le 26 décembre 2014.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet par intérim,
Christophe LOTIGIE.

**ARRETE n° HC 2497 CAB/BSIRI/CLSV du 26 décembre 2014
portant autorisation d'installation d'un système de
vidéoprotection par l'entrepôt du magasin de fabrication
de cuisine "Id'Kit" à Faa'a.**

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 ;

Vu le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure (articles R 251-1 à R 253-4 du code de la sécurité intérieure) ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection présentée le 2 septembre 2014 par M. Sébastien Mu, gérant de l'entrepôt du magasin de fabrication de cuisine "Id'Kit" à Faa'a ;

Vu l'accusé de réception établi le 15 octobre 2014 ;

Vu l'avis donné par la commission locale des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française le 9 décembre 2014 ;

Vu l'avis émis par le représentant de la gendarmerie nationale en qualité de référent sûreté lors de cette même commission ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure notamment assurer la sécurité des personnes, la prévention des atteintes aux biens et la lutte contre la démarque inconnue ;

Considérant qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que ce lieu est particulièrement exposé à des risques d'agression ou de vol ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés,

Arrête :

Article 1er.— M. Sébastien Mu, gérant de l'entrepôt du magasin de fabrication de cuisine "Id'Kit", est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté, à installer et à exploiter un système de vidéoprotection sis route de Nuutania à Faa'a (98702), conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro HC 261 CAB/BSIRI/CSVS.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 2 caméras extérieures et 1 caméra intérieure permettant de protéger les lieux recevant du public dans la surface de l'entrepôt du magasin de fabrication de cuisine "Id'Kit", d'une superficie de 1 000 mètres carrés.

Art. 2.— Les personnes habilitées à accéder aux images sont M. Sébastien Mu, gérant de l'entrepôt du magasin de fabrication de cuisine "Id'Kit", et Mme Fanny Chapman, assistante de direction.

Art. 3.— M. Sébastien Mu, gérant du magasin de fabrication de cuisine "Id'Kit", responsable de la mise en œuvre du système, devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Art. 4.— Les enregistrements effectués sont conservés dans des locaux sécurisés et sont détruits dans un délai maximum de 25 jours, hormis les cas de réquisitions judiciaires.

Art. 5.— Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées du directeur de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès de l'entrepôt du magasin de fabrication de cuisine "Id'Kit", route de Nuutania à Faa'a, BP 140637, 98701 Arue, tél. : 40 50 92 00.

Art. 6.— Un journal gardant la trace des opérations effectuées sur les flux vidéo (export, modification, suppression) mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission auprès du procureur de la République est tenu par le responsable du système. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 7.— Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection, haut-commissariat de la République, bureau du cabinet, section "sécurité intérieure et relations internationales", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 8.— Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article R. 253-2 du décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 9.— La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 10.— La directrice de cabinet du haut-commissaire de la République est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à M. Sébastien Mu, gérant de l'entrepôt du magasin de fabrication de cuisine "Id'Kit" sis route de Nuutania à Faa'a.

Fait à Papeete, le 26 décembre 2014.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet par intérim,
Christophe LOTIGIE.

ARRETE n° HC 2498 CAB/BSIRI/CLSV du 26 décembre 2014
portant autorisation d'installation d'un système de
vidéoprotection par le centre commercial "Pacific Plaza-
Carrefour" sis à Faa'a.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 ;

Vu le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure (articles R 251-1 à R 253-4 du code de la sécurité intérieure) ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection présentée le 22 octobre 2014 par M. Fabrice Pierre, directeur de la Société commerciale de Auae, centre commercial "Pacific Plaza-Carrefour" à Faa'a ;

Vu l'accusé de réception établi le 19 novembre 2014 ;

Vu l'avis donné par la commission locale des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française le 9 décembre 2014 ;

Vu l'avis émis par le représentant de la gendarmerie nationale en qualité de référent sûreté lors de cette même commission ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure notamment assurer la sécurité des personnes, la prévention des atteintes aux biens et la lutte contre la démarque inconnue ;

Considérant qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que ce lieu est particulièrement exposé à des risques d'agression ou de vol ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés,

Arrête :

Article 1er. — M. Fabrice Pierre, directeur de la Société commerciale de Auae, centre commercial "Pacific Plaza-Carrefour" à Faa'a, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté, à installer et à exploiter un système de vidéoprotection sis au PK 2 à Auae, Faa'a (98701), conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro HC 262 CAB/BSIRI/CSVS.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 31 caméras intérieures et 4 caméras extérieures permettant de protéger les lieux recevant du public dans la surface du centre commercial "Pacific Plaza-Carrefour" sis à Faa'a.

Le système disposant de caméras extérieures ne doit pas visionner le domaine public ou l'intérieur des immeubles d'habitation appartenant à des particuliers ni, de façon spécifique, celles de leurs entrées ; dans ce cas les images accessibles doivent être floutées.

Art. 2. — Les personnes habilitées à accéder aux images sont MM. Fabrice Pierre, directeur de la Société commerciale de Auae, centre commercial "Pacific Plaza-Carrefour" à Faa'a, et Arnaud Raphel, responsable de la maintenance et sécurité.

Art. 3. — M. Fabrice Pierre, directeur de la Société commerciale de Auae, centre commercial "Pacific Plaza-Carrefour" à Faa'a, responsable de la mise en œuvre du système, devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Art. 4. — L'accès aux images et enregistrements est ouvert aux agents individuellement désignés et dûment habilités par les autorités de la gendarmerie et de la police nationales pour les besoins de la police administrative, pendant toute la durée de conservation des images.

Art. 5. — Les enregistrements effectués sont conservés dans des locaux sécurisés et sont détruits dans un délai maximum de 30 jours, hormis les cas de réquisitions judiciaires.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées du directeur de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès de la Société commerciale de Auae, centre commercial "Pacific Plaza-Carrefour" à Faa'a, BP 40383, 98713 Papeete, tél. : 40 47 88 50.

Art. 7. — Un journal gardant la trace des opérations effectuées sur les flux vidéo (export, modification, suppression) mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission auprès du procureur de la République est tenu par le responsable du système. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection, haut-commissariat de la République, bureau du cabinet, section "sécurité intérieure et relations internationales", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 9. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article R. 253-2 du décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 10.— La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 11.— La directrice de cabinet du haut-commissaire de la République est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à M. Fabrice Pierre, directeur de la Société commerciale de Auae, centre commercial "Pacific Plaza-Carrefour" à Faa'a.

Fait à Papeete, le 26 décembre 2014.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

Le directeur de cabinet par intérim,

Christophe LOTIGIE.

ARRETE n° HC 2499 CAB/BSIRI/CLSV du 26 décembre 2014 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par le secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP) de Polynésie française à Papeete.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 ;

Vu le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure (articles R 251-1 à R 253-4 du code de la sécurité intérieure) ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection présentée le 30 septembre 2014 par M. Anthony Boukoucha, chef du secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP) de Polynésie française à Papeete ;

Vu l'accusé de réception établi le 21 novembre 2014 ;

Vu l'avis donné par la commission locale des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française le 9 décembre 2014 ;

Vu l'avis émis par le représentant de la police nationale en qualité de référent sûreté lors de cette même commission ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure notamment assurer la sécurité des personnes et la prévention des atteintes aux biens ;

Considérant qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que ce lieu est particulièrement exposé à des risques d'agression ou de vol ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés,

Arrête :

Article 1er.— M. Anthony Boukoucha, chef du secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP) de Polynésie française à Papeete, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté, à installer et à exploiter un système de vidéoprotection, sis avenue Pouvanaa-a-Oopa à Papeete (98713), conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro HC 263 CAB/BSIRI/CLSV.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 2 caméras intérieures permettant de protéger les lieux recevant du public du secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP) de Polynésie française à Papeete.

Art. 2.— Les personnes habilitées à accéder aux images sont M. Anthony Boukoucha chef du secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP) de Polynésie française à Papeete, Mme Pierrette Carrere-Gee, adjointe, Mme Aline Berger, chef de la section logistique, et M. Jean Cheung, son adjoint.

Art. 3.— M. Anthony Boukoucha, chef du secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP) de Polynésie française à Papeete, responsable de la mise en œuvre du système, devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Art. 4.— Les enregistrements effectués sont conservés dans des locaux sécurisés et sont détruits dans un délai maximum de 25 jours, hormis les cas de réquisitions judiciaires.

Art. 5.— Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées du directeur de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès de M. Anthony Boukoucha, chef du secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP) de Polynésie française à Papeete, BP 21391, 98713 Papeete, tél. : 40 46 89 00.

Art. 6.— Un journal gardant la trace des opérations effectuées sur les flux vidéo (export, modification, suppression) mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission auprès du procureur de la République est tenu par le responsable du système. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 7.— Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection, haut-commissariat de la République, bureau du cabinet, section "sécurité intérieure et relations internationales", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 8.— Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article R. 253-2 du décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 9.— La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 10.— La directrice de cabinet du haut-commissaire de la République est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et

dont une copie conforme est adressée à M. Anthony Boukoucha, chef du secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP) de Polynésie française à Papeete.

Fait à Papeete, le 26 décembre 2014.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

Le directeur de cabinet par intérim,

Christophe LOTIGIE.

Par arrêté n° HC 29 DIE/BPT du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 19 janvier 2015.— Le présent arrêté a pour objet de prolonger le délai de réalisation fixé par l'arrêté n° HC 1632 du 13 décembre 2011 modifié par l'arrêté n° HC 2247 du 27 août 2013 portant versement par l'Etat d'une subvention d'un montant de 304 727,27 euros HT (36 363 636 F CFP) au projet "Aménagement rivière Tevihonu, acquisitions foncières", au titre du dispositif 3IF, programmation 2011.

Le second paragraphe de l'article 7 de l'arrêté n° HC 1632 du 13 décembre 2011 modifié par arrêté n° HC 2247 du 27 août 2013 est changé comme suit :

"Le projet (acquisitions foncières) ne pourra commencer qu'à compter de sa validation en comité de pilotage et se réalisera dans un délai de 39 mois à compter du démarrage de l'opération".

La fiche budgétaire d'opération, annexée au présent arrêté modificatif, se substitue à celle figurant dans l'arrêté initial.

Toutes les dispositions de l'arrêté n° HC 1632 du 13 décembre 2011 modifié par arrêté n° HC 2247 du 27 août 2013 non expressément changées par le présent arrêté modificatif restent sans changement.



271.2011 Aménagement rivière TEVIHONU (3IF 2011)

Fiche Budgétaire d'Opération - Volet de présentation

Identification - Opération		
Programme	91403	PROTECTION CONTRE LES EAUX
AP	271.2011	Aménagement rivière TEVIHONU (3IF 2011)
Archipel	IDV	
montant AP	70 000 000	
Maitre d'ouvrage	MET	Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme
Service	DEQ	Direction de l'équipement
Centre travail	76130	DEQ_INF_BE
Chapitre	914	914 - RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS
Chargé d'affaire	Cédric CHEVOULINE	
Email	cedric.chevoulina@equipement.gov.pf	
Téléphone	48.54.15	
Description	<p>Objet :</p> <p>Recalibrage de la rivière TEVIHONU en Q100 : canal bétonné d'environ 15 m de large et berges enroché d'une emprise d'environ 20m et création de l'exutoire de la route du plateau de TARAVAO : L'exutoire C6 sera composé d'un canal en terre, d'une emprise de 7 m.</p> <p>Financement:</p> <p>Seules les acquisitions foncières sont inscrites à la programmation 2011 du dispositif "Nouvelle DGDE" pour un montant de 50 MF (TTC), dont 36 363 636 F au titre de la part Etat (80% HT).</p> <p>Travaux à réaliser ultérieurement : "Nouvelle DGDE" > 2011 (ou fonds propres) pour environ 330 000 000 cfp ht.</p>	



Titre

Fiche Budgétaire d'Opération - Volet de présentation

Situation	
Date	15/12/2014
Point de situation	<p>En attente de validation de la MAIRIE depuis OCT 2012 du nouveau DCE version berge enroché (sur demande des riverains). Suite à la confirmation du MET au 19/03/13 de poursuivre la procédure administrative sans attendre la validation de la mairie de Talarapu Est, j'ai lancé l'enquête foncière modificative sur la base du plan DCE 20 "aménagement" et DUP001 "emprise des travaux" en date du 14/09/12 validé par le MET. Enq foncière transmis au BF (06/062013) afin de lancer la procédure de DUP (prevoir estimation de 8000f/m2 +15%).</p> <p>Enquêtes publiques DUP en cours de lancement : Confirmation des crédits auprès de la comptabilité / Procédure en cours au bureau foncier</p>



271.2011 Aménagement rivière TEVIHONU (31F 2011) Fiche Budgétaire d'Opération - Volet planning

Liste des tâches

	Nat	Montant	Début (mois)	Durée (mois)	Eng (mois)	%	2012	2013	2014	2015	2016	2017
1 31F 2011 : acquisition foncier	D	70 000 000	07/12	53	07/12	50%						
1.1 Reprise des études (DCE)	E	1 209 800	07/12	3		100%						
1.2 ENQ PARCELLAIRE	E	665 500	03/13	3		100%						
1.3 DUP	E	906 092	11/13	6	11/13	100%						
1.3.1 DUP	E	178 500	11/13	6		100%						
1.3.2 DUP	E	192 552	11/13	3		100%						
1.3.3 DUP	E	130 800	11/13	6		100%						
1.3.4 DUP	E	354 240	11/13	3		100%						
1.4 Complément EIE	E	115 500	07/13	1		100%						
1.5 ACQUISITION FONCIERE 31F	D	20 000 000	01/15	6	01/15							
1.5.1 paiement acq foncière en 2015 (amiable)	A	10 000 000	01/15	3								
1.5.2 paiement acq foncière en 2015 (expro)	A	10 000 000	04/15	3								
1.6 Travaux 1	T	7 000 000	01/15	5								
1.7 Travaux 2	T	38 403 065	05/16	7								
1.8 Etude canal C6	E	1 640 035	06/14	3	06/14	100%						

Par arrêté n° HC 30 DIE/BPT du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 19 janvier 2015. — Le présent arrêté a pour objet de prolonger le délai de réalisation fixé par l'arrêté n° HC 1428 du 30 juillet 2012 modifié par arrêté n° HC 503 DAE/BAEE du 1er avril 2014 portant versement par l'Etat d'une subvention d'un montant de 365 672,73 euros HT (43 636 364 F CFP) pour le projet "Bétonnage de la route de Tiputa à Rangiroa, tranche 3/3", au titre du dispositif 3IF, programmation 2012.

Le second paragraphe de l'article 7 de l'arrêté n° HC 1428 du 30 juillet 2012 est changé comme suit :

"...Elle devra se réaliser dans un délai de 39 mois à compter de la date effective de démarrage des travaux..."

La fiche budgétaire d'opération, annexée au présent arrêté modificatif, se substitue à celle figurant dans l'arrêté initial.

Toutes les dispositions de l'arrêté n° HC 1428 du 30 juillet 2012, modifié par arrêté n° HC 503 DAE/BAEE du 1er avril 2014, non expressément changées par le présent arrêté modificatif restent sans changement.



70.2012 Bétonnage route de Tiputa à Rangiroa - tranche 3/3 (3IF 2012)

Fiche Budgétaire d'Opération - Volet de présentation

Identification - Opération		
Programme	91401	RESEAU ROUTIER
AP	70.2012	Bétonnage route de Tiputa à Rangiroa - tranche 3/3 (3IF 2012)
Archipel	TUA	
montant AP	60 000 000	
Maître d'ouvrage	MET	Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme
Service	DEQ	Direction de l'équipement
Centre travail	76130	DEQ_INF_TG
Chapitre	914	914 - RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS
Chargé d'affaire	Raymond SIAO	
Email	raymond.siao@equipement.gouv.pf	
Téléphone	40 54 15 60	
Description	<p>Objet :</p> <p>L'opération consiste à la poursuite du bétonnage de la section de route de la sortie du village de Tiputa en direction du lotissement social situé sur un motu contigu à l'Est et aussi vers l'infirmerie du village</p> <p>Descriptif technique :</p> <p>Section largeur 5m</p> <p>longueur 1000 ml</p> <p>Les matériaux coralliens sont extraits sur place.</p> <p>Travaux à l'entreprise.</p> <p>Financement :</p> <p>Travaux inscrits à la programmation 2012 3 IF pour un montant du coût de projet de 60 000 000 MF (TTC), dont 43 636 364 F au titre de la part Etat (80% TTC).</p>	

Situation	
Date	27/11/2014
Point de situation	<p>1^{ère} Tranche 30 Mfcp travaux prévus en Mai 2012 et fin en Aout 2012 en raison des problèmes fonciers, la date de démarrage est repoussée prévisionnellement à Novembre 2012 les procédures de demande des autorisations des propriétaires de terrain sont en cours de constitution en collaboration avec le maire adjoint de TIPUTA</p> <p>travaux démarres le 1 octobre 2012 et devraient se terminer le 15 décembre 2012 en vue d'un problème foncier réglé, la poursuite des travaux pourraient être entrepris en aout 2013 pour une durée de 2 mois en attente des contrats de travail en cours, les travaux pourraient redémarrer en novembre 2013 ; Les travaux de cette tranche de 30 Mfcp sont terminés</p> <p>2^{ème} tranche des crédits de 30 Mfcp</p> <p>la poursuite est conditionnée par une enquête foncière qui nécessite des relevés topographiques et des recherches des propriétaires pour demander leur autorisation pour le bétonnage de la route existante en direction du lotissement. L'enquête foncière est terminée, il reste à obtenir l'autorisation des propriétaires, prévisionnellement, les travaux pourraient démarrer en oct 2014 si toutes les autorisations seront obtenues</p> <p>travaux suspendus</p> <p>Retrait de -29 175 343 dans le cadre de la répartition 2014</p>



70.2012 Bétonnage route de Tiputa à Rangiroa - tranche 3/3 (3IF 2012)

Fiche Budgétaire d'Opération - Volet planning

Liste des tâches	Nat	Montant	Début (mois)	Durée (mois)	Eng (mois)	%	2012	2013	2014	2015	2016
1.3 IF programme 2012	E	60 000 000	08/12	40	08/12	70%					
1.1 Etudes de conception en interne	E		08/12	1		100%					
1.2 travaux 2012	D	17 500 000	09/12	5	09/12	100%					
1.2.1 Leves plan d'exécution	TR		09/12	1		100%					
TRAVAUX											
1.2.2 Mise en oeuvre	TR		11/12	3		100%					
1.2.3 Indemnités	TR		11/12	1		100%					
1.2.4 Fournitures	TR	8 000 000	09/12	3		100%					
1.2.5 Location matériels	TR		11/12	3		100%					
1.2.6 Transports	TR		10/12	3		100%					
1.2.7 Travaux de la tranche 3/3	T	9 000 000	11/12	3		100%					
REPLI CHANTIER											
1.2.8 Transport maritime	TR		10/12	2		100%					
1.2.9 Contrôle des travaux et déplacements	T	500 000	11/12	3		100%					
1.3 Travaux 2013	T	12 331 552	11/13	4	11/13	100%					
1.3.1 Mise en oeuvre	TR	4 000 000	11/13	2		100%					
1.3.2 Indemnités	TR		11/13	2		100%					
1.3.3 Fournitures	TR	3 000 000	11/13	2		100%					

Liste des titres

	TR	1 000 000	11/13	2	100%				
1.3.4 Location matériels	TR	1 000 000	01/14	2	100%				
1.3.5 Transports	TR	2 000 000	01/14	2	100%				
REPLI CHANTIER									
1.3.6 Transport maritime	TR	1 831 552	11/13	2	100%				
1.3.7 Contrôle des travaux et déplacements	TR	500 000	01/14	2	100%				
1.4 Travaux 2014	T	30 168 448	05/15	7	05/15				
1.4.1 Enquêtes foncière	T	1 050 000	07/15	3					
1.4.2 Rése en oeuvre	TR	7 500 000	07/15	4					
1.4.3 Infirmières	TR	2 000 000	07/15	4					
1.4.4 Fournitures	TR	3 168 448	07/15	4					
1.4.5 Location matériels	TR	4 000 000	07/15	4					
1.4.6 Divers	TR		07/15	1					
1.4.7 Transports	TR	5 000 000	05/15	6					
REPLI CHANTIER									
1.4.8 Transport maritime	TR	2 000 000	11/15	1					
1.4.9 Contrôle des travaux et déplacements	TR	500 000	07/15	2					

Par arrêté n° HC 31 DIE/BPT du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 19 janvier 2015. — Le présent arrêté a pour objet de proroger le délai de démarrage fixé par arrêté n° HC 2260 du 26 décembre 2012 portant versement par l'Etat d'une subvention d'un montant de 304 727,27 euros HT (36 363 637 F CFP) pour le projet "Réalisation de protections littorales sur Puamau et Hanaiapa sur l'île de Hiva Oa", au titre du dispositif 3IF, programmation 2012.

Le paragraphe ci-après :

"Si à l'expiration d'un délai de 36 mois après signature du présent arrêté, le projet qui fait l'objet de la subvention n'a pas connu de commencement d'exécution, l'arrêté est retiré"

annule et remplace le 4e paragraphe de l'article 7 de l'arrêté n° HC 2260 du 26 décembre 2012.

La fiche budgétaire d'opération, annexée au présent arrêté modificatif, se substitue à celle figurant dans l'arrêté initial.

Toutes les dispositions de l'arrêté n° HC 2260 du 26 décembre 2012 non expressément changées par le présent arrêté modificatif restent sans changement.



254.2012 Réalisation de protections littorales sur Puamau et Hanaiapa (3IF 2012)
Fiche Budgétaire d'Opération - Volet de présentation

Identification - Opération		
Programme	91403	PROTECTION CONTRE LES EAUX
AP	254.2012	Réalisation de protections littorales sur Puamau et Hanaiapa (3IF 2012)
Archipel	MAR	
montant AP	50 000 000	
Maître d'ouvrage	MET	Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme
Service	DEQ	Direction de l'équipement
Centre travail	76140	DEQ_MAR_SE
Chapitre	914	914 - RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS
Chargé d'affaire	Timitoua TEIKITEETINI	
Email	Timitoua.Teikiteetini@equipement.gov.pf	
Téléphone		
Description	<p>Objet: La présente opération consiste à protéger les infrastructures du Pays située à proximité du littoral sur les communes de Puamau et Hanaiapa, au nord de Hiva Oa</p> <p>Descriptif technique : Il s'agit de réaliser des protections littorales de type enrochement afin de protéger la piste d'accès au débarcadère de Hanaiapa et la route bétonnée sur la front de mer de Puamau. La longueur totale de ces protections est estimée à 350 mètres.</p> <p>Financement : Travaux inscrits à la programmation 2012 du dispositif 3IF pour un montant de 50 MF (TTC), dont 36 363 636 F au titre de la part Etat (80% HT).</p>	



Titre
Fiche Budgétaire d'Opération - Volet de présentation

Situation	
Date	19/12/2014
Point de situation	

Liste des tâches														T1 2015	T2 2015	T3 2015	T4 2015	T1 2016
Nat	Montant	Début (mois)	Fin (mois)	Eng (mille)	%	T2 2014	T3 2014	T4 2014	T1 2015	T2 2015	T3 2015	T4 2015	T1 2016					
T	30 000 000	04/15	7	04/15	14%													
1 TRAVAUX 3IE 2012																		
T	50 000 000	04/15	7	04/15	14%													
1.1 Protections littéraires sur l'œuvre																		
AD		04/15	1		100%													
T	48 000 000	07/15	4															
1.1.2 Marché d'investissement																		
D	2 000 000	06/15	1															
1.1.3 Ouvre de l'œuvre																		

Par arrêté n° HC 4 IDV du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 janvier 2015.— Le présent arrêté modifie l'arrêté initial n° HC 18 IDV du 11 juin 2013 relatif à l'opération "Rénovation de la mairie de Mahaena" en ce qui concerne le délai de demande de solde de cette opération.

L'article 8 de l'arrêté de financement est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "Les justificatifs devront être produits dans un délai maximum de 6 mois après la date d'achèvement réel de l'opération" ;

Lire : "Les justificatifs devront être produits au plus tard le 10 juin 2015".

Toutes les autres dispositions de l'arrêté initial non expressément modifiées par le présent arrêté modificatif sont et demeurent valables.

Par arrêté n° HC 5 IDV du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 janvier 2015.— Le présent arrêté abroge l'arrêté modificatif n° HC 1 IDV du 6 février 2014.

Les dispositions de l'article 5 relatives aux engagements de la commune, 4e tiret de l'arrêté n° HC 14 IDV du 21 mai 2013 relatif à l'opération "Rénovation de la mairie de Mataiea" en ce qui concerne le délai d'exécution est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "Exécuter cette opération dans un délai maximum de 12 mois à partir de la date de signature de l'arrêté" ;

Lire : "Exécuter cette opération au plus tard le 20 mai 2016".

Toutes les autres dispositions de l'arrêté initial non expressément modifiées par le présent arrêté modificatif sont et demeurent valables.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 58 CM du 22 janvier 2015 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits hydrocarbures en Polynésie française.

NOR : DAE1500014AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 80-36 AT du 13 mars 1980 relative à la détermination de la valeur en douane des produits pétroliers importés ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90. ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane des produits pétroliers suivants est fixée comme suit :

- | | |
|---|--------------------|
| - Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre 27.10.12.23 | 49,125 F CFP/litre |
| - Pétrole lampant pour usage domestique 27.10.19.12 | 52,738 F CFP/litre |
| - Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse 27.10.19.25 | 52,850 F CFP/litre |

Art. 2.— La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du gaz butane de nomenclature douanière 27.11.13.90 est fixée à 114,133 F CFP/kg.

Art. 3.— L'arrêté n° 1969 CM du 23 décembre 2014 est abrogé.

Art. 4.— Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er février 2015 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
du tourisme et des transports
aériens internationaux,
de l'industrie, du commerce
et des entreprises,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 59 CM du 22 janvier 2015 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française.

NOR : DAE1500015AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90. ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 58 CM du 22 janvier 2015 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— Les montants de stabilisation, définis par la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée sont fixés comme suit :

- Gaz butane 27.11.13.90	- 1,450 F CFP/kilogramme
- Pétrole lampant pour usage domestique (27.10.19.12)	+ 25,184 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre (27.10.12.23)	+ 30,381 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre destinée à des entreprises perlicoles agréées (27.10.12.23)	+ 36,881 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25)	+ 42,115 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25)	+ 8,865 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25)	+ 10,865 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire (27.10.19.25)	+ 1,365 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (27.10.19.25)	- 23,735 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti, consommé par des exploitants de service public (27.10.19.25)	+ 10,002 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé (27.10.19.25)	+ 0,615 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française (27.10.19.25)	+ 0,615 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti, exploitées dans le cadre d'un service public (27.10.19.25)	+ 9,502 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises perlicoles dûment agréées 27.10.19.25	+ 28,615 F CFP/litre

Art. 2.— L'arrêté n° 1970 CM du 23 décembre 2014 est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du

gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er février 2015 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
du tourisme et des transports
aériens internationaux,
de l'industrie, du commerce
et des entreprises,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 60 CM du 22 janvier 2015 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française.

NOR : DAE1500016AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90. ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1827 CM du 12 décembre 2008 fixant les montants de la rémunération des prestations locales des sociétés pétrolières et des sociétés important, stockant, conditionnant et distribuant le gaz butane importé en vrac en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 58 CM du 22 janvier 2015 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 59 CM du 22 janvier 2015 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— Le prix maximal de facturation aux revendeurs par les entreprises importatrices et distributrices est fixé comme suit pour les hydrocarbures suivants :

- | | |
|---|--------------------|
| - Pétrole lampant pour usage domestique (27.10.19.12) | 110,20 F CFP/litre |
| - Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre (27.10.12.23) | 158,25 F CFP/litre |
| - Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre destinée à des entreprises pericolas dûment agréées (27.10.12.23) | 112,75 F CFP/litre |
| - Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25) | 150,25 F CFP/litre |
| - Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) | 78 F CFP/litre |
| - Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) | 80 F CFP/litre |
| - Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire (27.10.19.25) | 72,20 F CFP/litre |
| - Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (27.10.19.25) | 44 F CFP/litre |
| - Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé (27.10.19.25) | 69,75 F CFP/litre |
| - Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française (27.10.19.25) | 69,75 F CFP/litre |
| - Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises pericolas dûment agréées (27.10.19.25) | 103,75 F CFP/litre |

Art. 2.— Pour les essences à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre (27.10.12.23) visées aux 2e et 3e lignes du tableau de l'article 1er et pour les gazoles d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25) visés aux 4e et 11e lignes du tableau de l'article 1er, les stations-services bénéficient d'une remise de 0,75 F/L sur les prix de gros définis à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3.— Le prix maximal de facturation aux utilisateurs finaux par les entreprises importatrices et distributrices est fixé pour les produits suivants à :

- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle Tahiti et Moorea (27.10.19.25) hors stations-services marines 78 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) 80 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires titulaires d'une licence de pêche (27.10.19.25) livrés par oléoduc ou camion-citerne et pour des commandes unitaires supérieures à 1 000 litres 44 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti consommé par les exploitants de service public (27.10.19.25) 79,137 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti exploitées dans le cadre d'un service public (27.10.19.25) 80,337 F CFP/litre

Art. 4.— Les prix de vente maximaux des entreprises distributrices de gaz butane aux revendeurs sont fixés comme suit :

- bouteille de 13 kilos : 2 769 F CFP
- bouteille de 39 kilos : 8 307 F CFP
- bouteille de 50 kilos : 10 650 F CFP

Art. 5.— Est puni des peines prévues pour les contraventions de la 5e classe, soit 178 997 F CFP par infraction, le fait pour une entreprise importatrice ou distributrice :

- de vendre ou de proposer à la vente à un revendeur, un litre de produit hydrocarbure à un prix supérieur à celui fixé pour ce produit en application des dispositions des articles 1er et 2 du présent arrêté ;
- de vendre ou de proposer à la vente à un utilisateur final, un litre de produit hydrocarbure à un prix supérieur à celui fixé pour ce produit en application des dispositions de l'article 3 du présent arrêté ;
- de vendre ou de proposer à la vente à un revendeur, une bouteille de gaz butane à un prix supérieur à celui fixé à l'article 4 du présent arrêté.

Art. 6.— Les infractions à l'article 5 du présent arrêté sont recherchées et constatées conformément aux dispositions de procédure pénale applicables en matière de commerce, de concurrence et de réglementation des prix.

Sont notamment habilités pour rechercher et constater ces infractions, les agents assermentés du service en charge du contrôle de la réglementation des prix.

Art. 7.— L'arrêté n° 1971 CM du 23 décembre 2014 est abrogé.

Art. 8.— Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er février 2015 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
du tourisme et des transports
aériens internationaux,
de l'industrie, du commerce
et des entreprises,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 61 CM du 22 janvier 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française.

NOR : DAE1500017AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90. ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1208 CM du 29 août 2007 fixant la marge maximale de détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 60 CM du 22 janvier 2015 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Sur l'ensemble de la Polynésie française, le prix maximal de vente au détail est fixé comme suit pour les hydrocarbures suivants :

- Pétrole lampant pour usage domestique (27.10.11.12)	117 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre (27.10.11.23)	168 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre destinée à des entreprises pericolas dûment agréées (27.10.11.23)	121 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25)	160 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) en stations-services marines	87 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire (27.10.19.25)	79 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (27.10.19.25)	51 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé (27.10.19.25)	78 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française (27.10.19.25)	78 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises pericolas dûment agréées (27.10.19.25)	112 F CFP/litre

Art. 2. — Sur l'ensemble de la Polynésie française, le prix maximal de vente au détail du gaz butane est fixé comme suit :

- bouteille de 13 kilos :	2 964 F CFP
- bouteille de 39 kilos :	8 892 F CFP
- bouteille de 50 kilos :	11 400 F CFP

Art. 3. — L'achat d'une bouteille pleine de gaz butane donne droit à la reprise d'une bouteille vide complète de même capacité sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être perçu par le vendeur. Les bouteilles de 13 kilos de gaz sont consignées au prix de 3 000 F CFP, celles de 39 kilos et de 50 kilos au prix de 8 000 F CFP, sans majoration possible.

Art. 4. — Est puni des peines prévues pour les contraventions de la 5e classe, soit 178 997 F CFP par infraction, le fait :

- de vendre ou de proposer à la vente un litre de produit hydrocarbure à un prix supérieur au prix fixé pour ce produit à l'article 1er ci-dessus ;
- de vendre ou de proposer à la vente un kilogramme de gaz butane, quel que soit le conditionnement utilisé, à un prix supérieur à celui fixé à l'article 2 ci-dessus ;
- de pratiquer un prix pour la consigne d'une bouteille de gaz supérieur au prix fixé à l'article 3 ci-dessus ;
- de refuser, de reprendre ou de reprendre avec un supplément de prix, une bouteille de gaz vide complète de même capacité lors de la vente d'une bouteille de gaz pleine.

Art. 5. — Les infractions à l'article 4 du présent arrêté sont recherchées et constatées conformément aux dispositions de procédure pénale applicables en matière de commerce, de concurrence et de réglementation des prix.

Sont notamment habilités pour rechercher et constater ces infractions, les agents assermentés du service en charge du contrôle de la réglementation des prix.

Art. 6. — L'arrêté n° 1972 CM du 23 décembre 2014 est abrogé.

Art. 7. — Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er février 2015 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
du tourisme et des transports
aériens internationaux,
de l'industrie, du commerce
et des entreprises,
Jean-Christophe BOUISSOU.*

ARRETE n° 62 CM du 22 janvier 2015 portant agrément du projet présenté par la SA Bora Bora Nui consistant en la réalisation de travaux de rénovation dans l'hôtel Hilton Bora Bora Nui Resort & Spa.

NOR : DAE1402209AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la troisième partie du code des impôts ;

Vu l'arrêté n° 1375 CM du 14 octobre 2013 modifié portant mesures d'application des incitations fiscales à l'investissement faisant l'objet des titres Ier, II et III de la troisième partie du code des impôts ;

Vu la demande d'agrément déposée le 3 février 2014 et complétée par un courrier réceptionné le 7 mai 2014 ;

Vu l'avis n° 7-2014 de la commission consultative des agréments fiscaux réunie en sa séance du 23 octobre 2014 ;

Vu la lettre n° 7480 PR du 15 décembre 2014 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 16 décembre 2014 ;

Vu l'avis n° 211-2014 CCBF/APF du 18 décembre 2014 de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Le projet présenté par la SA Bora Bora Nui consistant en la réalisation de travaux de rénovation dans l'hôtel Hilton Bora Bora Nui Resort & Spa, est agréé au titre du régime des investissements indirects prévu au titre Ier de la troisième partie du code des impôts de la Polynésie française (article LP. 922-21, secteur du tourisme, hôtellerie, rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international).

Art. 2. — Les caractéristiques du projet d'investissement sont les suivantes :

- nature de l'investissement : rénovation des unités d'hébergement, de la piscine, des zones de restauration, des parties communes et des voiries, la construction d'un club enfants, la transformation du bâtiment "chambres" avec la création de chambres "day use", l'aménagement d'un spa et d'une salle de fitness, l'aménagement d'un "Sunset bar" et l'installation d'un nouveau logiciel de gestion hôtelière et d'un système de vidéo à la demande.
- date prévisionnelle de mise en exploitation : janvier 2016.

Art. 3. — Le montant de la base d'investissement ouvrant droit au régime des investissements indirects est d'un milliard six cent quarante-neuf millions quatre cent cinquante-sept mille cinq cent cinquante-quatre francs CFP HT (1 649 457 554 F CFP HT).

Art. 4. — Le montant maximum du crédit d'impôt accordé au titre du projet d'investissement agréé ne pourra excéder le montant de six cent cinquante-neuf millions sept cent quatre-vingt-trois mille vingt-deux francs CFP (659 783 022 F CFP), soit un taux de crédit d'impôt pour investissement de 40 %.

Art. 5. — Le montant de la rétrocession du régime des investissements indirects est égal au moins à 75 % du crédit d'impôt accordé, soit quatre cent quatre-vingt-quatorze millions huit cent trente-sept mille deux cent soixante-six francs CFP (494 837 266 F CFP).

Art. 6. — Le bénéfice du régime des investissements indirects demeure subordonné au respect des obligations posées aux articles LP. 911-1 et suivants du code des impôts de la Polynésie française ainsi qu'à ses arrêtés d'application.

Art. 7. — Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
du tourisme et des transports
aériens internationaux,
de l'industrie, du commerce
et des entreprises,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 63 CM du 22 janvier 2015 portant agrément du projet présenté par la SA Compagnie Touristique Polynésienne consistant en la rénovation et la mise aux normes de plusieurs infrastructures du complexe hôtelier Moorea Pearl Resort.

NOR : DAE1402210AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la troisième partie du code des impôts ;

Vu l'arrêté n° 1375 CM du 14 octobre 2013 modifié portant mesures d'application des incitations fiscales à l'investissement faisant l'objet des titres Ier, II et III de la troisième partie du code des impôts ;

Vu la demande d'agrément déposée le 29 novembre 2013 et complétée par un courrier réceptionné le 14 janvier 2014 ;

Vu l'avis n° 8-2014 de la commission consultative des agréments fiscaux réunie en sa séance du 23 octobre 2014 ;

Vu la lettre n° 7480 PR du 15 décembre 2014 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 16 décembre 2014 ;

Vu l'avis n° 211-2014 CCBF/APF du 18 décembre 2014 de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Le projet présenté par la SA Compagnie Touristique Polynésienne consistant en la rénovation et la mise aux normes de plusieurs infrastructures du complexe hôtelier Moorea Pearl Resort, est agréé au titre du régime des investissements indirects prévu au titre Ier de la troisième partie du code des impôts de la Polynésie française (article LP. 922-21, secteur du tourisme, hôtellerie, rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international).

Art. 2. — Les caractéristiques du projet d'investissement sont les suivantes :

- nature de l'investissement : rénovation des decks et des plages de piscine des bungalows jardin et plage, des toitures du restaurant, des coursives principales, du bar, du lobby d'accueil, des bureaux et des salles de réunion, des salles de bain et des chambres bungalows, du revêtement de la piscine ; acquisition d'équipements de sécurité, hydrauliques, de fauteuils et tables extérieurs pour les bungalows jardin ; remplacement du mobilier du lobby ; réalisation d'un fare pour les travaux de maintenance et mise aux normes de sécurité des garde-corps des pontons.

Art. 3. — Le montant de la base d'investissement ouvrant droit au régime des investissements indirects est de *quatre-vingt-cinq millions sept cent trente-huit mille deux cents francs CFP HT* (85 738 200 F CFP HT).

Art. 4. — Le montant maximum du crédit d'impôt accordé au titre du projet d'investissement agréé ne pourra excéder le montant de *trente-quatre millions deux cent quatre-vingt-quinze mille deux cent quatre-vingts francs CFP* (34 295 280 F CFP), soit un taux de crédit d'impôt pour investissement de 40 %.

Art. 5. — Le montant de la rétrocession du régime des investissements indirects est égal au moins à 75 % du crédit d'impôt accordé, soit *vingt-cinq millions sept cent vingt et un mille quatre cent soixante francs CFP* (25 721 460 F CFP).

Art. 6. — Le bénéfice du régime des investissements indirects demeure subordonné au respect des obligations posées aux articles LP. 911-1 et suivants du code des impôts de la Polynésie française ainsi qu'à ses arrêtés d'application.

Art. 7. — Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
du tourisme et des transports
aériens internationaux,
de l'industrie, du commerce
et des entreprises,
Jean-Christophe BOUISSOU.*

ARRETE n° 64 CM du 22 janvier 2015 portant agrément du projet présenté par la SA Moorea Lagoon Resort consistant en la réalisation de travaux de rénovation dans l'hôtel Hilton Moorea Lagoon Resort & Spa.

NOR : DAE1402211AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la troisième partie du code des impôts ;

Vu l'arrêté n° 1375 CM du 14 octobre 2013 modifié portant mesures d'application des incitations fiscales à l'investissement faisant l'objet des titres Ier, II et III de la troisième partie du code des impôts ;

Vu la demande d'agrément déposée le 10 octobre 2013 et complétée par un courrier réceptionné le 12 novembre 2013 ;

Vu l'avis n° 9-2014 de la commission consultative des agréments fiscaux réunie en sa séance du 23 octobre 2014 ;

Vu la lettre n° 7480 PR du 15 décembre 2014 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 16 décembre 2014 ;

Vu l'avis n° 211-2014 CCBF/APF du 18 décembre 2014 de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Le projet présenté par la SA Moorea Lagoon Resort consistant en la réalisation de travaux de rénovation dans l'hôtel Hilton Moorea Lagoon Resort & Spa, est agréé au titre du régime des investissements indirects prévu au titre Ier de la troisième partie du code des impôts de la Polynésie française (article LP. 922-21, secteur du tourisme, hôtellerie, rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international).

Art. 2. — Les caractéristiques du projet d'investissement sont les suivantes :

- nature de l'investissement : rénovation de la zone principale de restauration par un aménagement de la zone buffet, le remplacement du mobilier et le changement du revêtement de sol ; rénovation de la cuisine et des chambres froides, de la zone du bar principal, de la zone piscine/restaurant-bar, du spa par un réaménagement intérieur, de la coursive entre la

réception et le restaurant principal, réaménagement du lobby (changement du mobilier et du revêtement de sol, mise en place d'une nouvelle décoration), installation d'un nouveau logiciel de gestion hôtelière et d'un système de vidéo à la demande.

Art. 3.— Le montant de la base d'investissement ouvrant droit au régime des investissements indirects est de *deux cent quarante-six millions neuf cent cinquante-neuf mille six cent cinquante-deux francs CFP HT* (246 959 652 F CFP HT).

Art. 4.— Le montant maximum du crédit d'impôt accordé au titre du projet d'investissement agréé ne pourra excéder le montant de *quatre-vingt-dix-huit millions sept cent quatre-vingt-trois mille huit cent soixante et un francs CFP* (98 783 861 CFP), soit un taux de crédit d'impôt pour investissement de 40 %.

Art. 5.— Le montant de la rétrocession du régime des investissements indirects est égal au moins à 75 % du crédit d'impôt accordé, soit *soixante-quatorze millions quatre-vingt-sept mille huit cent quatre-vingt-seize francs CFP* (74 087 896 F CFP).

Art. 6.— Le bénéfice du régime des investissements indirects demeure subordonné au respect des obligations posées aux articles LP. 911-1 et suivants du code des impôts de la Polynésie française ainsi qu'à ses arrêtés d'application.

Art. 7.— Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
du tourisme et des transports
aériens internationaux,
de l'industrie, du commerce
et des entreprises,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 65 CM du 22 janvier 2015 portant agrément du projet présenté par la SARL Archipels Croisières consistant en l'acquisition de trois navires destinés à être exploités dans le secteur de la croisière en Polynésie française.

NOR : DAE1402469AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la troisième partie du code des impôts ;

Vu l'arrêté n° 1375 CM du 14 octobre 2013 modifié portant mesures d'application des incitations fiscales à l'investissement faisant l'objet des titres Ier, II et III de la troisième partie du code des impôts ;

Vu la demande d'agrément déposée le 15 octobre 2013 et complétée par des courriers réceptionnés les 30 octobre 2013, 27 mai 2014 et 1er septembre 2014 ;

Vu l'avis n° 10-2014 de la commission consultative des agréments fiscaux réunie en sa séance du 3 décembre 2014 ;

Vu la lettre n° 7480 PR du 15 décembre 2014 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 16 décembre 2014 ;

Vu l'avis n° 211-2014 CCBF/APF du 18 décembre 2014 de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— Le projet présenté par la SARL Archipels Croisières consistant en l'acquisition de trois navires destinés à être exploités dans le secteur de la croisière en Polynésie française, est agréé au titre du régime des investissements indirects prévu au titre Ier de la troisième partie du code des impôts de la Polynésie française (article LP. 922-51, secteur du tourisme, croisière).

Ar. 2.— Les caractéristiques du projet d'investissement sont les suivantes :

- nature de l'investissement : acquisition de trois navires destinés à être exploités dans le secteur de la croisière en Polynésie française ;
- date prévisionnelle de mise en exploitation : 2015.

Art. 3.— Le montant de la base d'investissement ouvrant droit au régime des investissements indirects est de *trois cent quatre-vingt-trois millions six cent soixante-seize mille cent soixante-cinq francs CFP HT* (383 676 165 F CFP HT).

Art. 4.— Le montant maximum du crédit d'impôt accordé au titre du projet d'investissement agréé ne pourra excéder le montant de *cent cinquante-trois millions quatre cent soixante-dix mille quatre cent soixante-six francs CFP* (153 470 466 CFP), soit un taux de crédit d'impôt pour investissement de 40 %.

Art. 5.— Le montant de la rétrocession du régime des investissements indirects est égal au moins à 75 % du crédit d'impôt accordé, soit *cent quinze millions cent deux mille huit cent quarante-neuf francs CFP* (115 102 849 F CFP).

Art. 6.— Le bénéfice du régime des investissements indirects demeure subordonné au respect des obligations posées aux articles LP. 911-1 et suivants du code des impôts de la Polynésie française ainsi qu'à ses arrêtés d'application.

Art. 7.— Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du

gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
du tourisme et des transports
aériens internationaux,
de l'industrie, du commerce
et des entreprises,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 66 CM du 22 janvier 2015 portant agrément du projet présenté par la SARL Tradewinds Tahiti consistant en l'acquisition de deux catamarans à voile destinés à être exploités sous licence charter en Polynésie française.

NOR : DAE1402470AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la troisième partie du code des impôts ;

Vu l'arrêté n° 1375 CM du 14 octobre 2013 modifié portant mesures d'application des incitations fiscales à l'investissement faisant l'objet des titres Ier, II et III de la troisième partie du code des impôts ;

Vu la demande d'agrément déposée le 30 juillet 2013 et complétée par un courrier réceptionné le 15 mai 2014 ;

Vu l'avis n° 11-2014 de la commission consultative des agréments fiscaux réunie en sa séance du 3 décembre 2014 ;

Vu la lettre n° 7480 PR du 15 décembre 2014 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 16 décembre 2014 ;

Vu l'avis n° 211-2014 CCBF/APF du 18 décembre 2014 de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Le projet présenté par la SARL Tradewinds Tahiti consistant en l'acquisition de deux catamarans à voile destinés à être exploités sous licence charter en Polynésie

française, est agréé au titre du régime des investissements indirects prévu au titre Ier de la troisième partie du code des impôts de la Polynésie française (article LP. 922-61, secteur du tourisme, charter nautique).

Art. 2. — Les caractéristiques du projet d'investissement sont les suivantes :

- nature de l'investissement : acquisition de deux catamarans à voile destinés à être exploités sous licence charter en Polynésie française.

Art. 3. — Le montant de la base d'investissement ouvrant droit au régime des investissements indirects est de *deux cent quarante millions quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille sept cent soixante-six francs CFP HT* (240 498 766 F CFP HT).

Art. 4. — Le montant maximum du crédit d'impôt accordé au titre du projet d'investissement agréé ne pourra excéder le montant de *quatre-vingt-seize millions cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent six francs CFP* (96 199 506 F CFP), soit un taux de crédit d'impôt pour investissement de 40 %.

Art. 5. — Le montant de la rétrocession du régime des investissements indirects est égal au moins à 75 % du crédit d'impôt accordé, soit *soixante-douze millions cent quarante-neuf mille six cent trente francs CFP* (72 149 630 F CFP).

Art. 6. — Le bénéfice du régime des investissements indirects demeure subordonné au respect des obligations posées aux articles LP. 911-1 et suivants du code des impôts de la Polynésie française ainsi qu'à ses arrêtés d'application.

Art. 7. — Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
du tourisme et des transports
aériens internationaux,
de l'industrie, du commerce
et des entreprises,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 67 CM du 22 janvier 2015 portant modification de l'arrêté n° 627 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Tuamotu et Gambier.

NOR : CTG1401180AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu la délibération n° 84-1014 AT du 11 octobre 1984 portant création du service de l'artisanat traditionnel ;

Vu l'arrêté n° 627 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des Tuamotu et Gambier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— La convention relative à l'exécution des missions du service de l'artisanat traditionnel par la circonscription des îles Tuamotu et Gambier jointe en annexe au présent arrêté est approuvée.

Art. 2.— Est abrogée la convention n° 11334 du 16 mai 2001 relative à l'exécution des missions de la subdivision déconcentrée du service de l'artisanat traditionnel par la circonscription des îles Tuamotu et Gambier.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

CONVENTION n° du relative à l'exécution des missions de la subdivision déconcentrée du service de l'artisanat traditionnel par la circonscription des îles Tuamotu et Gambier.

NOR : CTG1401180CO

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu la délibération n° 84-1014 AT du 11 octobre 1984 portant création du service de l'artisanat traditionnel ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française, ensemble les textes pris pour application ;

Vu l'arrêté n° 627 CM du 15 mai 2001 modifié portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Tuamotu et Gambier,

Entre :

- Le Président de la Polynésie française, en charge du partenariat avec les collectivités, de la modernisation de l'administration, du numérique, des affaires internationales et intérieures et de l'égalité des territoires, Edouard Fritch,

d'une part,

Et :

- Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre de la représentation du service de l'artisanat traditionnel, conformément aux dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration administrative.

Art. 2.— Les missions déconcentrées que la circonscription des îles Tuamotu et Gambier exerce pour le compte du service de l'artisanat traditionnel sont les suivantes :

- informer les artisans et les associations artisanales ;
- réceptionner les demandes d'agrément d'artisan professionnel, vérifier leur recevabilité et notifier les cartes d'artisan traditionnel remises par le service de l'artisanat traditionnel ;
- accuser réception et transmettre toutes les informations relatives à l'évolution de la situation professionnelle de l'artisan ;
- recueillir les informations relatives au secteur de l'artisanat dans l'archipel ;
- recenser les points de vente, notamment les centres artisanaux de l'archipel, leur mode d'exploitation et leur activité ;
- constater les manquements à l'application des réglementations ;
- conseiller, assister les professionnels de l'artisanat en matière de gestion et d'organisation ;
- promouvoir la participation des artisans de l'archipel aux manifestations et expositions ;
- contrôler la réalisation des travaux ou acquisitions ayant donné lieu à l'attribution d'aides publiques ;
- communiquer les propositions et éléments nécessaires à l'élaboration des programmes relatifs au développement du secteur, à la valorisation des productions et, à l'aménagement concernant l'artisanat.

Art. 3.— Pour l'exécution de ses missions par la circonscription des îles Tuamotu et Gambier, le service de l'artisanat traditionnel s'engage à :

- informer de toute activité artisanale et de tout projet relatif au secteur concernant l'archipel des îles Tuamotu et Gambier ;
- fournir toute documentation et formulaires aux fins de pourvoir aux besoins d'information et de constitution de dossiers relatifs aux autorisations administratives relevant de la compétence du service de l'artisanat traditionnel.

Art. 4.— Les moyens en personnel sont apportés par les effectifs de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier en fonction du niveau d'activité mis en œuvre et des missions confiées.

La formation initiale et continue du personnel chargé de l'exécution des missions définies à l'article 2 est assurée par le service de l'artisanat traditionnel.

Art. 5.— Les crédits de fonctionnement nécessaires à l'exécution des missions confiées à la circonscription font l'objet d'une subdélégation de crédits par le service de l'artisanat traditionnel d'un montant annuel de 150 000 F CFP ; ce montant peut évoluer pour correspondre à l'activité mise en œuvre et aux missions confiées.

Art. 6.— Le ministre en charge de l'artisanat donne à l'administrateur des îles Tuamotu et Gambier toute instruction nécessaire à l'exécution et au contrôle des missions définies à l'article 2.

L'administrateur des îles Tuamotu et Gambier est tenu de transmettre annuellement un rapport d'activité au ministre en charge de l'artisanat.

Ce rapport fait l'objet d'une réunion annuelle de cadrage entre la circonscription et le service de l'artisanat traditionnel. A cette occasion, les objectifs opérationnels et les moyens correspondants pour l'année à venir sont précisés.

Ce cadrage fait l'objet d'une lettre de mission.

Art. 7.— La présente convention sera résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, par suite d'une modification législative ou réglementaire l'une ou l'autre des parties se trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la présente convention.

Art. 8.— La présente convention pourra être révisée à tout moment à la demande de l'une des parties. Toute révision de la présente convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des parties.

Art. 9.— La convention n° 11334 du 16 mai 2001 relative à l'exécution des missions de la subdivision déconcentrée du service de l'artisanat traditionnel est résiliée.

Fait à Papeete, le	Fait à Papeete, le
<i>Le ministre du développement</i>	<i>Le Président</i>
<i>des activités du secteur primaire,</i>	<i>de la Polynésie française,</i>
Frédéric RIVETA.	Edouard FRITCH.

ARRETE n° 68 CM du 22 janvier 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Punaauia pour la réhabilitation de l'éclairage public solaire de la servitude Punavai Plaine.

NOR : DDC1401996AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Punaauia pour l'exercice 2014 en date du 28 février 2014, réceptionné le 28 février 2014 ;

Vu la décision de recevabilité n° 191 PR/DDC en date du 13 mars 2014 ;

Vu la lettre n° 6589 PR du 11 novembre 2014 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 12 novembre 2014 ;

Vu l'avis n° 161-2014 CCBF/APF en date du 26 novembre 2014 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Considérant que le dossier présenté par le demandeur ne répond pas aux critères d'octroi du concours financier visés à l'article LP. 7 de la loi du pays susvisée ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Punaauia pour financer la réhabilitation de l'éclairage public solaire de la servitude Punavai Plaine, dont le coût réel est estimé à *douze millions quatre cent quatre-vingt-onze mille vingt francs CFP* (12 491 020 F CFP).

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à la commune de Punaauia et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 69 CM du 22 janvier 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Arue pour l'acquisition d'un camion à grappin de 10 mètres cubes.

NOR : DDC1401997AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Arue pour l'exercice 2014 en date du 20 février 2014, réceptionné le 20 février 2014 ;

Vu la décision de recevabilité n° 169 PR/DDC en date du 12 mars 2014 ;

Vu la lettre n° 6587 PR du 12 novembre 2014 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 12 novembre 2014 ;

Vu l'avis n° 159-2014 CCBF/APF en date du 26 novembre 2014 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Considérant que le dossier présenté par le demandeur ne répond pas aux critères d'octroi du concours financier visés à l'article LP. 7 de la loi du pays susvisée ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Arue pour financer l'acquisition d'un camion à grappin de 10 mètres cubes, dont le coût réel est estimé à *trente millions de francs CFP* (30 000 000 F CFP).

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à la commune de Arue et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 70 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva pour la remise en valeur du golf de Atimaono.

NOR : EGA1402298AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2013-121 APF du 4 décembre 2013 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2014 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention n° 168-2014 DIR. EGAT/ WCS/ob pour l'exercice 2014 en date du 13 novembre 2014 ;

Vu la lettre n° 7565 PR du 17 décembre 2014 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 17 décembre 2014 ;

Vu l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier n° 8-2015 CCBF/APF du 13 janvier 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement de *vingt-cinq millions de francs CFP* (25 000 000 F CFP) en faveur de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva pour financer la remise en valeur du golf de Atimaono par la construction de deux pavillons à voiturettes, d'un parking et des voies de circulation à voiturettes, représentant 80,505 % du coût estimatif de l'opération, soit 31 053 758 F CFP.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 903, sous-chapitre 90305, AP 153-2007, AE 474-2014, article 20417.

Art. 3. — La subvention sera versée sur le compte de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit *douze millions cinq cent mille francs CFP* (12 500 000 F CFP) après constatation du commencement d'exécution de l'opération au vu du permis de travaux immobiliers et dès publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- une fraction de 45 %, soit *onze millions deux cent cinquante mille francs CFP* (11 250 000 F CFP) sur présentation d'un relevé des mandats visé par l'agent comptable public justifiant de l'utilisation de l'avance de 50 % ;

- le solde de 5 %, soit *un million deux cent cinquante mille francs CFP* (1 250 000 F CFP) sur présentation d'un relevé des mandats visé par l'agent comptable public correspondant au coût total de l'opération. Pour cette dernière tranche il est laissé 6 mois à l'établissement pour en justifier l'utilisation.

Art. 4.— Si à l'expiration du délai de un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, l'autorité qui a attribué la subvention constate la caducité de sa décision.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités et le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de la relance économique,
du tourisme et des transports
aériens internationaux,
de l'industrie, du commerce
et des entreprises,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 71 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre juillet/août 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva.

NOR : DTT1402617AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu l'arrêté n° 916 CM du 18 juin 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 6.0626 MEE du 11 octobre 2006 relative au transport par voie terrestre d'élèves domiciliés à Taipivai et scolarisés dans les établissements secondaires de Taiohae et d'élèves domiciliés à Taiohae et scolarisés dans les écoles du premier degré de Taiohae à Nuku Hiva ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de la SARL Kuee Kai Peka du 3 octobre 2014 ;

Vu l'avis de la direction générale de l'éducation et des enseignements n° 613 MEE/DGEE/bts du 2 décembre 2014 ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 5293 MET/DTT du 17 décembre 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre juillet/août 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de deux cent quatre vingt-quinze (295) litres et représente un montant total de détaxe de *vingt-cinq mille trois cent soixante-dix francs CFP* (25 370 F CFP).

Soit : Du 1er juillet au 31 août

Kilométrage (Km) : 1 093.

Quota en litres (Q) : 295.

Montant de la détaxe (MD) : 25 370.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + etc.$: Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.

$KmV1$: Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.

$Q = QV1 + QV2 + etc.$: Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.

$QV1 = KmV1 \times n$: Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.

$n = 27/100$: Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.

$MD = MDV1 + MDV2 + etc.$: Montant bimensuel de la détaxe.

$MDV1 = QV1 \times x$: Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.

$x = 86 \text{ F CFP}$: Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SARL Kuee Kai Peka pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 72 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre septembre/octobre 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva.

NOR : DTT1402618AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu l'arrêté n° 1250 CM du 21 août 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 6.0626 MEE du 11 octobre 2006 relative au transport par voie terrestre d'élèves domiciliés à Taipivai et scolarisés dans les établissements secondaires de Taiohae et d'élèves domiciliés à Taiohae et scolarisés dans les écoles du premier degré de Taiohae à Nuku Hiva ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de la SARL Kuee Kai Peka du 3 octobre 2014 ;

Vu l'avis de la direction générale de l'éducation et des enseignements n° 613 MEE/DGEE/bts du 2 décembre 2014 ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 5293 MET/DTT du 17 décembre 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre septembre/octobre 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de neuf cent soixante-

neuf (969) litres et représente un montant total de détaxe de quatre-vingt-trois mille trois cent trente-quatre francs CFP (83 334 F CFP).

Soit : Du 1er septembre au 31 octobre

Kilométrage (Km) : 3 589.

Quota en litres (Q) : 969.

Montant de la détaxe (MD) : 83 334.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + etc.$: Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.

$KmV1$: Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.

$Q = QV1 + QV2 + etc.$: Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.

$QV1 = KmV1 \times n$: Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.

$n = 27/100$: Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.

$MD = MDV1 + MDV2 + etc.$: Montant bimensuel de la détaxe.

$MDV1 = QV1 \times x$: Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.

$x = 86 \text{ F CFP}$: Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SARL Kuee Kai Peka pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,
Albert SOLIA.

ARRETE n° 73 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre novembre/décembre 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva.

NOR : DTT1402791AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu l'arrêté n° 1454 CM du 22 octobre 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 6.0626 MEE du 11 octobre 2006 relative au transport par voie terrestre d'élèves domiciliés à Taipivai et scolarisés dans les établissements secondaires de Taiohae et d'élèves domiciliés à Taiohae et scolarisés dans les écoles du premier degré de Taiohae à Nuku Hiva ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de la SARL Kuee Kai Peka du 3 octobre 2014 ;

Vu l'avis de la direction générale de l'éducation et des enseignements n° 613 MEE/DGEE/bts du 2 décembre 2014 ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 5293 MET/DTT du 17 décembre 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre novembre/décembre 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de cinq cent soixante-quinze (575) litres et représente un montant total de détaxe de quarante-neuf mille quatre cent cinquante francs CFP (49 450 F CFP).

Soit : Du 1er novembre au 31 décembre

Kilométrage (Km) : 2 130.

Quota en litres (Q) : 575.

Montant de la détaxe (MD) : 49 450.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + etc.$: Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.

$KmV1$: Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.

$Q = QV1 + QV2 + etc.$: Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.

$QV1 = KmV1 \times n$: Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.

$n = 27/100$: Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.

$MD = MDV1 + MDV2 + etc.$: Montant bimensuel de la détaxe.

$MDV1 = QV1 \times x$: Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.

$x = 86 \text{ F CFP}$: Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2.— Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3.— Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SARL Kuee Kai Peka pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,
Albert SOLIA.*

ARRETE n° 74 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre juillet/août 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora.

NOR : DTT1402615AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu la convention n° 981213 du 23 avril 2006 modifiée relative à l'exécution des services de transport scolaire créés pour assurer la desserte des établissements d'enseignement suivants : Anau maternelle et primaire, collège de Vaitape et CJA de Nunue ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'EURL Bora Bora Haere I Mua du 1er septembre 2014 ;

Vu l'avis de la direction générale de l'éducation et des enseignements n° 613 MEE/DGEE/bts du 2 décembre 2014 ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 5293 MET/DTT du 17 décembre 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre juillet/août 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de deux cent quatre-vingt-dix-huit (298) litres et représente un montant total de détaxe de *vingt-cinq mille six cent vingt-huit francs CFP* (25 628 F CFP).

Soit : Du 1er juillet au 31 août

Kilométrage (Km) : 1 985.

Quota en litres (Q) : 298.

Montant de la détaxe (MD) : 25 628.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + etc.$: Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.

$KmV1$: Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.

$Q = QV1 + QV2 + etc.$: Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.

$QV1 = KmV1 \times n$: Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.

$n = 15/100$: Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.

$MD = MDV1 + MDV2 + etc.$: Montant bimensuel de la détaxe.

$MDV1 = QV1 \times x$: Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.

$x = 86 \text{ F CFP}$: Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2.— Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3.— Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 75 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre septembre/octobre 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora.

NOR : DTT1402616AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu l'arrêté n° 1250 CM du 21 août 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 981213 du 23 avril 2006 modifiée relative à l'exécution des services de transport scolaire créés pour assurer la desserte des établissements d'enseignement suivants : Anau maternelle et primaire, collège de Vaitape et CJA de Nunue ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'EURL Bora Bora Haere I Mua du 1er septembre 2014 ;

Vu l'avis de la direction générale de l'éducation et des enseignements n° 613 MEE/DGEE/bts du 2 décembre 2014 ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 5293 MET/DTT du 17 décembre 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre septembre/octobre 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de neuf cent soixante-huit (968) litres et représente un montant total de détaxe de quatre-vingt-trois mille deux cent quarante-huit francs CFP (83 248 F CFP).

Soit : Du 1er septembre au 31 octobre

Kilométrage (Km) : 6 457.

Quota en litres (Q) : 968.

Montant de la détaxe (MD) : 83 248.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + etc.$: Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.

$KmV1$: Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.

$Q = QV1 + QV2 + etc.$: Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.

$QV1 = KmV1 \times n$: Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.

$n = 15/100$: Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.

$MD = MDV1 + MDV2 + etc.$: Montant bimensuel de la détaxe.

$MDV1 = QV1 \times x$: Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.

$x = 86 \text{ F CFP}$: Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,
Albert SOLIA.*

ARRETE n° 76 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre novembre/décembre 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora.

NOR : DTT1402787AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu l'arrêté n° 1454 CM du 22 octobre 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 981213 du 23 avril 2006 modifiée relative à l'exécution des services de transport scolaire créés pour assurer la desserte des établissements d'enseignement suivants : Anau maternelle et primaire, collège de Vaitape et CJA de Nunue ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'EURL Bora Bora Haere I Mua du 1er septembre 2014 ;

Vu l'avis de la direction générale de l'éducation et des enseignements n° 613 MEE/DGEE/bts du 2 décembre 2014 ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 5293 MET/DTT du 17 décembre 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre novembre/décembre 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de cinq cent quatre-vingt-onze (591) litres et représente un montant total de détaxe de cinquante mille huit cent vingt-six francs CFP (50 826 F CFP).

Soit : Du 1er novembre au 31 décembre

Kilométrage (Km) : 3 947.

Quota en litres (Q) : 591.

Montant de la détaxe (MD) : 50 826.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + etc.$: Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.

$KmV1$: Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.

$Q = QV1 + QV2 + etc.$: Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.

$QV1 = KmV1 \times n$: Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.

$n = 15/100$: Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.

$MD = MDV1 + MDV2 + etc.$: Montant bimensuel de la détaxe.

$MDV1 = QV1 \times x$: Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.

$x = 86 \text{ F CFP}$: Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 77 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) pour le bimestre juillet/août 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

NOR : DTT1401822AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu l'arrêté n° 916 CM du 18 juin 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 13679 du 27 décembre 2001 de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport en commun du lot urbain de l'île de Tahiti, conclue entre la Polynésie française, autorité organisatrice, et la SAS Réseau de transport urbain (RTU) ;

Vu le plan de transport de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) réceptionné à la direction des transports terrestres le 14 février 2011, modifié le 15 juin 2011 ;

Vu l'avis favorable de la commission de contrôle budgétaire et financier du 18 décembre 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) pour le bimestre juillet/août 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de quatre-vingt-quatre mille six cent cinquante-deux (84 652) litres et représente un montant total de détaxe de sept millions deux cent quatre-vingt mille soixante-douze francs CFP (7 280 072 F CFP).

Soit, pour neuf semaines d'exploitation :

Mois : Juillet/août

Trajet total parcouru en km (*a*) : 21 874.

Nombre de semaines décomptées sur la période considérée (*b*) : 9.

Trajet total parcouru en km sur la période considérée (*c = a x b*) : 196 866.

Consommation par tranche de 100 km (*d*) : 0,43.

- quota en litres (*e = c x d*) = 84 652,38.
- arrondi à : 84 652.
- Montant détaxe/litre (*f*) : 86.
- Montant de la détaxe (*g = e x f*) : 7 280 072.

Avec

a : Trajet total parcouru en km par semaine.

b : Nombre de semaines décomptées sur la période considérée.

c = a x b : Trajet total parcouru en km sur la période considérée.

d : Consommation moyenne d'un véhicule par litre aux 100 km.

e = c x d : Total de litres consommés et à détaxer.

f : Montant de la détaxe par litre.

g = e x f : Montant de la détaxe en F CFP.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixée à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 78 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SA Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le bimestre juillet/août 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

NOR : DTT1401823AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu l'arrêté n° 916 CM du 18 juin 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 13680 du 27 décembre 2001 de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport en commun du lot Est de l'île de Tahiti, conclue entre la Polynésie française, autorité organisatrice, et la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) ;

Vu le plan de transport de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) réceptionné à la direction des transports terrestres le 14 février 2011, modifié le 15 juin 2011 ;

Vu l'avis favorable de la commission de contrôle budgétaire et financier du 18 décembre 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le bimestre juillet/août 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de cent vingt et un mille quatre cent soixante-quatorze (121 474) litres et représente un montant total de détaxe de dix millions quatre cent quarante-six mille sept cent soixante-quatre francs CFP (10 446 764 F CFP).

Soit, pour neuf semaines d'exploitation :

	Juillet	Août
Trajet total parcouru en km (a)	31 298	31 501,75
Nb de semaines décomptées sur la période considérée (b)	5	4
Trajet total parcouru en km sur la période considérée (c = a x b)	282 497	
Consommation moyenne d'un véhicule par litre aux 100 km (d)	0,43	
Total de litres consommés et à détaxer : (e = c x d) :	121 473,71	
arrondi à :	121 474	
Montant de la détaxe par litre (f)	86	
Montant de la détaxe en F CFP (g = e x f)	10 446 764	

Avec

a : Trajet total parcouru en km par semaine.

b : Nombre de semaines décomptées sur la période considérée.

c = a x b : Trajet total parcouru en km sur la période considérée.

d : Consommation moyenne d'un véhicule par litre aux 100 km.

e = c x d : Total de litres consommés et à détaxer.

f : Montant de la détaxe par litre.

g = e x f : Montant de la détaxe en F CFP.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixée à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 79 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le bimestre juillet/août 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

NOR : DTT1401824AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu l'arrêté n° 916 CM du 18 juin 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 13681 du 27 décembre 2001 de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport en commun du lot Ouest de l'île de Tahiti, conclue entre la Polynésie française, autorité organisatrice, et la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) ;

Vu le plan de transport de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) réceptionné à la direction des transports terrestres le 14 février 2011, modifié le 15 juin 2011 ;

Vu l'avis favorable de la commission de contrôle budgétaire et financier du 18 décembre 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le bimestre juillet/août 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de quatre-vingt-douze mille huit cent quatre-vingt-onze (92 891) litres et représente un montant total de détaxe de *sept millions neuf cent quatre-vingt-huit mille six cent vingt-six francs CFP* (7 988 626 F CFP).

Soit, pour neuf semaines d'exploitation :

	Juillet	Août
Trajet total parcouru en km (a)	23 855	24 187,5
Nb de semaines décomptées sur la période considérée (b)	5	4
Trajet total parcouru en km sur la période considérée (c = a x b)	216 025	
Consommation moyenne d'un véhicule par litre aux 100 km (d)	0,43	
Total de litres consommés et à détaxer : (e = c x d) : arrondi à :	92 890,75 92 891	
Montant de la détaxe par litre (f)	86	
Montant de la détaxe en F CFP (g = e x f)	7 988 626	

Avec

a : Trajet total parcouru en km par semaine.

b : Nombre de semaines décomptées sur la période considérée.

c = a x b : Trajet total parcouru en km sur la période considérée.

d : Consommation moyenne d'un véhicule par litre aux 100 km.

e = c x d : Total de litres consommés et à détaxer.

f : Montant de la détaxe par litre.

g = e x f : Montant de la détaxe en F CFP.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixée à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 80 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) pour le bimestre septembre/octobre 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

NOR : DTT1402394AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu l'arrêté 1250 CM du 21 août 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 13679 du 27 décembre 2001 de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport en commun du lot urbain de l'île de Tahiti, conclue entre la Polynésie française, autorité organisatrice, et la SAS Réseau de transport urbain (RTU) ;

Vu le plan de transport de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) réceptionné à la direction des transports terrestres le 14 février 2011, modifié le 15 juin 2011 ;

Vu l'avis favorable de la commission de contrôle budgétaire et financier du 18 décembre 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) pour le bimestre septembre/octobre 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de soixante-quinze mille deux cent quarante-sept (75 247) litres et représente un montant total de détaxe de *six millions quatre cent soixante et onze mille deux cent quarante-deux francs CFP* (6 471 242 F CFP).

Soit, pour huit semaines d'exploitation :

Mois : Septembre/octobre

Trajet total parcouru en km (a) : 21 874.

Nombre de semaines décomptées sur la période considérée (b) : 8.

Trajet total parcouru en km sur la période considérée (c = a x b) : 174 992.

Consommation par tranche de 100 km (d) : 0,43.

- quota en litres (e = c x d) = 75 246,56.

- arrondi à : 75 247.

Montant détaxe/litre (f) : 86.

Montant de la détaxe (g = e x f) : 6 471 242.

Avec

a : Trajet total parcouru en km par semaine.

b : Nombre de semaines décomptées sur la période considérée.

c = a x b : Trajet total parcouru en km sur la période considérée.

d : Consommation moyenne d'un véhicule par litre aux 100 km.

e = c x d : Total de litres consommés et à détaxer.

f : Montant de la détaxe par litre.

g = e x f : Montant de la détaxe en F CFP.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixée à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à rencontre de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 81 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le bimestre septembre/octobre 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

NOR : DTT1402395AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu l'arrêté 1250 CM du 21 août 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 13680 du 27 décembre 2001 de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport en commun du lot Est de l'île de Tahiti, conclue entre la Polynésie française, autorité organisatrice, et la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) ;

Vu le plan de transport de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) réceptionné à la direction des transports terrestres le 14 février 2011, modifié le 15 juin 2011 ;

Vu l'avis favorable de la commission de contrôle budgétaire et financier du 18 décembre 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le bimestre septembre/octobre 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de cent dix mille quatre cent soixante-neuf (110 469) litres et représente un montant total de détaxe de *neuf millions cinq cent mille trois cent trente-quatre francs CFP* (9 500 334 F CFP).

Soit, pour huit semaines d'exploitation :

Mois : Septembre/octobre

Trajet total parcouru en km (a) : 32 113.

Nombre de semaines décomptées sur la période considérée (b) : 8.

Trajet total parcouru en km sur la période considérée (c = a x b) : 256 904.

Consommation par tranche de 100 km (d) : 0,43.

- quota en litres (e = c x d) = 110 468,72.

- arrondi à : 110 469.

Montant détaxe/litre (f) : 86.

Montant de la détaxe (g = e x f) : 9 500 334.

Avec

a : Trajet total parcouru en km par semaine.

b : Nombre de semaines décomptées sur la période considérée.

c = a x b : Trajet total parcouru en km sur la période considérée.

d : Consommation moyenne d'un véhicule par litre aux 100 km.

e = c x d : Total de litres consommés et à détaxer.

f : Montant de la détaxe par litre.

g = e x f : Montant de la détaxe en F CFP.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixée à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à rencontre de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,
Albert SOLIA.*

ARRETE n° 82 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le bimestre septembre/octobre 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

NOR : DTT1402396AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu l'arrêté n° 1250 CM du 21 août 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 13681 du 27 décembre 2001 de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport en commun du lot Ouest de l'île de Tahiti, conclue entre la Polynésie française, autorité organisatrice, et la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) ;

Vu le plan de transport de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) réceptionné à la direction des transports terrestres le 14 février 2011, modifié le 15 juin 2011 ;

Vu l'avis favorable de la commission de contrôle budgétaire et financier du 18 décembre 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le bimestre septembre/octobre 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de quatre-vingt-six mille six cent trente-six (86 636) litres et représente un montant total de détaxe de sept millions quatre cent cinquante mille six cent quatre-vingt-seize francs CFP (7 450 696 F CFP).

Soit, pour huit semaines d'exploitation :

Mois : Septembre/octobre

Trajet total parcouru en km (a) : 25 185.

Nombre de semaines décomptées sur la période considérée (b) : 8.

Trajet total parcouru en km sur la période considérée (c = a x b) : 201 480.

Consommation par tranche de 100 km (d) : 0,43.

- quota en litres (e = c x d) = 86 636,4.

- arrondi à : 86 636.

Montant détaxe/litre (f) : 86.

Montant de la détaxe (g = e x f) : 7 450 696.

Avec

a : Trajet total parcouru en km par semaine.

b : Nombre de semaines décomptées sur la période considérée.

c = a x b : Trajet total parcouru en km sur la période considérée.

d : Consommation moyenne d'un véhicule par litre aux 100 km.

e = c x d : Total de litres consommés et à détaxer.

f : Montant de la détaxe par litre.

g = e x f : Montant de la détaxe en F CFP.

Art. 2.— Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixée à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3.— Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 83 CM du 22 janvier 2015 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'établissement Vanille de Tahiti pour financer l'acquisition d'équipements de laboratoire et de veille sanitaire.

NOR : EVT1500048AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que des communes ;

Vu la délibération n° 2013-121 APF du 4 décembre 2013 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2014 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que des communes ;

Vu la demande de l'établissement public Vanille de Tahiti n° 307-2014 EVT/DIR pour l'exercice 2014 en date du 15 octobre 2014 ;

Vu la lettre n° 7602 PR du 18 décembre 2014 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 18 décembre 2014 ;

Vu l'avis n° 10-2015 CCBF/APF du 13 janvier 2015 de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'établissement public "Vanille de Tahiti" pour financer l'acquisition d'équipements de laboratoire et de veille sanitaire.

Art. 2.— Le montant de la subvention s'élève à 100 % du coût de l'opération estimé à *quatre millions sept cent seize mille quatre cent dix-huit francs CFP* (4 716 418 F CFP).

Art. 3.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 905, AP 101-2014, AE 476-2014, article 204.

Art. 4.— Le versement du montant total de la subvention d'investissement sera effectué sur le compte de l'établissement public Vanille de Tahiti, domicilié à la paierie de la Polynésie suivant les modalités suivantes :

- une avance de 50 % du montant total de la subvention, soit *deux millions trois cent cinquante-huit mille deux cent neuf francs CFP* (2 358 209 F CFP) sera versé après constatation du commencement d'exécution ;
- le solde, soit *deux millions trois cent cinquante-huit mille deux cent neuf francs CFP* (2 358 209 F CFP) s'effectuera sur présentation d'un relevé de mandats visé par la paierie de la Polynésie, justifiant de la réalisation de l'opération.

Art. 5.— Si à l'expiration du délai de 1 an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 6.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités et le ministre du développement des activités du secteur primaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement Vanille de Tahiti et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du développement
des activités du secteur primaire,*
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 84 CM du 22 janvier 2015 portant nomination de Mme Laurence Bauchier épouse Varet en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et développement (TNAD).

NOR : TNA1401850AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2002-137 APF du 24 octobre 2002 modifiée relative à l'établissement public des grands travaux ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et des établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1913 CM du 23 décembre 2013 portant modification des statuts de l'établissement public à caractère industriel et commercial Tahiti Nui Aménagement et développement ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 5 CM du 8 janvier 2013 portant fin de fonction de Mme Thérèse Lopez en qualité de commissaire de gouvernement de l'établissement public à caractère industriel et commercial Tahiti Nui Aménagement et développement ;

Vu la correspondance n° 4 PR/DMRA du 7 janvier 2015 de la direction de la modernisation et des réformes de l'administration ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— Mme Laurence Bauchier épouse Varet est nommée en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et développement à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 2.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 85 CM du 22 janvier 2015 autorisant la location de la parcelle de terre dépendant du lotissement Afaahiti, cadastrée section AM n° 12 sise à Afaahiti, commune de Taiarapu-Est, au profit de la société anonyme Nouveaux transporteurs de la côte Est.

NOR : DAF1420321AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la lettre de demande de M. Willy Chung Sao, PDG de la société anonyme Nouveaux transporteurs de la côte Est en date du 4 juin 2014 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 14 octobre 2014 ;

Vu la lettre d'acceptation de la société anonyme Nouveaux transporteurs de la côte Est en date du 1er décembre 2014 ;

Vu la convention n° 13680 du 27 décembre 2001 et son avenant n° 8.1148 du 5 février 2008 portant délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport en commun du lot Est de l'île de Tahiti ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— La location de la parcelle de terre dépendant du lotissement Afaahiti, cadastrée section AM n° 12 sise à Afaahiti, commune de Taiarapu-Est, est autorisée au profit de la société anonyme Nouveaux transporteurs de la côte Est à des fins d'entreposage du matériel nécessaire à l'exploitation du réseau de transport en commun du lot Est de l'île de Tahiti.

Art. 2.— La présente location est consentie à compter de la date de la signature du bail jusqu'au 27 décembre 2016.

Art. 3.— Le loyer mensuel est fixé à cent cinquante mille francs CFP (150 000 F CFP), payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 5.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7.— En application des dispositions de l'article 224 du code civil, les loyers pour occupation sans autorisation à compter du 27 mars 2014 jusqu'à la date de la signature du bail seront payables au moment de la signature de l'acte.

Art. 8.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 86 CM du 22 janvier 2015 autorisant la direction des affaires foncières à procéder à la démolition de la maison d'habitation implantée sur la parcelle domaniale cadastrée section AL n° 416, sise commune de Punaauia.

NOR : DAF1420332AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le rapport n° 14-1236 de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition, en date du 8 septembre 2014 constatant l'absence de fibre d'amiante ;

Vu le compte-rendu de visite n° 86 MLV/DAF/DOM du 7 janvier 2015 constatant l'état de délabrement de la maison d'habitation ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— La direction des affaires foncières est autorisée à procéder à la démolition de la construction édifiée sur la parcelle cadastrée section AL n° 416, sise commune de Punaauia, appartenant à la Polynésie française.

Art. 2.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 87 CM du 22 janvier 2015 portant application des dispositions en matière de services touristiques de transport de personnes de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française.

NOR : DTT1402689AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière, dite code de la route de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux personnes morales ou physiques qui, inscrites régulièrement au plan des services touristiques de transport de personnes et autorisées à mettre en œuvre ces services touristiques, disposent des moyens en matériels conformes aux exigences prévues dans les articles ci-dessous.

Ces services sont effectués à la demande de la clientèle touristique ou des agences de voyages, bureaux d'excursions, établissements d'hébergement touristique, compagnies de transport aérien ou maritime, groupements, clubs, associations et, plus généralement, de tout organisme concourant à l'activité touristique.

Art. 2.— Les véhicules affectés aux services touristiques de transport de personnes comprennent les catégories suivantes telles que précisées par l'article 151-1 du code de la route de la Polynésie française :

Catégorie A : Autobus de catégorie M2 ou M3 de grande capacité (de 23 places passagers et plus, conducteur exclu) ;

Catégorie B : Autobus de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu) ;

Catégorie C : Véhicules de catégorie M1 ou N1 conçus en tout-terrain et classifiés en catégorie G, destinés aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île ;

Catégorie D : Véhicules de type traditionnel ou trucks de catégorie M2 ou M3 ;

Catégorie E : Tout autre type de véhicule n'entrant dans aucune des 4 premières catégories ci-dessus, répondant aux prescriptions du code de la route de la Polynésie française, et affecté aux prestations de services touristiques de transport de personnes réalisées exclusivement comme activités accessoires et à titre non onéreux.

Art. 3.— En cas de demande d'autorisation préalable d'inscription au plan des services touristiques de transport de personnes et de demande d'attribution de licences pour les véhicules à affecter aux services de transport touristique, ceux-ci doivent satisfaire aux normes suivantes :

Catégories de véhicules :	A	B	C	D	E
Âge maximal du véhicule à la mise en service	4 ans	4 ans	3 ans	3 ans	3 ans
Largeur des sièges	0,40 m	0,40 m	F	F	0,40 m
Sonorisation : (micro, haut-parleur)	O	R	F	F	R
Climatisation (1)	O	O	F	F	F
Sièges individuels	O	F	F	F	F
Sièges inclinables	R	R	F	F	F
Porte-bagages inférieur (1)	O	R	F	F	F

Légende : - (1) facultatif pour les îles autres que Tahiti

- O = Obligatoire

- R = Recommandé

- F = Facultatif

Toute personne physique ou morale, inscrite au plan des services touristiques de transport de personnes, devenue propriétaire de véhicules, dont la date de mise en circulation pour la première fois remonte à plus de trois ans et qui, depuis, ont été affectés régulièrement aux services touristiques de transport de personnes et sont à jour de la visite technique périodique réglementaire, peut formuler une demande de licences supplémentaires pour ceux-ci.

Art. 4.— Les véhicules de la catégorie D ne sont pas admis dans le cadre des services touristiques de transport de personnes dans l'île de Tahiti, sauf cas spécialement autorisé. En cas d'affectation de ces véhicules aux services touristiques de transport de personnes, les aménagements intérieurs suivants sont à recommander : des bancs ou sièges en mousse protégée, implantés dans le sens de la marche.

Art. 5.— Les véhicules de la catégorie C doivent pour leurs aménagements se conformer aux dispositions spécifiques prévues dans le code de la route de la Polynésie française ainsi qu'aux prescriptions suivantes :

- être équipés de pneus type tous terrains ;
- être équipés d'un système autonome de treuillage apte à soustraire le véhicule de situations périlleuses ;
- dans le cas où le plancher du véhicule à vide est à une hauteur supérieure à 45 centimètres par rapport au sol, des marches doivent être prévues pour permettre l'entrée et la sortie des voyageurs. Les échelles sont interdites ;
- pour les banquettes ou sièges supplémentaires installés par le transporteur : une ceinture de sécurité à deux points d'ancrage pour chaque passager autorisé à être transporté ;
- pour les véhicules transportant des personnes hors habitacle : deux arceaux de sécurité situés l'un, immédiatement à l'arrière de la cabine du conducteur et renforcé par deux jambes de force et l'autre, à l'arrière du véhicule. Des traverses de nature identique aux arceaux devront relier ceux-ci : la première par le sommet et les deux autres à l'arrière des dossiers des banquettes ou sièges installés pour les passagers de chaque côté du véhicule. Cet ensemble doit être solidement assujéti à l'armature du plancher et d'une robustesse garantissant la sécurité des passagers en cas d'accident. Il doit être complété par une bâche de protection en cas d'intempérie ;
- pour les véhicules utilisés dans les îles de Tahiti, Raiatea et Tahaa : un filtre à air à prise d'air extérieure situé à hauteur du toit de la cabine de conduite.

Art. 6.— Les véhicules affectés aux services touristiques de transport de personnes doivent être munis de deux macarons circulaires de 20 centimètres de diamètre, clairement visibles et placés à l'avant et à l'arrière du véhicule consistant en un "T" majuscule d'imprimerie d'une hauteur de 10,8 centimètres sur fond de couleur rouge foncé. Un modèle de ce macaron figure en annexe 1 du présent arrêté.

Pour les véhicules des catégories A, B et D, le "T" est inscrit en blanc.

Pour les véhicules de la catégorie C, le "T" est inscrit en jaune.

Pour les véhicules de la catégorie E, le "T" est inscrit en vert.

Art. 7.— Les véhicules affectés aux services touristiques de transport de personnes sont assujettis à la détention de l'autorisation de mise en circulation, dite carte violette, et sont à jour de la visite technique périodique réglementaire.

A l'occasion de cette visite technique semestrielle, un contrôle de l'état de présentation des véhicules affectés aux services touristiques de transport de personnes est effectué selon les normes et la procédure figurant à l'annexe 2 du présent arrêté.

La carte violette, attachée à un véhicule affecté aux services touristiques de transport de personnes, peut être retirée quand il est constaté que ledit véhicule ne présente plus, de par son état mécanique ou sa présentation, les conditions d'exploitation compatibles avec sa destination.

Art. 8.— Le carnet de transport, composé de bons de transport numérotés, institué par l'article 15 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée susvisée, contient les mentions suivantes :

- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- le nom du chauffeur ;
- la date de la course ;
- l'heure de départ de la course ;
- l'heure prévisible de fin de la course ;
- l'itinéraire prévu ;
- le nombre de personnes transportées ;
- le nom de l'affrèteur.

Ce carnet de transport est attaché au véhicule et doit pouvoir être présenté immédiatement à toute réquisition des agents des forces de l'ordre ou de l'administration de la Polynésie française.

A chaque bon numéroté doit correspondre une course, dont la date, le nom de l'affrèteur, le nombre de personnes transportées, y compris le nombre de passagers qui n'ont pu faire de réservation préalable, et l'itinéraire sont portés sur le bon avant le départ de la course.

Art. 9.— L'arrêté n° 1140 CM du 25 octobre 1990 modifié fixant les conditions d'application de la délibération n° 87-74 AT du 12 juin 1987 en matière de service de transport occasionnel à vocation touristique est abrogé.

Les véhicules affectés aux services touristiques de transport de personnes, jusqu'à l'adoption du présent arrêté, continuent à être exploités avec leur classification issue de l'arrêté n° 1140 CM du 25 octobre 1990 modifié susmentionné.

Art. 10.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

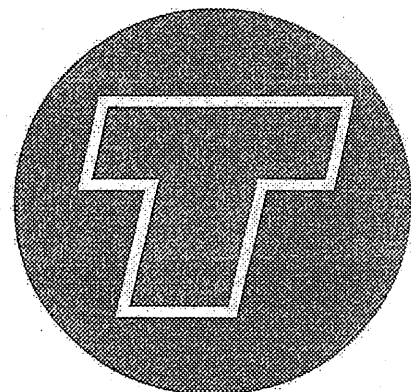
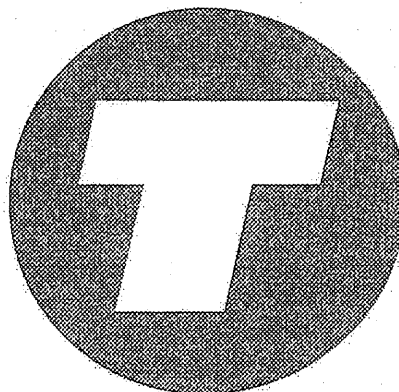
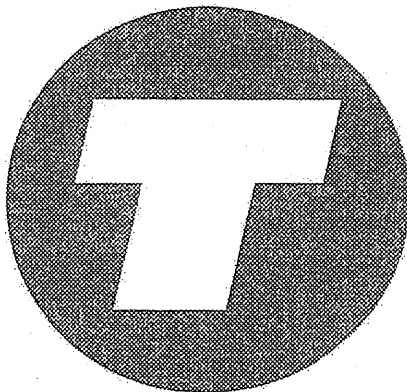
Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ANNEXE I DE L'ARRETE N° 0087 / CM du 22 JAN. 2015

**MACARON D'IDENTIFICATION DES VEHICULES AFFECTES
AUX SERVICES TOURISTIQUES DE TRANSPORT DE PERSONNES**



Macaron : 20 cm de diamètre de couleur rouge (Pan 185C ou C : 0 - M : 100 - J : 100 - N : 0)

« T » : Police « Antique Olive Nord » – Hauteur = 10,8 cm – Largeur = 100 % – Inclinaison = 12°

Centrage dans le macaron : L : informatique / h : - 2,54 mm

- Pour les véhicules des catégories A, B et D, le « T » est de couleur blanche

- Pour les véhicules de la catégorie C, le « T » est de couleur jaune : C : 0 - M : 0 - J : 100 - N : 0

- Pour les véhicules de la catégorie E, le « T » est de couleur verte : C : 100 - M : 0 - J : 100 - N : 0

ANNEXE 2 DE L'ARRETE N° 0087 / CM du

22 JAN. 2015

**PRESENTATION DES VEHICULES AFFECTES
AUX SERVICES TOURISTIQUES DE TRANSPORT DE PERSONNES**

Modalités Critères	Etat insuffisant	Etat Moyen	Bon Etat
1 – Aspect extérieur			
Etat de la carrosserie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Etat de la peinture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2 – Aspect intérieur			
Confort	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Etat des accessoires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Entretien	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Etat des sièges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Climatisation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Sonorisation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Procédure d'application :

Un agent contrôleur habilité par la direction des transports terrestres et un représentant des transporteurs décident de la notation de tous les critères figurant dans le tableau ci-dessus présenté. Cette décision, mentionnée sur une fiche technique de visite établie selon le modèle présenté ci-dessus, peut s'établir selon trois modalités distinctes impliquant les obligations suivantes.

Modalité n° 1 : Etat insuffisant

Une fiche technique comprenant une telle modalité entraîne la consignation des éléments défectueux à l'emplacement réservé aux observations sur la carte violette. La remise en état ou le remplacement de l'équipement défectueux sera constaté à l'occasion de la visite semestrielle suivante. Si aucune amélioration n'est perçue, l'agent procède au retrait de la carte violette jusqu'à la remise en état ou au remplacement des équipements visés.

Modalité n° 2 : Etat moyen

Une telle modalité indique qu'une remise en état ou un remplacement de l'équipement visé est recommandé.

Modalité n° 3 : Bon état

Une telle modalité indique que le matériel visé n'appelle aucune intervention particulière.

ARRETE n° 90 CM du 23 janvier 2015 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Moorea-Maiao pour la rénovation du terrain de tennis de Paopao et l'aménagement d'une partie du plateau en terrain multisports.

NOR : DDC1401925AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée, fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Moorea-Maiao pour l'exercice 2013 en date du 28 août 2013, réceptionné le 30 août 2013 ;

Vu la décision de recevabilité n° 833 PR/DDC en date du 5 septembre 2013 ;

Vu la lettre n° 6590 PR du 12 novembre 2014 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 12 novembre 2014 ;

Vu l'avis n° 162-2014 CCBF/APF en date du 26 novembre 2014 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Moorea-Maiao pour financer la rénovation du terrain de tennis de Paopao et l'aménagement d'une partie du plateau en terrain multisports, dont le coût réel est estimé à *quarante millions de francs CFP* (40 000 000 F CFP).

Art. 2.— Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 40 % (taux modulé) du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *seize millions de francs CFP* (16 000 000 F CFP).

Art. 3.— A compter de la notification de la présente décision, le bénéficiaire du concours financier dispose d'un délai maximal de trois (3) mois pour communiquer à la

délégation pour le développement des communes l'acte de son organe délibérant révisant le plan de financement de l'opération ainsi agréée. Dès réception de celui-ci, la délégation pour le développement des communes en accuse réception.

Si, à l'expiration du délai précité, l'acte n'a pas été transmis, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 4.— L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit *huit millions de francs CFP* (8 000 000 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit *trois millions deux cent mille francs CFP* (3 200 000 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 18 400 000 F CFP et 26 400 000 F CFP (soit 46 % et 66 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Art. 5.— Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- *pour l'avance* : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération.
- *pour les tranches intermédiaires* :
 - un mandat de paiement ou un relevé, visé en original par le trésorier des îles du Vent, des archipels et des Australes, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
 - les copies des factures correspondantes au mandat de paiement ou au relevé.
- *pour le solde* :
 - tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
 - un mandat de paiement ou un relevé, visé en original par le trésorier des îles du Vent, des archipels et des Australes, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
 - les copies des factures correspondantes au mandat de paiement ou au relevé ;
 - les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 7.— Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 8.— Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 9.— Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 10.— Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 11.— La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 33-2013, AE 195-2013, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 12.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Moorea-Maiao et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 91 CM du 23 janvier 2015 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations de l'indemnité due à M. Lucien Poroi, propriétaire de la parcelle de terre Tetaii (lot n° 3) cadastrée LA 56, nécessaire à l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti, accès dans la vallée de Vaihiria.

NOR : DEQ1402600AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'applications des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993, relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1637 CM du 25 octobre 2011 portant déclaration d'utilité publique l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Mataiea à Papenoo ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 2 janvier 2014 déclarant cessibles au profit de la Polynésie française les parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de l'accès dans la vallée de Vaihiria à Mataiea dans la commune de Teva I Uta ;

Vu l'ordonnance d'expropriation n° 22 du 23 avril 2014 par laquelle ont été déclarées expropriées pour cause d'utilité publique au profit de la Polynésie française les parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de l'accès dans la vallée de Vaihiria à Mataiea dans la commune de Teva I Uta ;

Vu le certificat de non-pourvoi en cassation n° 64 contre l'ordonnance d'expropriation n° 22 délivré par le greffier le 25 septembre 2014, secrétaire de la juridiction d'expropriation près le tribunal de première instance de Papeete ;

Vu l'ordonnance n° 90 du 10 octobre 2014 donnant acte de l'accord intervenu entre M. Lucien Poroi et la Polynésie française ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé le versement à la Caisse des dépôts et consignations de l'indemnité due à M. Lucien Poroi, propriétaire de la parcelle Tetaii (lot 3), cadastrée LA 56 nécessaire à l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti, accès dans la vallée de Vaihiria, conformément aux indications énoncées ci-après :

Plan : 12 ;

Référence cadastrale : LA 56 ;

Emprise : 480 mètres carrés ;

Prix du mètre carré : 5 700 F CFP ;

Total : 2 736 000 F CFP.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget de la Polynésie française au sous-chapitre 914-01, AP 194-2011, AE 274-2011, article 211.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 janvier 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,

Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs,
et de l'environnement,
Albert SOLIA.*

ARRETE n° 92 CM du 23 janvier 2015 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations de l'indemnité due à M. Edouard Poroi, propriétaire de la parcelle de terre Tetaii (lot 1) cadastrée LA 62, nécessaire à l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti, accès dans la vallée de Vaihiria.

NOR : DEQ1402601AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions divers relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'applications des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993, relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1637 CM du 25 octobre 2011 portant déclaration d'utilité publique l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Mataiea à Papeete ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 2 janvier 2014 déclarant cessibles au profit de la Polynésie française les parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de l'accès dans la vallée de Vaihiria à Mataiea dans la commune de Teva I Uta ;

Vu l'ordonnance d'expropriation n° 22 du 23 avril 2014 par laquelle ont été déclarées expropriées pour cause d'utilité publique au profit de la Polynésie française les parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de l'accès dans la vallée de Vaihiria à Mataiea dans la commune de Teva I Uta ;

Vu le certificat de non-pourvoi en cassation n° 64 contre l'ordonnance d'expropriation n° 22 délivré par le greffier le 25 septembre 2014, secrétaire de la juridiction d'expropriation près le tribunal de première instance de Papeete ;

Vu l'ordonnance n° 88 du 10 octobre 2014 donnant acte de l'accord intervenu entre M. Edouard Poroi et la Polynésie française ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé le versement à la Caisse des dépôts et consignations de l'indemnité due à M. Edouard Poroi, propriétaire de la parcelle Tetaii (lot 1) cadastrée LA 62 nécessaire à l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti, accès dans la vallée de Vaihiria, conformément aux indications énoncées ci-après :

Plan : 14 ;

Référence cadastrale : LA 62 ;

Emprise : 488 mètres carrés ;

Prix du mètre carré : 5 700 F CFP ;

Total : 2 781 600 F CFP.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget de la Polynésie française au sous-chapitre 914-01, AP 194-2011, AE 274-2011, article 211.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs

et de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs,
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 93 CM du 23 janvier 2015 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations de l'indemnité due à Mme Ela Ateo, propriétaire de la parcelle de terre Tetaii (lot 4) cadastrée LA 53 nécessaire à l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti, accès dans la vallée de Vaihiria.

NOR : DEQ1402599AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions divers relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'applications des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993, relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1637 CM du 25 octobre 2011 portant déclaration d'utilité publique l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Mataiea à Papenoo ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 2 janvier 2014 déclarant cessibles au profit de la Polynésie française les parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de l'accès dans la vallée de Vaihiria à Mataiea dans la commune de Teva I Uta ;

Vu l'ordonnance d'expropriation n° 22 du 23 avril 2014 par laquelle ont été déclarées expropriées pour cause d'utilité publique au profit de la Polynésie française les parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de l'accès dans la vallée de Vaihiria à Mataiea dans la commune de Teva I Uta ;

Vu le certificat de non-pourvoi en cassation n° 64 contre l'ordonnance d'expropriation n° 22 délivré par le greffier le 25 septembre 2014, secrétaire de la juridiction d'expropriation près le tribunal de première instance de Papeete ;

Vu l'ordonnance n° 89 du 10 octobre 2014 donnant acte de l'accord intervenu entre Mme Ela Ateo et la Polynésie française ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé le versement à la Caisse des dépôts et consignations de l'indemnité due à Mme Ela Ateo, propriétaire de la parcelle Tetaii (lot 4), cadastrée LA 53 nécessaire à l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti, accès dans la vallée de Vaihiria, conformément aux indications énoncées ci-après :

Plan : 11 ;
Référence cadastrale : LA 53 ;
Emprise : 484 mètres carrés ;
Prix du mètre carré : 5 700 F CFP ;
Total : 2 758 800 F CFP.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française au sous-chapitre 914-01, AP 194-2011, AE 274-2011, article 211.

Art. 3. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs,
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 94 CM du 23 janvier 2015 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à la réalisation d'un abri paracyclonique à Amanu dans la commune de Hao, archipel des Tuamotu.

NOR : DEQ1402357AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions divers relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'applications des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993, relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 232 CM du 24 février 2011 portant déclaration d'utilité publique la réalisation d'un abri paracyclonique à Amanu dans la commune de Hao, archipel

des Tuamotu et de cessibilité les parcelles de terre nécessaires à cette opération ;

Vu l'ordonnance d'expropriation n° 90 du 11 avril 2011 par laquelle ont été déclarées expropriées pour cause d'utilité publique au profit de la Polynésie française les parcelles de terre nécessaires à la réalisation d'un abri paracyclonique à Amanu dans la commune de Hao, archipel des Tuamotu ;

Vu le certificat de non-pourvoi en cassation n° 49 contre l'ordonnance d'expropriation n° 90 délivré par le greffier le 5 août 2012, secrétaire de la juridiction d'expropriation près le tribunal de première instance de Papeete ;

Vu les jugements n° 203-81 et n° 204-82 du 8 novembre 2011 ;

Vu le certificat de non-appel contre les jugements n° 203-81 et n° 204-82 du 8 novembre 2012, délivré par le greffier le 3 novembre 2014, secrétaire de la juridiction de l'expropriation près le tribunal de première instance de Papeete ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé le versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à la réalisation d'un abri paracyclonique à Amanu dans la commune de Hao, conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

N° de plan Cadaastre Nom de la terre Superficie expropriée	Propriétaires	Indemnités fixées par le juge de l'expropriation			Indemnités à consigner en FCFP
		Jugements du 08/11/2011	Nature de l'indemnité	Montants en FCFP	
Plan n° 1 EA 39 a TEMERI 650 m ²	<u>Ayant droit de :</u> -M. Faulkura MAHAGAFANAU -M. Teuruhua MAHAGAFANAU	203-81	Principale : Remploi :	650 000 97 500	747 500
Plan n° 2 EA 40 TEMERI 756 m ²	<u>Ayant droit de :</u> -M. Mahinui MAHINUI	204-82	Principale : Remploi :	756 000 113 400	869 400
Emprise totale : 1 406 m ²				Total :	1 616 900

Art. 2. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française au sous-chapitre 903-05, AP 317-2011, AE 32-2012, article 203-1.

Art. 3. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs,
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 95 CM du 23 janvier 2015 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires de la parcelle de terre nécessaire à la réhabilitation de l'abri paracyclonique de Tureia dans l'archipel des Tuamotu.

NOR : DEQ1402361AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'applications des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993, relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1482 CM du 25 août 2010 portant déclaration d'utilité publique la réhabilitation de l'abri

paracyclonique de Tureia dans l'archipel des Tuamotu et de cessibilité la parcelle de terre nécessaire à cette opération ;

Vu l'arrêté n° 263 CM du 3 mars 2011 portant déclaration de cessibilité l'acquisition de la parcelle de terre nécessaire à la réhabilitation de l'abri paracyclonique de Tureia dans l'archipel des Tuamotu ;

Vu l'ordonnance d'expropriation n° 91 du 11 avril 2011 par laquelle a été déclarée expropriée pour cause d'utilité publique au profit de la Polynésie française la parcelle de terre nécessaire à la réhabilitation de l'abri paracyclonique de Tureia dans l'archipel des Tuamotu ;

Vu le certificat de non-pourvoi en cassation n° 50 contre l'ordonnance d'expropriation n° 91 délivré par le greffier le 5 août 2012, secrétaire de la juridiction de l'expropriation près le tribunal de première instance de Papeete ;

Vu le jugement n° 202-80 du 8 novembre 2011 ;

Vu le certificat de non-appel contre le jugement n° 202-80 du 8 novembre 2011, délivré par le greffier le 16 septembre 2013, secrétaire de la juridiction de l'expropriation près le tribunal de première instance de Papeete ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé le versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires de la parcelle de terre nécessaire à la réhabilitation de l'abri paracyclonique de Tureia, conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Cadastre Nom de la terre Superficie expropriée	Propriétaires	Indemnités fixées par le juge de l'expropriation			Indemnités à consigner en FCFP
		Jugements du 08/11/2011	Nature de l'indemnité	Montants en FCFP	
A 452 MARAMOTU- TITAUITE 1325 m ²	Ayant droit de :	202-80	Principale :	1 325 000	1 523 750
	-Purua TANEFKANOHO -Teigo PURUA -Tamaku PURUA		Remploi :	198 750	

Art. 2.— La dépense est imputable au budget de la Polynésie française au sous-chapitre 903-05, AP 315-2011, AE 30-2012, article 211-1.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs,
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 96 CM du 23 janvier 2015 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires de la parcelle de terre nécessaire à la réhabilitation de l'abri paracyclonique de Apataki dans la commune de Arutua, archipel des Tuamotu.

NOR : DEQ1402362AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions divers relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'applications des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993, relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1481 CM du 25 août 2010 portant déclaration d'utilité publique la réhabilitation de l'abri paracyclonique à Apataki dans la commune de Arutua, archipel des Tuamotu et de cessibilité la parcelle de terre nécessaire à cette opération ;

Vu l'ordonnance d'expropriation n° 143 du 30 septembre 2010 par laquelle a été déclarée expropriée pour cause d'utilité publique au profit de la Polynésie française la parcelle de terre nécessaire à la réhabilitation de l'abri paracyclonique à Apataki dans la commune de Arutua, archipel des Tuamotu ;

Vu le certificat de non-pourvoi en cassation n° 179 contre l'ordonnance d'expropriation n° 143 délivré par le greffier le 23 novembre 2010, secrétaire de la juridiction de l'expropriation près le tribunal de première instance de Papeete ;

Vu les jugements n° 197-75 du 20 septembre 2011 ;

Vu le certificat de non-appel contre les jugements n° 197-75 du 20 septembre 2011, délivré par le greffier le 10 janvier 2013, secrétaire de la juridiction de l'expropriation près le tribunal de première instance de Papeete ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé le versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à la réhabilitation de l'abri paracyclonique à Apataki dans la commune de Arutua, conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Cadastre Nom de la terre Superficie expropriée	Propriétaires	Indemnités fixées par le juge de l'expropriation			Indemnités à consigner en FCFP
		Jugement	Nature de l'indemnité	Montants en FCFP	
E 47 ATURI 2416 m ²	Ayant droit de Lino Teuira Bory Joseph ORBECK	n° 197-75 du 20/09/2011	Principale : Remploi : Accessoire :	2 416 000 362 400 6 200 000	8 978 400

Art. 2. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française au sous-chapitre 903-05, AP 319-2011, AE 203-2012, article 211-1.

Art. 3. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs,
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

NOR : TNA1402767AC

Par arrêté n° 97 CM du 23 janvier 2015.— Est rendue exécutoire la délibération n° 79-14 CA/TNAD du 11 décembre 2014 portant transfert à titre gratuit au profit de la Polynésie française du bâtiment dénommé "Centre 15", sis commune de Pirae.

DELIBERATION n° 79/14/CA/TNAD du 11 décembre 2014
Portant transfert à titre gratuit au profit de la Polynésie française
du bâtiment dénommé « Centre 15 », sis commune de Pirae

Le Conseil d'Administration de l'Etablissement public Tahiti Nui
Aménagement et Développement,

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 2002-137 APF du 24 octobre 2002 modifiée relative à l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et Développement ;
- Vu l'arrêté n° 1913/CM du 23 décembre 2013 modifié portant modification des statuts de l'établissement public à caractère industriel et commercial « Tahiti Nui Aménagement et Développement » ;
- Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire comptable et financière du Territoire et de ses établissements publics ;
- Vu l'arrêté n° 580/CM du 5 juillet 1993 modifié, relatif aux commissaires du gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;
- Vu l'arrêté n° 11-2014 APF/SG du 10 avril 2014 modifié prenant acte de l'élection des représentants au sein des commissions et organismes extérieurs à l'assemblée de la Polynésie Française ;
- Vu la délibération n° 01/13/CA/EAC du 4 avril 2013 portant transfert à titre gratuit au profit de la Polynésie française d'un bâtiment dénommé « centre 15 », sis commune de Pirae ;
- Vu l'arrêté n° 506/CM du 24 mars 2014 portant nomination de M. Philippe Jean-Claude PRESTI en qualité de directeur de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et Développement (TNAD) ;

Après en avoir délibéré dans sa séance du 11 décembre 2014 :

ADOpte

Article 1 Est approuvé le transfert à titre gratuit et en toute propriété au profit de la Polynésie française d'un bâtiment dénommé « Centre 15 », sis commune de Pirae.

Article 2 Le coût de construction du bâtiment dénommé « Centre 15 » est arrêté à un milliard sept cent vingt-sept millions deux cent trente-huit mille neuf cent soixante et onze francs (1 727 238 971 XPF).

A compter du transfert de propriété de ce bâtiment, tous les droits et obligations administratives et contractuelles de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et Développement sont dévolus à la Polynésie Française dont notamment l'obtention du certificat de conformité.

Article 3 La délibération n° 01/13/CA/EAC du 4 avril 2013 portant transfert à titre gratuit au profit de la Polynésie Française d'un bâtiment dénommé « Centre 15 » est abrogée.

Article 4 Le Directeur Général et l'agent comptable de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et Développement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,

Le président du Conseil d'administration,
 Albert SOLIA.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 29 PR du 19 janvier 2015 portant autorisation de conventionnement d'un médecin spécialiste en pédiatrie en zone 1.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 modifiée relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu la délibération n° 98-164 APF du 15 octobre 1999 relative à la maîtrise du conventionnement des médecins libéraux ;

Vu l'arrêté n° 1804 CM du 27 décembre 2000 fixant les modalités d'examen des conventionnements pouvant être conclus, par zone géographique, entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 1667 CM du 21 novembre 2014 relatif au quota de conventionnements complémentaires par zone pour les médecins libéraux ;

Vu la demande de conventionnement en zone 1 du requérant ;

Vu l'avis de la commission de régulation des conventionnements des médecins libéraux en date du 16 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er. — Le docteur Bernard Granger est autorisé à bénéficier d'une convention avec l'organisme de gestion des régimes de protection sociale telle que définie par la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 modifiée, relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale.

Cette convention concerne l'exercice en tant que médecin spécialiste en pédiatrie en zone 1.

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et

des solidarités est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 33 PR du 22 janvier 2015 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la promotion des langues, de la culture et de la communication.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la promotion des langues, de la culture et de la communication ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — Mme Priscille Tea Frogier, ministre du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la recherche et de la condition féminine, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la promotion des langues, de la culture et de la communication, pendant l'absence de Mme Nicole Sanquer-Fareata, du 19 au 25 janvier 2015 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 34 PR du 22 janvier 2015 modifiant l'arrêté n° 15 PR du 17 janvier 2014 complété constatant les désignations des représentants des groupements professionnels, des syndicats, des organismes et des associations au sein du Conseil économique, social et culturel de Polynésie française.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 19-2013 APF/SG du 17 mai 2013 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2005-64 APF du 13 juin 2005 modifiée portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 15 PR du 17 janvier 2014 complété constatant les désignations des représentants des groupements professionnels, des syndicats, des organismes et des associations au sein du Conseil économique, social et culturel de Polynésie française ;

Vu la lettre n° 7341 PR du 9 décembre 2014 ;

Vu la lettre de réponse de la Confédération des syndicats indépendants de Polynésie en date du 5 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Le 3e tiret de l'article 2 de l'arrêté n° 15 PR du 17 janvier 2014 complété, susvisé, est modifié comme suit :

- "3 représentants désignés par la Confédération des syndicats indépendants de Polynésie (CSIP) : Mmes Vaitea Isabelle Le Gayic, Gisèle Teheiuira et M. Eugène Sommers".

Art. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 9 de la délibération n° 2005-64 APF du 13 juin 2005 modifiée, susvisée, le mandat du membre désigné par le présent arrêté prendra effet à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française et s'achèvera à l'expiration de la mandature en cours.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 36 PR du 22 janvier 2015 portant octroi d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 677 PR du 16 septembre 2014 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 2013-121 APF du 4 décembre 2013 modifiée, approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2014 ;

Vu la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 1275 CM du 28 août 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 1276 CM du 28 août 2014 approuvant les conventions n° 5294, n° 5295 et n° 5296 du 22 septembre 2014 relatives à la mise en place d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque Socrédo n° DEO/2014/3228 en date du 28 octobre 2014,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre du dispositif de l'aide à l'investissement des ménages, le bénéficiaire désigné ci-après est attributaire de l'aide financière suivante :

Identité du bénéficiaire : Landa Hauata et Tiareporea Walker.

Montant de l'aide accordée : 1 540 000 F CFP.

Total de l'aide financière : 1 540 000 F CFP.

Art. 2. — Conformément à l'article LP. 4-II de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 916-04, AP 355-2014, AE 394-2014, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — En cas d'inexécution des obligations du bénéficiaire prévus aux articles LP. 5 et LP. 6 de la loi du pays, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5. — Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités et le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Le ministre de la relance économique,
du tourisme et des transports
aériens internationaux,
de l'industrie, du commerce
et des entreprises,
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 38 PR du 26 janvier 2015 portant nomination des auditeurs au haut conseil de la Polynésie française.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2014-27 APF du 14 mars 2014 sur le haut conseil de la Polynésie française, notamment son article 3-V ;

Vu l'arrêté n° 1398 CM du 17 octobre 2013 relatif au haut conseil de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 561 CM du 3 avril 2014 portant nomination de M. Stéphane Diémert en qualité de président du haut conseil de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 33 PR du 27 janvier 2014 portant nomination des auditeurs au haut conseil de la Polynésie française ;

Sur proposition du bureau du président du haut conseil de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Sont renouvelés dans leurs fonctions en qualité d'auditeurs à compter du 3 février 2015 et pour une durée d'un an :

- 1° Heia Vaitoare ;
- 2° Thierry Burns ;
- 3° Roihau Karl Cojan.

Art. 2.— Sont nommés à compter de cette même date au haut conseil de la Polynésie française en qualité d'auditeurs et pour une durée d'un an :

- 1° Rachelle Teuruarii ;
- 2° Tiare Teriierooiterai.

Art. 3.— La rémunération des auditeurs est fixée, pour chacun d'entre eux, par les dispositions prévues à l'article 31-IV de l'arrêté du 17 octobre 2013 susvisé.

Art. 4.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 39 PR du 26 janvier 2015 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Nuihau Laurey, vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement, pendant l'absence de M. Albert Solia, du 24 janvier au 4 février 2015 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

**MINISTRE DE LA RELANCE ECONOMIQUE,
DU TOURISME ET DES TRANSPORTS
AERIENS INTERNATIONAUX,
DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE
ET DES ENTREPRISES**

DECISION n° 580 MRE/DAE du 22 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3315336.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3315336 publiée au 2014-49 du 5 décembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3315336 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 581 MRE/DAE du 22 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94535794.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 94535794 publiée au 2014-49 du 5 décembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 94535794 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 582 MRE/DAE du 22 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94534580.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 94534580 publiée au 2014-49 du 5 décembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 94534580 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 583 MRE/DAE du 22 janvier 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 94536655, n° 94536656, n° 94536657 et n° 94536658.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 94536655, n° 94536656, n° 94536657 et n° 94536658 publiées au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-49 du 5 décembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 94536655, n° 94536656, n° 94536657 et n° 94536658 sont rejetées.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

ARRETE n° 607 MRE du 23 janvier 2015 portant renouvellement de la licence de navigation charter grande plaisance attribuée à la société Askari LLC pour le navire à moteur Askari.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu le code des douanes ;

Vu l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 fixant les modalités du contrôle douanier de la navigation maritime de plaisance et les conditions d'application du régime douanier de l'admission temporaire aux navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé et aux navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1432 MRE du 1er avril 2011 portant attribution d'une licence de navigation charter grande plaisance à la société Askari LLC pour le navire à moteur Askari ;

Vu les arrêtés n° 2706 PR du 30 septembre 2011, n° 331 PR du 13 avril 2012, n° 1083 PR du 28 septembre 2012, n° 139 PR du 12 mars 2013, n° 6178 MTE du 21 août 2013, n° 1707 MTE du 20 février 2014 et n° 7629 MTE du 12 août 2014 portant renouvellement de la licence de navigation charter grande plaisance octroyée à la société Askari LLC pour le navire à moteur Askari ;

Vu la demande de renouvellement de la licence formulée le 18 décembre 2014 par l'entreprise individuelle Pacific Avenues, enseigne Tahiti Océan, représentant la société Askari LLC ;

Vu l'avis non défavorable n° 305 SAM PF/2014 du 30 décembre 2014 du service des affaires maritimes,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé, au profit de la société Askari LLC, le renouvellement de la licence de navigation charter grande plaisance du navire à moteur Askari.

Art. 2.— La présente autorisation est consentie pour une période de six (6) mois et est renouvelable sur demande du bénéficiaire dans les conditions définies à l'article 5.8 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée.

Art. 3.— Préalablement à l'exploitation du navire sous licence charter, le bénéficiaire doit placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale conformément à l'article 10 de la délibération précitée.

Art. 4.— Par dérogation à l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 susvisé, préalablement au premier contrat de navigation charter ou entre deux contrats effectués dans le cadre de sa licence de navigation charter grande plaisance, la société exploitante du navire à moteur Askari est autorisée à placer ce navire sous le régime douanier de l'admission temporaire normale sous réserve du respect de la réglementation douanière en vigueur. Le bénéficiaire a l'obligation de déclarer ses contrats de navigation charter auprès du service des douanes et de placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale avant le jour de commencement de chaque contrat et pendant la durée de celui-ci.

Art. 5.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 janvier 2015.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 634 MRE/DAE du 26 janvier 2015 portant reconnaissance de 142 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de la propriété intellectuelle tel qu'applicable en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2ème partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative) intitulée "propriété industrielle",

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au sens de LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée susvisée, et listés en annexe au présent arrêté sont reconnus par la Polynésie française, où ils produisent strictement les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 janvier 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT RECONNAISSANCE DE 142 TITRES DE PROPRIETE INDUSTRIELLE DELIVRES PAR L'INPI					
Nom du titulaire/déposant du titre	Nature du titre de propriété industrielle	Numéro d'enregistrement INPI	Date de dépôt de la demande d'enregistrement auprès INPI	Date du BOPI ayant publié l'acte objet de la reconnaissance	Numéro du BOPI ayant publié l'acte objet de la reconnaissance
AJINOMOTO CO., INC	MARQUE	1286774	16/10/1984	31/12/2004	2004-53
ATARI EUROPE SAS	MARQUE	3305689	28/07/2004	31/12/2004	2004-53
BORA BORA NUI	MARQUE	3887309	06/01/2012	18/05/2012	2012-20
CITIZEN HOLDINGS KABUSHIKI KAISHA	MARQUE	94538627	11/10/1994	12/11/2004	2004-48
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3327158	01/12/2004	06/05/2005	2005-18
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3327158	01/12/2004	06/05/2005	2005-18
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3327157	01/12/2004	06/05/2005	2005-18
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	85563283	17/03/1995	09/09/2005	2005-36
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3381224	21/09/2005	24/02/2006	2006-08
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3438221	30/06/2006	23/02/2007	2007-08
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3443708	31/07/2006	26/06/2007	2007-28
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3530771	12/10/2007	21/03/2008	2008-12
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3577035	22/05/2008	24/10/2008	2008-43
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	1523823	12/04/1988	08/01/2009	2009-02
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3667987	30/07/2008	02/07/2010	2010-26
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3036042	21/06/2000	07/05/2010	2010-18
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3055977	05/10/2000	30/07/2010	2010-30
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3777453	26/10/2010	04/03/2011	2011-08
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3777450	28/10/2010	04/03/2011	2011-08
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3777452	26/10/2010	04/03/2011	2011-08
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3778430	29/10/2010	08/04/2011	2011-14
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3068112	22/11/2000	23/07/2010	2010-28
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3778648	04/11/2010	15/04/2011	2011-15
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3785458	30/11/2010	01/04/2011	2011-13
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3822930	12/04/2011	05/08/2011	2011-31
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3822931	12/04/2011	05/08/2011	2011-31
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3822932	12/04/2011	05/08/2011	2011-31
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3822933	12/04/2011	05/08/2011	2011-31
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3870485	28/10/2011	17/02/2012	2012-07
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	3884194	23/12/2011	13/04/2012	2012-16
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	93465478	23/04/1893	15/03/2013	2013-11
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	4002457	02/05/2013	27/09/2013	2013-39
COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN	MARQUE	4048771	13/11/2013	07/03/2014	2014-10
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	96835268	17/07/1998	09/11/2007	2007-45
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	3468831	12/12/2008	13/07/2007	2007-28
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	3468834	12/12/2008	13/07/2007	2007-28
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	3468833	12/12/2008	08/06/2007	2007-23
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	3529108	05/10/2007	14/03/2008	2008-11
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	3560556	05/03/2008	08/08/2008	2008-32
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	3725328	29/03/2010	15/10/2010	2010-41
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	3727099	02/04/2010	19/11/2010	2010-48
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	3745534	11/08/2010	28/01/2011	2011-04
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	3772116	06/10/2010	18/02/2011	2011-07
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	3853525	19/08/2011	09/12/2011	2011-48
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	3853528	19/08/2011	09/12/2011	2011-48
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	3853527	19/08/2011	09/12/2011	2011-48
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	1695740	27/09/1991	24/06/2011	2011-25
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	1695741	27/09/1991	24/06/2011	2011-25
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	3861898	27/09/2011	06/04/2012	2012-14
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	3861911	27/09/2011	20/01/2012	2012-03
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	3181109	29/08/2002	13/07/2012	2012-28
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	3181117	29/08/2002	13/07/2012	2012-28
CONFEDERATION NATIONALE DES BURALISTES DE FRANCE	MARQUE	3181111	29/08/2002	13/07/2012	2012-28
FLETCHER BUILDING HOLDINGS LIMITED	MARQUE	94543962	08/11/1994	17/12/2004	2004-51
FUJI ELECTRIC CO LTD	MARQUE	94540380	14/10/1994	12/11/2004	2004-46
LES RESTAURANTS DU CŒUR - LES RELAIS DU CŒUR	MARQUE	3375247	11/08/2005	13/01/2006	2006-02
LES RESTAURANTS DU CŒUR - LES RELAIS DU CŒUR	MARQUE	3375248	11/08/2005	13/01/2006	2006-02
LES RESTAURANTS DU CŒUR - LES RELAIS DU CŒUR	MARQUE	3375251	11/08/2005	13/01/2006	2006-02
LES RESTAURANTS DU CŒUR - LES RELAIS DU CŒUR	MARQUE	3375253	11/08/2005	13/01/2006	2006-02
LES RESTAURANTS DU CŒUR - LES RELAIS DU CŒUR	MARQUE	3335524	18/01/2005	24/06/2005	2005-25
LES RESTAURANTS DU CŒUR - LES RELAIS DU CŒUR	MARQUE	3375249	11/08/2005	13/01/2006	2006-02
LES RESTAURANTS DU CŒUR - LES RELAIS DU CŒUR	MARQUE	3375248	11/08/2005	13/01/2006	2006-02
LES RESTAURANTS DU CŒUR - LES RELAIS DU CŒUR	MARQUE	3375250	11/08/2005	13/01/2006	2006-02
LES RESTAURANTS DU CŒUR - LES RELAIS DU CŒUR	MARQUE	3375255	11/08/2005	13/01/2006	2006-02
LES RESTAURANTS DU CŒUR - LES RELAIS DU CŒUR	MARQUE	3375245	11/08/2005	13/01/2006	2006-02
LES RESTAURANTS DU CŒUR - LES RELAIS DU CŒUR	MARQUE	3375252	11/08/2005	13/01/2006	2006-02
LES RESTAURANTS DU CŒUR - LES RELAIS DU CŒUR	MARQUE	3387193	20/10/2005	05/05/2006	2006-18
METRO-GOLDWYN-MAYER STUDIOS INC.	MARQUE	94538503	19/09/1994	18/11/2004	2004-47
NISSAN JIDOSHA KABUSHIKI KAISHA (NISSAN MOTOR CO., LTD.)	MARQUE	94541424	21/10/1994	24/12/2004	2004-52
ORIENT TOKEI KABUSHIKI KAISHA	MARQUE	97879848	28/05/1997	28/03/2008	2008-13
ORIENT TOKEI KABUSHIKI KAISHA	MARQUE	97895975	22/09/1997	20/08/2008	2008-25
ORIENT TOKEI KABUSHIKI KAISHA	MARQUE	1548072	25/08/1888	03/07/2008	2008-27
ORIENT TOKEI KABUSHIKI KAISHA	MARQUE	1212456	07/09/1982	28/09/2012	2012-39
PAMATAI HILLS	MARQUE	3571757	23/04/2008	03/10/2008	2008-40
PAMATAI HILLS	MARQUE	3571758	23/04/2008	03/10/2008	2008-40
PANTONE LLC	MARQUE	94533783	24/08/1994	18/11/2004	2004-47
PHILIP MORRIS BRANDS SARL	MARQUE	1274448	01/08/1984	07/05/2004	2004-18
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3361417	28/05/2005	28/10/2005	2005-43
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3488414	03/05/2007	05/10/2007	2007-40
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3258948	25/11/2003	18/10/2013	2013-42
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3488417	03/05/2007	05/10/2007	2007-40
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3561494	10/03/2008	14/08/2008	2008-33
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3561493	10/03/2008	14/08/2008	2008-33
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3987102	01/03/2013	21/06/2013	2013-25
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3339101	04/02/2005	08/07/2005	2005-27
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	87879214	23/05/1997	30/05/2008	2008-22
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3332075	21/12/2004	03/06/2005	2005-22
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3385224	16/06/2005	18/11/2005	2005-46
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3258950	25/11/2003	18/10/2013	2013-42
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3366522	22/06/2005	25/11/2005	2005-47

ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3498413	03/05/2007	05/10/2007	2007-40
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3385863	13/10/2005	17/03/2006	2006-11
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3588759	07/07/2008	12/12/2008	2008-50
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3561495	10/03/2008	14/08/2008	2008-33
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3419023	27/03/2006	01/09/2006	2006-35
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3586758	07/07/2008	12/12/2008	2008-50
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3325141	22/11/2004	29/04/2005	2005-17
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3378974	08/09/2005	10/02/2006	2006-08
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	97709836	18/12/1997	18/07/2008	2008-28
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3386525	22/08/2005	26/11/2005	2005-47
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3001940	18/01/2000	18/12/2008	2009-51
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	97709837	18/12/1997	21/03/2008	2008-12
ROBERT WAN HOLDING	MARQUE	3992025	21/03/2013	12/07/2013	2013-28
ROBERT WAN LUXURY LIMITED	BREVET	06 02558	24/03/2006	20/06/2008	2008-25
ROBERT WAN LUXURY LIMITED	BREVET	06 03712	26/04/2006	04/07/2008	2008-27
SENEQUIER SAINT-TROPEZ	MARQUE	1282853	29/08/1984	24/12/2004	2004-52
SENEQUIER SAINT-TROPEZ	MARQUE	3800978	28/09/2008	27/02/2009	2009-08
SENEQUIER SAINT-TROPEZ	MARQUE	3818887	18/12/2008	22/05/2008	2009-21
SIGNAUX GIROD	DESSIN & MODELE	050886	17/02/2005	29/07/2005	2005-15
SIGNAUX GIROD	DESSIN & MODELE	050887	17/02/2005	08/09/2005	2005-18
SIGNAUX GIROD	DESSIN & MODELE	050888	17/02/2005	08/09/2005	2005-18
SIGNAUX GIROD	DESSIN & MODELE	050888	17/02/2005	18/03/2010	2010-06
SIGNAUX GIROD	DESSIN & MODELE	050887	17/02/2005	18/03/2010	2010-06
SIGNAUX GIROD	DESSIN & MODELE	050888	17/02/2005	19/03/2010	2010-08
SOCIETE AIR France	MARQUE	3670851	13/08/2009	15/01/2010	2010-02
SOCIETE AIR France	MARQUE	82407828	28/02/1992	23/03/2012	2012-12
SOCIETE AIR France	MARQUE	3575443	15/05/2008	24/10/2008	2008-43
SOCIETE AIR France	MARQUE	1703113	31/10/1991	30/12/2011	2011-52
SOCIETE AIR France	MARQUE	3575442	15/05/2008	24/10/2008	2008-43
SOCIETE AIR France	MARQUE	1383074	08/02/1987	15/02/2008	2008-07
SOCIETE AIR France	MARQUE	3403041	12/01/2006	23/06/2006	2006-25
SOCIETE AIR France	MARQUE	99799192	22/08/1999	14/08/2009	2009-33
SOCIETE AIR France	MARQUE	89806848	04/08/1999	04/09/2009	2009-36
SOCIETE AIR France	MARQUE	3781598	12/11/2010	08/05/2011	2011-18
SOCIETE AIR France	MARQUE	99798865	18/08/1999	14/08/2009	2009-33
SOCIETE AIR France	MARQUE	99806851	04/08/1999	04/09/2009	2009-36
SOCIETE AIR France	MARQUE	99786472	12/04/1999	03/07/2009	2009-27
SOCIETE AIR France	MARQUE	99806852	04/08/1999	04/09/2009	2009-36
SOCIETE AIR France	MARQUE	4061898	17/01/2014	01/08/2014	2014-31
SOCIETE AIR France	MARQUE	3575441	15/05/2008	24/10/2008	2008-43
SOCIETE AIR France	MARQUE	3357544	04/05/2005	07/10/2005	2005-40
SOCIETE AIR France	MARQUE	99788866	18/08/1999	14/08/2009	2009-33
SOCIETE AIR France	MARQUE	99806850	04/08/1999	04/09/2009	2009-36
SOCIETE POUR L'EDITION RADIOPHONIQUE EDIRADIO	MARQUE	3376927	25/08/2005	27/01/2006	2006-04
SOCIETE POUR L'EDITION RADIOPHONIQUE EDIRADIO	MARQUE	3377554	30/08/2005	03/02/2006	2006-05
SOCIETE POUR L'EDITION RADIOPHONIQUE EDIRADIO	MARQUE	3379470	12/08/2005	17/02/2006	2006-07
TAHITI PERLES	MARQUE	94527063	30/08/1994	07/05/2004	2004-18
TAHITI PERLES	MARQUE	88713301	16/01/1998	01/08/2008	2008-31
TEVA SANTE	MARQUE	1318355	29/11/1984	17/12/2004	2004-51
WANE Louis	MARQUE	3882442	18/12/2011	06/04/2012	2012-14
WANE Louis	MARQUE	3882440	16/12/2011	06/04/2012	2012-14
WANE Louis	MARQUE	3508244	20/08/2007	22/02/2008	2008-08

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT
DES ACTIVITÉS DU SECTEUR PRIMAIRE**

ARRETE n° 611 MDA/DRMM du 21 janvier 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Tehina Heiau Rehua, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 49).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 1381 CM du 9 octobre 2014, portant nomination de M. Arsène Stein, en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 9301 MDA du 24 octobre 2014 modifié portant délégation de signature du ministre du développement des activités du secteur primaire à M. Arsène Stein, directeur des ressources marines et minières ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002, réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1972 CM du 23 décembre 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 10304 MDA du 24 novembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Tehina Heiau Rehua sis à Arutua ;

Vu les factures justificatives de M. Tehina Heiau Rehua, pour la période du 22 novembre 2013 au 22 novembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé, à échéance du 22 novembre 2019, à M. Tehina Heiau Rehua, titulaire des cartes de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb, utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles à Arutua.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 5 000 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 janvier 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des ressources
marines et minières,*
Arsène STEIN.

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'URBANISME,
DES TRANSPORTS INTÉRIEURS
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

ARRETE n° 571 MET du 22 janvier 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'Entreprise Irvin Transports.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifiée portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Taiarapu-Est, de la commune associée de Faaone et de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 9 octobre 2014, reçue au GEGDP le 14 octobre 2014, présentée par M. Irvin Amaru, gérant de l'Entreprise Irvin Transports,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° L'Entreprise Irvin Transports, BP 330061, 98711 Paea, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire mille mètres cubes (1 000 mètres cubes) de tout-venant, à l'exclusion des gros éléments de $\varnothing > 150$ mm, dans le cadre du curage de la rivière Vaiiha, à 950 mètres en amont du pont de la RC et s'étendant sur 2 kilomètres vers l'amont, sise à Faaone, PK 44, commune de Taiarapu-Est, île de Tahiti ;
- 2° Les matériaux sont destinés à la vente aux particuliers et aux entreprises ;
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide de pelles mécaniques et transportés par les camions de l'entreprise et de location ;
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi à jeudi, de 7 heures à 15 heures, et le vendredi, de 7 heures à 14 heures ;
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2015-472-103 DEQ/GEGDP ci-annexé. Les travaux d'extraction se feront sur une profondeur variant de 0,50 mètre à 1 mètre, selon les prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement ;
- 6° Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir :
 - manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines ;
 - mise en place d'un cribleur sur le site d'extraction ou aux abords immédiats ;
 - montage d'un cordon de protection à l'avancement des travaux de curage réalisé en moellons $\varnothing > 150$ mm et gros blocs trouvés sur place, destiné à renforcer les berges de la rivière et protéger les propriétés riveraines ;
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction ;
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité, de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies ;

- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa ;
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux extraits réellement, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques ;
- 11° Le bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques, la première fraction de la redevance correspondant à la moitié du cubage autorisé, soit la somme de *deux cent mille francs CFP* (soit 1 000 mètres cubes : 2 = 500 mètres cubes à 400 F/mètre cube = 200 000 F CFP).
Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.
La seconde fraction de la redevance sera acquittée en fonction de la quantité réellement retirée, déduction faite de la première fraction, après achèvement des travaux avec présentation du récépissé de paiement à la direction de l'équipement.
- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

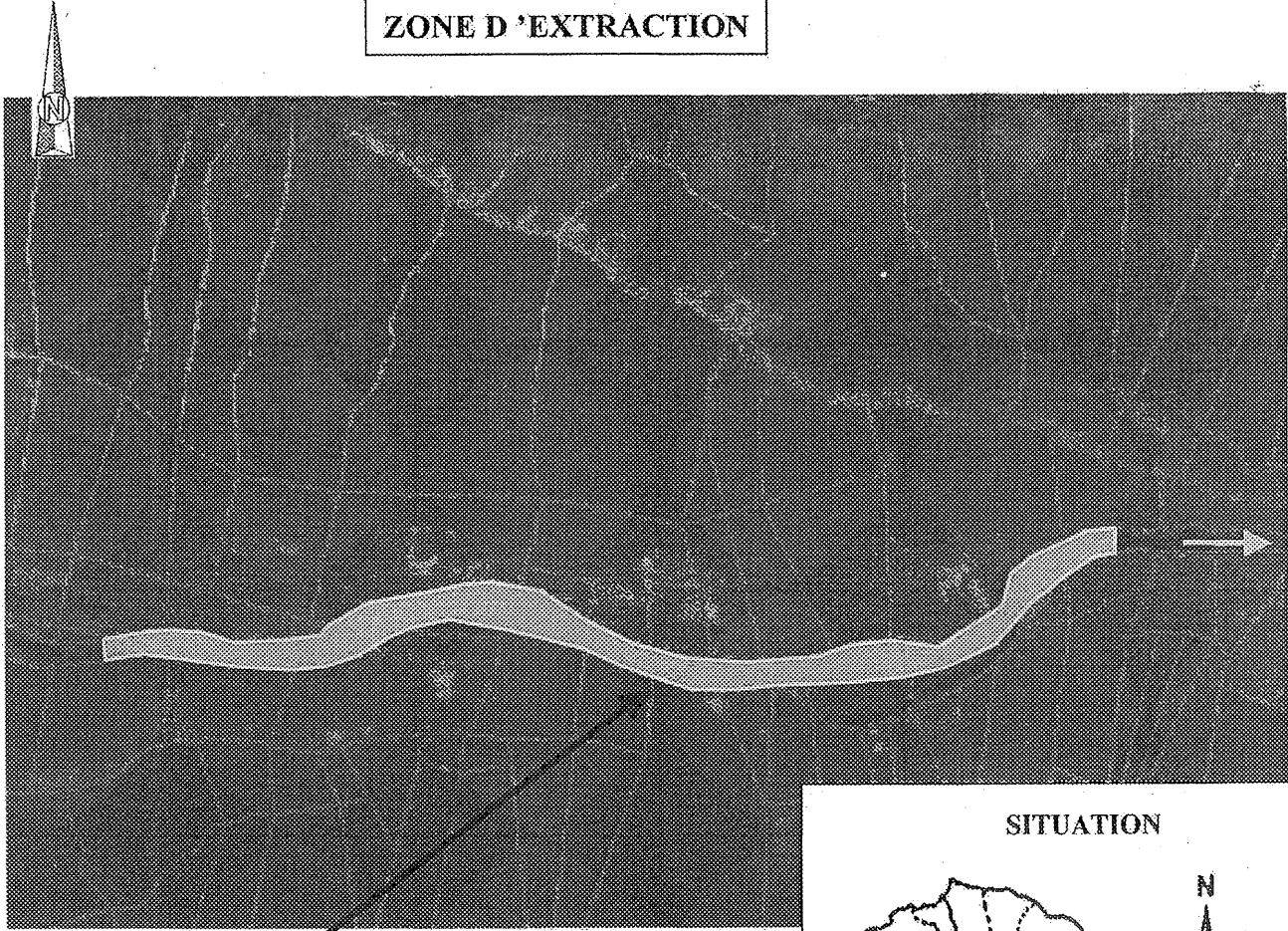
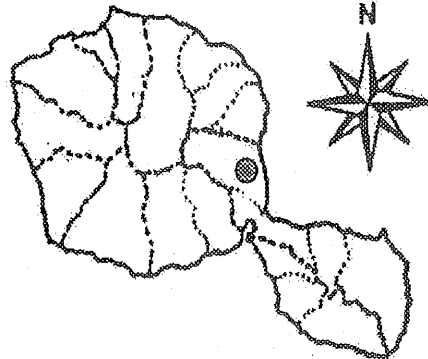
Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent document pour une durée de deux (2) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.

Albert SOLIA.

<p>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public Tel. 48 54 75 - Fax 48 54 69 http://www.equipement.gov.pf</p>	<p style="text-align: center;">ZONE D'EXTRACTION</p>  <div data-bbox="1512 1033 2004 1495"> <p style="text-align: center;">SITUATION</p>  </div> <div data-bbox="851 1234 1086 1503"> <p>Zone d'extraction autorisée L'attribution et l'implantation des zones se feront en fonction du gisement présent sur site, après notification de l'arrêté</p> </div>
<p>ILE DE TAHITI</p>	
<p>COMMUNE DE TAIARAPU EST (Section FAAONE)</p>	
<p>LIEU : <i>RIVIERE VAIUHA PK 44 A 950 M EN AMONT DU PONT DE LA RC ET S'ÉTENDANT SUR 2 KM EN AMONT</i></p>	
<p>QUANTITÉ : <i>1.000 m³ DE TOUT-VENANT</i></p>	
<p>DEMANDE DE : <i>ENTREPRISE IRVIN TRANSPORTS</i> EN DATE DU : <i>09/10/2014</i></p>	
<p>PLAN N° : <i>2015-472-103 /DEQ/GEGDP</i> DRESSÉ LE : <i>02/01/2015</i></p>	
<p>DOSSIER N° : 2015-104</p>	

ARRETE n° 572 MET du 22 janvier 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'Entreprise Ragihere Agrégats.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Taiarapu-Est, de la commune associée de Faaone et de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 25 juillet 2014, reçue au GEGDP le 28 juillet 2014, présentée par Mlle Tiapari Théoline Naehu, gérante de l'Entreprise Ragihere Agrégats,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° L'Entreprise Ragihere Agrégats, PK 47,500, côté montagne, Faaone, 98720 Taravao, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire mille mètres cubes (1 000 mètres cubes) de tout-venant, à l'exclusion des gros éléments de $\varnothing > 150$ mm, dans le cadre du curage de la rivière Mapuaura, dans une zone située à 1,3 kilomètre en amont du pont de la RC et s'étendant sur 2 kilomètres vers l'amont, sise à Faaone, PK 47,430, commune de Taiarapu-Est, île de Tahiti ;
- 2° Les matériaux sont destinés à la vente aux entreprises ;
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide de pelles mécaniques et transportés par les camions de l'entreprise et de location ;
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi à jeudi, de 7 heures à 15 heures, et le vendredi, de 7 heures à 14 heures ;

- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2014-472-120 DEQ/GEGDP ci-annexé. Les travaux d'extraction se feront sur une profondeur variant de 0,50 mètre à 1 mètre, selon les prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement ;
- 6° Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir :
 - manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines ;
 - mise en place d'un cribleur sur le site d'extraction ou aux abords immédiats ;
 - montage d'un cordon de protection à l'avancement des travaux de curage réalisé en moellons $\varnothing > 150$ mm et gros blocs trouvés sur place, destiné à renforcer les berges de la rivière et protéger les propriétés riveraines,
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction ;
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies ;
- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa ;
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux extraits réellement, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques ;
- 11° Le bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques, la première fraction de la redevance correspondant à la moitié du cubage autorisé, soit la somme de *deux cent mille francs CFP* (soit 1 000 mètres cubes : 2 = 500 mètres cubes à 400 F CFP/mètre cube = 200 000 F CFP).
Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.
La seconde fraction de la redevance sera acquittée en fonction de la quantité réellement retirée, déduction faite de la première fraction, après achèvement des travaux avec présentation du récépissé de paiement à la direction de l'équipement ;
- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement ;

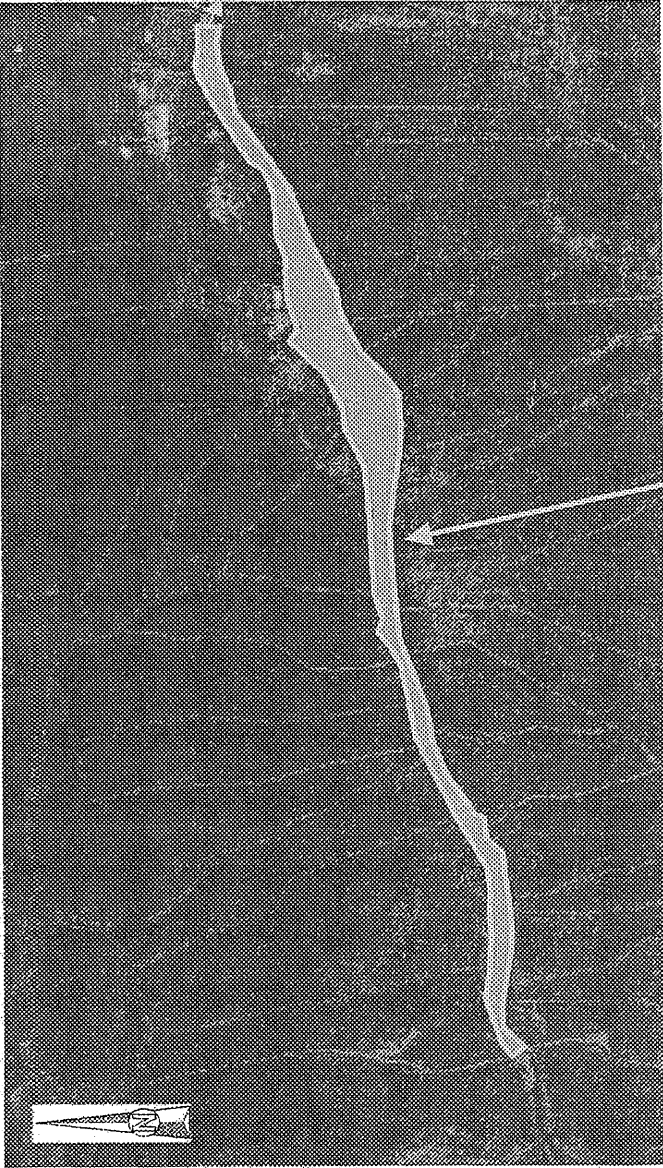
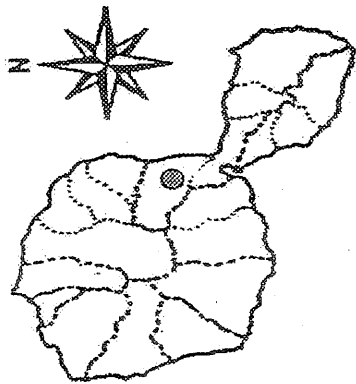
13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révoquée sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2.— L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent document pour une durée de deux (2) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2015.
Albert SOLIA.

<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg); border: 1px solid black; padding: 5px; margin-right: 10px;">ZONE D'EXTRACTION</div>  <div style="margin-left: 20px;"> <p>Zone d'extraction autorisée L'attribution et l'implantation des zones se feront en fonction du gisement présent sur site, après notification de l'arrêté</p> </div> </div>		<p>SITUATION</p> 	
<p>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public Tel. 48 54 75 - Fax 48 54 69 http://www.equipement.gov.pf</p>	<p>ILE DE TAHITI</p>	<p>COMMUNE DE TAIARAPU EST (Section FAAONE)</p>	<p>LIEU : RIVIERE MAPUAURA DANS UNE ZONE SITUÉE A 1,3 KM AMONT DU PONT DE LA RC ET S'ÉTENDANT SUR 2 KM VERS L'AMONT SISE A FAAONE PK 47,43</p>
<p>QUANTITÉ : 1.000 M³ DE TOUT-VENANT</p>		<p>DEMANDE DE : ENTREPRISE RAGHERE AGREGATS EN DATE DU : 25/07/2014</p>	
<p>PLAN N° : 2014-472-120 IDEQ/EGDP</p>		<p>DRESSÉ LE : 19/08/2014</p>	
<p>DOSSIER N° : 2014-377</p>			

ARRETE n° 609 MET/DTT du 23 janvier 2015 portant remise en exploitation de la licence de taxi n° 1-015 accordée à M. Steed Hauata.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi ;

Vu l'arrêté n° 31 CM du 18 janvier 1991 portant application de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 modifiée portant organisation des activités d'entrepreneurs de taxis, de voiture de remise et de voiture de service particularisé ;

Vu l'arrêté n° 9209 MET du 20 octobre 2014 portant délégation de signature à Mme Chantal Serra, directrice des transports terrestres ;

Vu la demande de l'intéressé reçue le 21 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— Conformément à sa demande susvisée, la licence de taxi n° 1-015 accordée à M. Steed Hauata est remise en exploitation à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 2.— L'arrêté n° 10435 MET/DTT du 27 novembre 2014 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-015, de M. Steed Hauata pour la mise en exploitation d'un véhicule sur l'île de Tahiti, est abrogé.

Art. 3.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Steed Hauata et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 janvier 2015.

Pour le ministre et par délégation :

La directrice des transports terrestres,
Chantal SERRA.

ARRETE n° 610 MET du 23 janvier 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime, en faveur de la commune associée de Apataki.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifiée portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Arutua, de la commune associée de Apataki, de la direction de l'environnement et de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier ;

Vu la saisine de la circonscription des Tuamotu-Gambier en date du 18 décembre 2014 ;

Vu la saisine de la direction des ressources marines et minières en date du 18 décembre 2014 ;

Vu la demande en date du 10 décembre 2014, reçue au GEGDP le 19 décembre 2014, présentée par la commune associée de Apataki,

Arrête :

Article 1er.— La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° La commune associée de Apataki, 98762 Niutahi, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire neuf cents mètres cubes (900 m³) de matériaux coralliens dans le lagon, au droit de la terre Tauarava, cadastrée EP 2, sise sur l'atoll de Apataki.
- 2° Les matériaux extraits sont destinés à des travaux communaux.
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide de pelle hydraulique et par camion.
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, de 7 heures à 15 heures, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi et de 7 heures à 14 heures, le vendredi.
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2014-571-105 DEQ/GEGDP ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors de la zone autorisée.

- 6° Pour la protection de l'environnement, les précautions suivantes seront mises en œuvre : dragage uniforme de la zone autorisée avec arasement des parties dures et manœuvres adéquates pour limiter la suspension des fines.
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire.
- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux réellement extraits.
- 11° Le bénéficiaire est tenu de verser à la caisse de la direction des affaires foncières, division de la recette et conservation des hypothèques, la somme de *quatre-vingt-dix mille francs CFP* (soit 900 m³ à 100 F CFP/m³ = 90 000 F CFP) pour la redevance des matériaux à extraire.

Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.

- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camion devront être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2.— L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent document pour une durée de un (1) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 janvier 2015.
Albert SOLIA.

**DIRECTION DE
L'EQUIPEMENT**

Groupeement d'Etudes et de
Gestion du Domaine Public

TEL : 48 54 74 – FAX : 48 54 69
<http://www.equipement.gov.pf>

ILE DE :
APATAKI

COMMUNE DE
ARUTUA

LIEU :
*LAGON AU DROIT DE LA TERRE
TAUARAVA CADASTREE EP 2*

QUANTITE :
*900 M³ DE MATERIAUX
CORALLIENS*

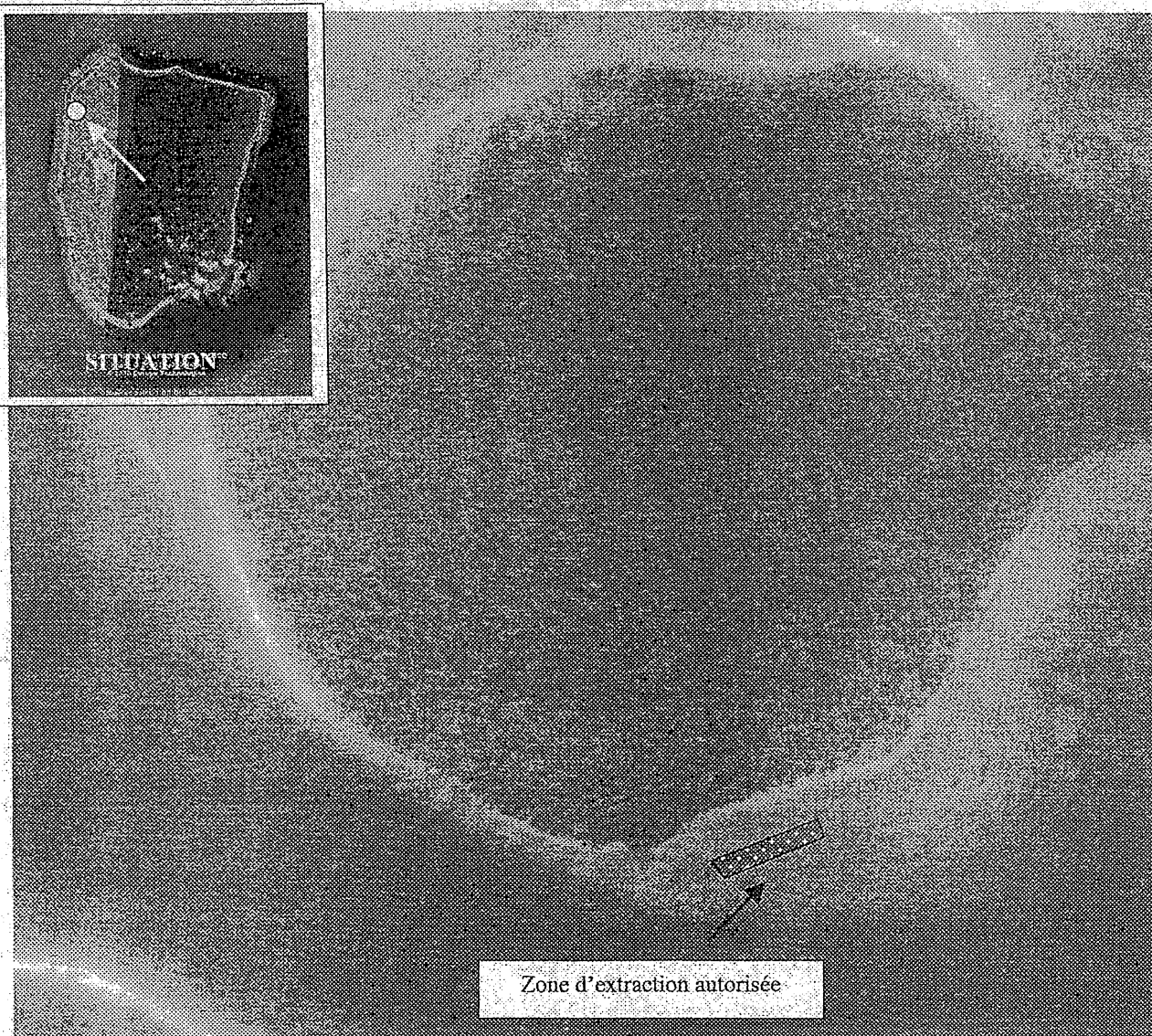
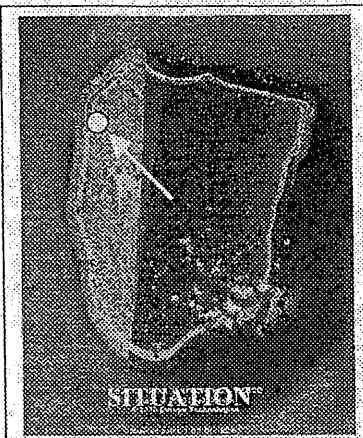
DEMANDES DE :
*COMMUNE ASSOCIEE DE
APATAKI*

EN DATE DU :
15 NOVEMBRE 2014

PLAN N°
2014-571-105/DEQ/GEGDP

DRESSE LE :
9 DECEMBRE 2014

DOSSIER N° 2014-449

SITE D'EXTRACTION

Zone d'extraction autorisée

ARRETE n° 624 MET du 23 janvier 2015 portant modification d'agrément de la société Tahiti Contrôle Technique pour assurer les vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 18 novembre 2013 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'urbanisme et des transports terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la demande d'agrément du bureau Tahiti Contrôle Technique en date du 8 août 2011 ;

Vu l'avis de la commission de sécurité dans sa séance du 31 août 2011 ;

Vu l'arrêté n° 2712 PR du 4 octobre 2011 modifié portant agrément de la société Tahiti Contrôle Technique pour assurer les vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public ;

Vu la demande de renouvellement d'agrément de la société Tahiti Contrôle Technique en date du 14 septembre 2012 ;

Vu l'avis de la commission de sécurité dans sa séance du 17 octobre 2012 ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 15 janvier 2013 portant renouvellement de l'agrément de la société Tahiti Contrôle Technique pour assurer les vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public ;

Vu la demande de renouvellement d'agrément de la société Tahiti Contrôle Technique en date du 5 décembre 2013 ;

Vu l'avis de la commission de sécurité dans sa séance du 8 janvier 2014 ;

Vu la demande de modification d'agrément de la société Tahiti Contrôle Technique en date du 25 novembre 2014 ;

Vu l'avis de la commission de sécurité dans sa séance du 26 novembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— La société Tahiti Contrôle Technique, (BP 130085, 98717 Punaauia), est agréée pour une durée de

trois (3) ans, à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, pour procéder aux vérifications réglementaires prévues dans les établissements recevant du public définies à l'article D. 515-6 du code de l'aménagement de la Polynésie française.

Cette modification d'agrément concerne les vérifications réglementaires suivantes, pendant les phases de conception, de construction et d'exploitation :

- a) Installations électriques et éclairage ;
- b) (sans objet) ;
- c) Comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, cloisonnements et dégagements, dispositifs d'alarme et d'alerte, moyens de secours, équipements de désenfumage naturel ;
- d) Installations de gaz, de fluides médicaux, de ventilation, de chauffage, de réfrigération et de conditionnement d'air, équipements de désenfumage mécanique.

Art. 2.— Le bénéfice d'agrément modifié est accordé dans la limite des missions détaillées ci-après :

Mission	Intitulé de la mission
L	Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables
LE	Solidité des ouvrages existants
LP	Solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables
BRD	Transport des brancards dans les constructions
ENV	Environnement
HAND	Accessibilité des constructions pour personnes handicapées
AV	Stabilité des avoisinants
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP et IGH à l'exception du contrôle des ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants
SH	Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation
STI	Sécurité des personnes dans les bâtiments du secteur tertiaire ou industriel
HYS	Hygiène et santé dans les bâtiments
PO	Vérification des portes et portails
PH	Isolation acoustique des bâtiments
TH	Isolation thermique
DEM	Solidité des ouvrages en cas de démolition (existant)
AMO	Assistance à maîtrise d'ouvrage
F	Fonctionnement des installations
CO	Coordination des missions de contrôle technique de construction
-	Contrôle technique des ouvrages de génie civil

Art. 3.— A l'issue de cette période, le bénéficiaire de cet agrément pourra présenter un dossier de renouvellement, comprenant :

- les informations nécessaires pour identifier le demandeur (identité du responsable ou raison sociale, numéro d'immatriculation au registre du commerce, statuts, adresse...) ;
- les références aux dispositions générales et particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public pour lesquels l'agrément est sollicité ;

- une liste représentative des établissements recevant du public vérifiés dans le cadre de l'agrément au cours des douze mois précédant la demande, accompagnée des rapports correspondants ;
- la liste nominative des contrôleurs de la société, précisant la mention de leurs qualifications ;
- un état permettant de justifier de la participation des contrôleurs à la formation professionnelle continue et/ou du maintien des acquis durant la période d'agrément ;
- la liste des sous-traitants auxquels l'organisme a éventuellement fait appel.

Art. 4. — Le bénéficiaire de cet agrément ne pourra sous-traiter ses missions de vérifications, qu'à une autre personne ou organisme lui-même agréé.

Art. 5. — La liste des contrôleurs de la société Tahiti Contrôle Technique, avec la mention de leurs qualifications, peut être consultée au bureau prévention du service de l'urbanisme.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 janvier 2015.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 635 MET du 26 janvier 2015 autorisant Mme Célestine Tane à occuper le domaine public aéroportuaire de Anaa (îles Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation d'un stand de vente de produits artisanaux à l'intérieur de l'aérogare (régularisation).

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 96-27 AT du 15 février 1996 fixant le régime des occupations temporaires du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 514 CM du 15 mai 1996 approuvant le cahier des charges applicables aux autorisations d'occupation temporaire de dépendance du domaine public aéroportuaire et le formulaire de demande d'autorisation d'occupation du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 1277 CM du 30 juillet 2010 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation temporaire d'emplacement dépendant des aérodromes du pays ;

Vu la demande de Mme Célestine Tane en date du 31 août 2014,

Arrête :

Article 1er. — Mme Célestine Tane est autorisée à occuper pour une durée de neuf (9) ans renouvelable, un emplacement d'une superficie de 10 mètres carrés dépendant du domaine public aéroportuaire de Anaa (îles Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation d'un stand de vente de produits artisanaux à l'intérieur de l'aérogare.

La présente autorisation précaire et révocable est particulière à Mme Célestine Tane et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale.

Elle prend effet à compter du 6 octobre 2014.

Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Art. 2. — Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Anaa (îles Tuamotu) par Mme Célestine Tane font l'objet d'un cahier des charges auquel est annexé le plan d'occupation agréé correspondant.

Art. 3. — La présente occupation du domaine public aéroportuaire de Anaa (îles Tuamotu) donne lieu au versement d'une redevance annuelle exigible à compter du 6 octobre 2014 comme fixée par l'arrêté n° 1277 CM du 30 juillet 2010 modifié susvisé, laquelle s'élève à 15 000 F CFP (quinze mille francs CFP).

Art. 4. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 janvier 2015.
Albert SOLIA.

CAHIER DES CHARGES n° 151 MET/DAC du 26 janvier 2015 applicable au régime d'occupation temporaire du domaine public aéroportuaire de Anaa (îles Tuamotu) à Mme Célestine Tane dans le cadre de l'exploitation d'un stand de vente de produits artisanaux à l'intérieur de l'aérogare.

Article 1er. — *Autorisation d'occupation*

Mme Célestine Tane, domiciliée à Anaa, vini : 87 25 01 46, ci-après dénommée "la bénéficiaire", est autorisée à occuper une surface de 11 mètres carrés dépendante du domaine public aéroportuaire de Anaa (îles Tuamotu), conforme au plan d'occupation correspondant ci-annexé, dans le cadre de l'exploitation d'un stand de vente de produits artisanaux à l'intérieur de l'aérogare.

L'occupation correspond aux concepts de référence tarifaire d'emplacement fermé de l'enceinte intérieure de l'aérogare.

Art. 2. — *Durée de l'autorisation*

L'autorisation est accordée par arrêté à titre personnel, précaire et révocable pour une durée de neuf (9) ans.

A l'échéance de l'autorisation précitée ou en cas de retrait anticipé, la bénéficiaire ne pourra se prévaloir d'aucun droit au maintien sur les lieux, sauf cas de renouvellement au gré de l'administration.

Art. 3. — *Renouvellement de l'autorisation*

Si la bénéficiaire désire obtenir le renouvellement de l'autorisation, elle devra en formuler la demande 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration.

L'administration aura la faculté de consentir à ce renouvellement soit dans des conditions identiques, soit dans des conditions différentes ou de le refuser.

Art. 4. — *Aménagement - Approbation préalable des projets*

Tout aménagement nouveau à caractère immobilier à celui agréé, entrepris par la bénéficiaire devra faire l'objet d'un projet et sera soumis à l'agrément de l'administration sans que cet agrément puisse en aucune manière engager sa responsabilité.

Les délais et conditions d'exécution de ces travaux seront fixés en accord avec l'administration.

La bénéficiaire ne sera admise à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance et des caractéristiques physiques de la surface allouée, qu'elle est censée bien connaître. Elle devra par ailleurs faire son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires.

En cas de contestation des surfaces, il sera procédé à une mission d'expertise de l'administration à charge de l'intéressée.

Art. 5. — *Eau et électricité*

Les fournitures d'eau et d'électricité sur les aérodromes font l'objet d'accord particulier avec le gestionnaire de l'aérodrome.

Art. 6. — *Hygiène et sécurité*

Tous équipements particuliers mis en place dans le cadre de l'autorisation d'occupation doivent être en conformité avec la réglementation applicable en matière de sécurité et d'hygiène.

Art. 7. — *Propriété et exploitation des ouvrages*

La bénéficiaire sera propriétaire des constructions et installations agréées à l'article 4 précité pendant toute la durée de l'occupation suivant la procédure décrite.

Art. 8. — *Responsabilité pour dommages et garantie*

La bénéficiaire sera responsable de tout dommage causé par la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations.

En conséquence, elle devra souscrire auprès d'une compagnie d'assurance, les assurances garantissant toutes responsabilités lui incombant en raison de son occupation ainsi que les dommages causés aux tiers, dont elle acquittera régulièrement les primes et cotisations.

Art. 9. — *Caractère de l'occupation*

La bénéficiaire est tenue d'occuper elle-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition.

Art. 10. — *Redevance*

La présente autorisation est consentie moyennant le paiement d'une redevance annuelle dont le montant est fixé par arrêté du conseil des ministres.

La redevance est payable d'avance soit :

- 1° En numéraire à la caisse de la recette-conservation des hypothèques (au 2^e étage de l'immeuble Te Fenua à Orovini - Papeete) ;
- 2° Par chèque bancaire ou postal : chèque libellé à l'ordre du "Trésor Public" en y indiquant au verso les références de la consignation ;
- 3° Par virement bancaire ou postal : compte CCP n° 14168 00001 975 12 OS E068 64 - Papeete au nom du receveur-conservateur des hypothèques en inscrivant dans le cadre "correspondance" les références de la consignation à rappeler.

En cas de versement tardif, quelle qu'en soit la cause et après mise en demeure, les sommes impayées seront majorées d'une pénalité telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

Art. 11. — *Révocation de l'autorisation*

Faute, par la bénéficiaire, de se conformer à l'une quelconque des conditions générales ou particulières du présent cahier des charges et notamment :

- un détournement de l'objet initial de l'occupation comme posée dans l'article 1^{er} ;
- le non-paiement des redevances d'occupation, des charges et des impôts tiers correspondant ;
- le non-respect des règles d'hygiène et de sécurité (l'intéressée s'engage à garder propre le lieu de son exploitation de vente, mettre en place des poubelles, collecter et évacuer les ordures liées à son exploitation hors de l'emprise aéroportuaire) ;
- la non-occupation des lieux dans un délai de 3 mois à compter de la date d'effet de l'autorisation ;
- le non-respect des conventions ou accords particuliers concernant les fournitures d'eau et d'électricité décrits à l'article 5 précité ;
- l'autorisation pourra être révoquée si les recommandations de l'administration restent sans effet.

De même, il sera mis fin à l'autorisation en cas de non-occupation ou d'arrêt de l'objet de l'occupation, sans préjudice du droit pour la Polynésie française de poursuivre le recouvrement de toutes les sommes pouvant lui être dues.

Dans tous ces cas, les redevances payées d'avance par le bénéficiaire resteront acquises à la Polynésie française sans préjudice du droit, pour cette dernière, de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 12. — *Retrait de l'autorisation*

L'administration aura toujours le droit de retirer l'autorisation accordée dès lors que l'ordre public ou l'intérêt du service public qu'elle assure le justifiera, et en particulier en cas d'extension des installations de l'aérodrome, conformément aux dispositions précitées de l'article 2.

La bénéficiaire ne pourra prétendre dans ce cas à aucune indemnité pour préjudice subi.

Le retrait sera prononcé par décision motivée de l'autorité qui a délivré l'autorisation et qui sera notifiée au titulaire.

Art. 13.— *Résiliation de la convention par la bénéficiaire*

Dans le cas où elle aurait décidé de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de la présente convention, la bénéficiaire pourra résilier celle-ci en la notifiant, moyennant un préavis de trois mois.

La résiliation ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. Les redevances payées d'avance par la bénéficiaire resteront acquises à la Polynésie française sans préjudice du droit, pour cette dernière, de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 14.— *Sort des installations à la cessation de l'autorisation*

A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations qui auront été réalisées sur les surfaces visées à l'article 1er devront être enlevées et les lieux remis en leur état primitif par la bénéficiaire. A défaut, par celle-ci, de s'être acquittée de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office à ses frais et risques par l'Administration.

Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que des installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviendront la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

En tout état de cause, avant tout enlèvement de matériel ou de mobilier, la bénéficiaire devra justifier auprès de l'administration du paiement de tous impôts, taxes ou redevances mis à sa charge.

Art. 15.— *Impôts et frais*

La bénéficiaire supportera tous les frais inhérents à la présente autorisation ainsi que tous les impôts, et notamment l'impôt foncier auxquels sont actuellement ou pourraient être éventuellement assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent cahier des charges.

Art. 16.— *Autorité et contrôle*

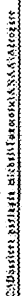
L'occupante devra se conformer aux consignes du chef d'aérodrome.

L'administration pourra à tout instant faire exercer par un représentant de son choix tous contrôles et vérifications tendant à s'assurer de la parfaite exécution par la bénéficiaire des obligations lui incombant du fait de la présente autorisation. Il pourra si besoin est, donner toutes instructions en ce sens.

Fait à Papeete, le 26 janvier 2015.

Pour le ministre et par délégation :
Jean-Christophe SHIGETOMI.

La bénéficiaire,
Mme Célestine TANE.



ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE n° 1-2015 VRPF/DAF du 20 janvier 2015 fixant le montant des crédits alloués au titre du forfait externat attribués aux établissements d'enseignement privé du second degré sous contrat, dotation 2015 (1re délégation).

Le vice-recteur de la Polynésie française,

Vu le décret n° 99-941 du 12 novembre 1999 relatif à l'organisation des vice-rectorats en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie Française, dans les îles de Wallis et Futuna et à Mayotte ;

Vu la convention n° HC 56-07 du 4 avril 2007 entre l'Etat et la Polynésie française relative à l'éducation ;

Vu l'arrêté n° HC 576 DRHME/BRHT/jt du 20 décembre 2013 portant délégation de signature à M. Pascal Charvet, vice-recteur de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 464 DRHME/BRHT/jt du 11 octobre 2013 portant délégation de signature à M. Pascal Charvet, vice-recteur de la Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2014 fixant pour l'année scolaire 2014-2015 le montant de la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes des établissements du second degré privés placées sous contrat d'association ;

Vu la délégation de crédits n° 2000001389 fixant le montant des crédits afférents au forfait externat imputable sur le programme 0139-09-01 pour le premier trimestre 2015, pour la Polynésie, en date du 5 janvier 2015 ;

Vu les tableaux de recensement des effectifs du premier trimestre 2014-2015 des établissements de l'enseignement réceptionnés par bordereaux le 10 novembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 décembre 2014, il est attribué aux établissements du second degré d'enseignement privé sous contrat, une première délégation de crédits alloués au titre de la part non matérielle du forfait externat 2014-2015, imputable sur les crédits du programme 0139-09-01 d'un montant global de 3 744 652,86 euros, soit 446 855 950 F CFP répartis comme suit :

- 823 136,78 euros pour la direction de l'enseignement protestant ;
- 2 852 096,84 euros pour la direction de l'enseignement catholique.

Un compte-rendu d'exécution sera fourni par les établissements d'enseignement secondaire privé sous contrat, avant le 31 mars 2016.

Art. 2.— Le vice-recteur de la Polynésie française et le trésorier-payeur général de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 janvier 2015.

Pour le vice-recteur et par délégation :

Le secrétaire général,
Christian CLIMENT-PONS.

AVENANT n° HC 9-15 du 20 janvier 2015 à la convention n° HC 39-11 DIPAC/FIP du 15 février 2011 relative à l'opération "Reconstruction de l'école primaire de Makemo".

.....
Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Le présent avenant a pour objet de modifier l'avenant n° HC 21-14 du 22 janvier 2014.

Art. 2.— Le présent avenant a pour objet de modifier l'avenant n° HC 21-14 du 22 janvier 2014 relative à l'opération "Reconstruction de l'école primaire de Makemo" en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération.

Art. 3.— Les dispositions de l'article 3 de l'avenant n° HC 21-14 du 22 janvier 2014 relative à l'opération "Reconstruction de l'école primaire de Makemo" sont modifiées comme suit en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération :

Au lieu de : "à achever cette opération dans un délai maximum de 43 mois à partir de la date de signature de la présente convention ;"

Lire : "à achever cette opération dans un délai maximum de 55 mois à partir de la date de signature de la présente convention".

Art. 4.— Toutes les autres dispositions de l'avenant n° HC 21-14 du 22 janvier 2014 demeurent inchangées.

.....

- 69 419,24 euros pour la direction de l'enseignement adventiste ;

AVENANT n° 10-15 du 21 janvier 2015 à la convention n° 66-14 du 17 avril 2014 entre l'Etat et la Chambre de commerce, de l'industrie, des services et des métiers de Polynésie française relative au financement des actions de communication prévues dans le cadre de la réalisation du projet de développement du tourisme nautique aux îles Sous-le-Vent.

Entre :

- L'Etat (ministère des outre-mer), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La CCISM, Chambre de commerce, de l'industrie, des services et des métiers de Polynésie française, représentée par son président,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — *Objet de l'avenant*

Le présent avenant a pour objet de prolonger le délai de transmission des justificatifs du solde de l'opération "Actions

de communication prévues dans le cadre de la réalisation du projet de développement du tourisme nautique aux îles Sous-le-Vent".

Art. 2. — *Obligation du bénéficiaire*

L'article 5, alinéa 2, de la convention n° 66-14 du 17 avril 2014, est modifié par les dispositions suivantes :

Au lieu de : "Ces justificatifs et le bilan nécessaire au versement du solde devront être transmis au haut-commissaire de la République en Polynésie française au plus tard le 31 décembre 2014" ;

Lire : "Ces justificatifs et le bilan nécessaire au versement du solde devront être transmis au haut-commissaire de la République en Polynésie française au plus tard le 31 mars 2015".

Art. 3. — *Disposition finale*

Toutes les autres dispositions de la convention n° 66-14 du 17 avril 2014 restent sans changement.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

ETAT DES INSCRIPTIONS TRAITEES AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES DE PAPEETE PENDANT LE MOIS DE NOVEMBRE 2014

IMMATRICULATIONS

3 novembre 2014

N° 14 2125 A, Herenui Louise Kavera, femme de ménage, lotissement Petea n° 54, route de Pamatai, BP 8248, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 3 novembre 2014 ;

N° 14 2126 A, Haïdé Ruta Hunter née Marama, *nom commercial* : ARC, travaux de construction, PK 8,500, côté mer, quartier Hunter, Punaauia, BP 9581, 98715 Papeete, *date de début d'exploitation* : 31 octobre 2014 ;

N° 14 274 B, Mamamia, société à responsabilité limitée, 200 000 F CFP (fixe), Fare Ute, BP 268, 98713 Papeete, *gérant, associé* : Gilbert Liao, la création et l'exploitation d'un fonds de commerce de restauration en tous genres, restauration rapide, pizzeria, snacks et la vente au détail de tous produits se rapportant à cette activité. La préparation, la commercialisation et la livraison à domicile de tous produits relatifs à cette activité, plats à emporter ou à consommer sur place, boissons, et plus généralement tous produits d'alimentation. La création, l'acquisition, la location, l'installation et l'exploitation de tous fonds de commerce ou établissement se rapportant à l'objet ci-dessus. L'acquisition, la prise à bail de tous immeubles bâtis ou non bâtis. La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social. Et généralement toutes

opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini et à tous objets similaires ou connexes, *date de début d'exploitation* : 3 novembre 2014.

4 novembre 2014

N° 14 2127 A, Taina Sandra Afai, restauration en véhicule, *nom commercial* : Roulotte Chez Vai-Nui, PK 4,200, côté mer, Aroa Temarae, BP 60202, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 10 novembre 2014 ;

N° 14 2128 A, Frédéric Gerald Dumas, prestations informatique et multimédia (création de sites, maintenances...), *nom commercial* : Creactyv, résidence Le Grand Large appartement n° A15, BP 43202, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 3 novembre 2014 ;

N° 14 2129 A, Jill Moerani Mahuru, plongeur sous-marin, lotissement Soc 7 Te Puhapa, côté montagne, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 3 novembre 2014 ;

N° 14 2130 A, Coralie Gwendoline Irène Mante, services divers, couture, *nom commercial* : Cowiti, résidence Te Ata Ninamu, route de Heiri, Faa'a, BP 9229, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 3 novembre 2014 ;

N° 14 2131 A, Vaea Obélia Natiki née Peckett, services divers, PK 9,950, côté montagne, quartier Tuiho, BP 110896, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 3 novembre 2014 ;

N° 14 2132 A, Lucia Rosano, consultant, *nom commercial* : Tahiti Network, résidence Les Terrasses de l'Océan, route de l'Uranie lot n° 205, BP 43212, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 15 novembre 2014 ;

N° 14 2133 A, Stello Marau Teturu, menuiserie, vente d'aluminium, *nom commercial* : Tech-Alu-Inox, PK 19,800, côté montagne, servitude Taputuarai, BP 330223, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 3 novembre 2014 ;

N° 14 2134 A, Taumihau Ludovic Woung Sin Teururai, réparation informatique, PK 43,600, côté montagne, quartier Roche, Mataiea, BP 12423, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 3 novembre 2014 ;

N° 14 2135 A, Joël Voisin, loueur en main-d'œuvre, résidence Les Patios appartement n° 3, BP 3230 Punaauia centre, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 3 novembre 2014.

5 novembre 2014

N° 14 2136 A, Teheiorotua Karel Dubois, travaux du bâtiment public particulier, *nom commercial* : Dub's Constructions, PK 12, côté montagne, quartier Scholermann, BP 2848, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 4 novembre 2014 ;

N° 14 2137 A, Juliette Marie Fremery, consultant en environnement, *nom commercial* : Fremery Environnement Consulting, PK 11,850, côté mer, quartier Manonotau, 98725 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 4 novembre 2014 ;

N° 14 2138 A, Axel Kautai, négociant sur le marché, *nom commercial* : Te Vaihiki, résidence Mahana appartement n° 27 au rez-de-chaussée, route de l'Université, Punaauia, BP 6460, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 4 novembre 2014 ;

N° 14 2139 A, Michaël René Alfred Prier, jardinier, rénovation, entretien, aménagement extérieur, lotissement Paparoa 2 lot n° D11, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 29 octobre 2014 ;

N° 14 2140 A, Nelson Uratua Taea, travaux en tous genres, *nom commercial* : Nelhin, PK 0,780, côté montagne, Temae Teavaro, Bal 77 Temae, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 4 novembre 2014 ;

N° 14 2141 A, Heitiare Eva Tarahu, importation et vente (vêtement et autres), *nom commercial* : Pantai, lotissement Belle Vue lot n° 5 côté montagne, BP 60830, 98722 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 14 2142 A, Teamana Teapata Tehaamoana, loueur en main-d'œuvre, Tuamotu Ohotu, BP 379, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 11 septembre 2014 ;

N° 14 2143 A, Damasse Fortunat Heuea Tevaearei, garde-malade, *nom commercial* : Tagikau Garde-Malade, Tuamotu terre Tekaruga parcelle A-69, 98782 Takaroa, *date de début d'exploitation* : 4 novembre 2014 ;

N° 14 2144 A, Isabelle Angéline Blanche Angéline Thibault, nettoyage et entretien des locaux, *nom commercial* : I.Nettoyage, Outumaoro servitude Atipuhi, côté montagne, Punaauia, BP 61716, 98704 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 4 novembre 2014 ;

N° 14 2145 A, Tiniatua Eugénie Mataiki née Tohutika, nettoyage de locaux, jardinage, *nom commercial* : Kaualei, fond de la vallée, quartier Vaiaka, BP 165, 98741 Hiva Oa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 14 2146 A, Nohorai Bruno Tumg, travaux en tous genres, jardinage, *nom commercial* : Vai Hei Dépannage, PK 3,630, côté montagne, avant le dispensaire immeuble Lii et Lam rdc n° 15A, Arue, BP 6, 98722 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 10 novembre 2014 ;

N° 14 2147 A, Antonina Rani Tiareraupa Juventin née Vivish, fleuriste, menuiserie, Mitirapa, côté mer, Toahotu, BP 7394, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 29 octobre 2014 ;

N° 14 2148 A, David Hiro Wiking, import et textile, *nom commercial* : Fenua Lab, PK 1, côté montagne, résidence Les Hauts de Pure Ora, quartier Mission lot n° 36, BP 1382, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 10 novembre 2014.

6 novembre 2014

N° 14 2149 A, Kareen Florence Maeva Brotherson, fabrication de bijoux, *nom commercial* : Tepurotu, PK 32, côté mer, BP 120055, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 20 novembre 2014 ;

N° 14 2150 A, Vincent Edouard Michel Delarue, climatisation (voiture), résidence Pamatai Hills, Faa'a, BP 140968, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 10 novembre 2014 ;

N° 14 2151 A, Pierre Nicolas Gassmann, restaurant ouvrier, *nom commercial* : Snack Gauguin, immeuble Papetai, rue du Commandant-Destremau, Papeete, BP 5105, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 15 novembre 2014 ;

N° 14 2152 A, Samonda Moana Hirayama née Mong Yen, roulotte, *nom commercial* : Vai O Hana, PK 45,100, côté mer, 2e maison avant le pont Otuofai, Faaone, BP 71111, 98719 Afaahiti, Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 5 novembre 2014 ;

N° 14 2153 A, Céline Teriitua Dargelos née Roura, fabricant de bijoux de fantaisie, PK 10, côté montagne, appartement E43 derrière SDAP, résidence Vai Hau, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 5 novembre 2014 ;

N° 14 2154 A, Taputuhurupee Philibert Taroaithehai, artisan, PK 47,200, côté montagne, route Vairaharaha, 98726 Teva I Uta, *date de début d'exploitation* : 2 novembre 2014 ;

N° 14 2155 A, Teva Teriitemoehaa, véhicule de restauration, *nom commercial* : Le Yukulele, PK 36,500, côté mer, Papara, BP 70450 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, , *date de début d'exploitation* : 5 novembre 2014 ;

N° 14 275 B, Aidesaudition, société à responsabilité limitée : 200 000 F CFP (fixe), centre Commercial Pacific Piazza, Auae, Faa'a, BP 3337, 98717 Punaauia, *gérants, associés* : Olivier Taraga Blenck et Vulfran Etienne Raymond Kerleguer, directement ou indirectement toutes activités liées à l'audioprothèse. La vente de matériels destinés aux malentendants. L'entretien, la réparation de toutes prothèses auditives. Toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes. La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances, groupements d'intérêt, économique ou sociétés en participation, *date de début d'exploitation* : 6 novembre 2014.

7 novembre 2014

N° 14 2156 A, Raimana Ruben Henriou, location de matériel de construction et d'événementiel, *nom commercial* : Heirai Services, lotissement Socredo haut lot n° C51, route de Pamatai, Faa'a, BP 10692, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 14 2157 A, Lionel Ronald Teamai-Haereotahi Kalima Lepean, négociant, lotissement Raiatua n° 15 face à Carrefour Punaauia, BP 2535, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 15 octobre 2014 ;

N° 14 2158 A, Joshua Teehau Maitui, services divers, PK 47,200, côté montagne, Mapuaura, Faaone, BP 70323, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 5 novembre 2014 ;

N° 14 2159 A, Fernand Mana Tcha, travaux du bâtiment, *nom commercial* : Dle Construction, résidence Pamatai Hills n° 188, Faa'a, BP 259, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 6 novembre 2014 ;

N° 14 2160 A, Aru Georgio Manoa Teariki, travaux en tous genres, *nom commercial* : Teariki, PK 7,200, côté mer, servitude Amaru, BP 14540, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 6 novembre 2014 ;

N° 14 2161 A, Maehea Anthony Teraimateata Teraiamano, location de chapiteaux 3 x 3 m, *nom commercial* : ATS, résidence Miri Allée Kumuhei n° 4 côté montagne, Punaauia, BP 61982, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 11 octobre 2014 ;

N° 14 2162 A, Max-Günter Wilfred Wasna, organisation d'événement (sportif, commercial), *nom commercial* : Lm Team's, route du plateau de Taravao, BP 7061, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 5 novembre 2014 ;

N° 14 276 B, Red, société à responsabilité limitée à associé unique : 100 000 F CFP (fixe), PK 13, côté mer, face à l'agence OPT, BP 2858, 98717 Punaauia centre, *gérant, associé unique* : Kevin Haumata Tetaiuroa Lequerre, la création, l'exploitation de restaurants, plats à emporter, services traiteur, et plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 14 277 B, Vahine Vata Beach, société à responsabilité limitée : 50 000 F CFP (fixe), PK 36,800, côté mer, BP 120065, 98712 Papara, *gérant, associé unique* : Christelle Henriette Augusta Pinto, l'exploitation de tout fond de commerce de bar, restaurant, snack, vente à emporter, pizzeria, crêperie, glacier, grill, l'organisation et l'animation de tous événements et manifestations en lien avec les domaines ci-avant décrits. Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 14 278 B, Zen 2015, société à responsabilité limitée : 1 000 000 F CFP (fixe), immeuble Tehiva, BP 21789, 98713 Papeete, *gérant, associé* : Wilma Vahinetua Rattinassamy, l'acquisition, la création, la location, la prise en gérance, l'exploitation de tous fonds de commerce de saladerie, sandwicherie, salon de thé, épicerie fine, et l'exploitation de tous fonds de restauration, et la vente de plats à emporter. L'acquisition, la prise à bail de tous biens mobiliers ou immobiliers nécessaires à l'exercice de l'activité ci-dessus. Tous emprunts nécessaires à la réalisation de l'objet social, toutes garanties à la sûreté d'engagements contractés en vue de la réalisation de l'objet social. La participation, par tous moyens, à toutes entreprises commerciales et industrielles ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription ou achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou autrement. Et généralement, toutes opérations de nature commerciale, financière, mobilière ou immobilière pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes et tendant à en faciliter la réalisation, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 14 124 C, SCI Haumanaora, société civile : 200 000 F CFP (fixe), avenue Georges-Bambridge, 98714 Papeete, *gérant, associé* : Rowen Laille, l'acquisition, la mise en valeur,

l'administration, l'exploitation, la prise à bail, la location en totalité ou en partie de tous immeubles bâtis ou non bâtis. Toute division et appropriation desdits immeubles bâtis et non bâtis, ainsi que l'édification de toutes constructions sur ces terrains ou immeubles, toutes améliorations. L'aménagement de tous immeubles, leur location. L'administration, la location et l'exploitation desdits biens, immeubles. La participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet sera susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, sociétés en participation ou groupements d'intérêt économique. Et généralement, toutes opérations mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 7 novembre 2014.

10 novembre 2014

N° 14 2163 A, Josias Greig Taoahere Aviu, mécanicien, réparateur, *nom commercial* : Aviu Nj, PK 12,500, côté montagne, servitude Nordhoff 2, BP 13999, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 7 novembre 2014 ;

N° 14 2164 A, Anne-Laure Dye, hôtesse marin, Tuamotu Rotoava, BP 59, 98763 Fakarava, *date de début d'exploitation* : 7 novembre 2014 ;

N° 14 2165 A, Valérie Faumea Richmond née Maraeura, marchand de cuisine à emporter en détail, *nom commercial* : Temairani Food, Tuamotu Ohotu, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 1er novembre 2014 ;

N° 14 2166 A, Philippe Jean Maujean, tous travaux liés au bâtiment, PK 1,100, côté mer, à côté du magasin Emilie, BP 7505, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 5 novembre 2014 ;

N° 14 2167 A, Jeanne Harrys née Mauri, fabricant de pâtisserie et vente au détail, Tuamotu Tiputa, BP 125, 98776 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 1er novembre 2014 ;

N° 14 2168 A, Khalid Nezdri, travaux en tous genres, *nom commercial* : Ben Nb et Frères, lotissement Vetea, immeuble Niuhihi appartement B05, Pirae, BP 43582 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 8 novembre 2014 ;

N° 14 2169 A, François Sanchez, frigoriste, *nom commercial* : SF Froid, PK 3,100, côté montagne, résidence Mitirapa lot 26, Toahotu, BP 71707, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 5 novembre 2014 ;

N° 14 2170 A, Heifara Tehio, loueur en main d'œuvre, *nom commercial* : Heifara Tehio, PK 8,900, côté montagne, appartement A16, résidence Tahiri, Punaauia, BP 3793, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 7 novembre 2014 ;

N° 14 2171 A, Joséphine Hatitio née Tufariua, vente de taros épluchés et autres, PK 35,600, côté montagne, quartier Temarua, route de la mairie, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 14 2172 A, Yolande Titania Piriaiteraimateata Varney, garde de personnes âgées, *nom commercial* : Hitirere, lotissement Aute 2 lot n° 99, Pirae, BP 542, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 7 novembre 2014 ;

N° 14 279 B, Albert Transport et Location, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP (fixe), face Club Balihi, BP 77 Paopao, 98728 Moorea-Maiao, *gérant, associé* : Albert Jean Haring et Rigobert Robert Haring, transports de voyageurs par taxis et autres activités récréatives et de loisirs. L'achat, l'importation, la distribution, la vente en gros, demi-gros, et au détail, la

représentation, le courtage, la commercialisation et la location de tous matériels relatifs à la construction, au bricolage, à la mécanique et d'une manière générale, de tous matériels et matériaux. La création, l'acquisition, la location, l'installation et l'exploitation de tous fonds de commerce ou établissements se rapportant à l'objet ci-dessus. L'acquisition ou la prise en location de tous immeubles construits ou non. La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises commerciales pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social. Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet, *date de début d'exploitation* : 7 novembre 2014 ;

N° 14 280 B, Okana Consultant Pearl Company, société à responsabilité limitée : 10 000 F CFP (fixe), PK 4,500, côté montagne, quartier Vivish, Faa'a, BP 1035, 98713 Papeete, *gérant, associé unique* : Jeanne Heipua Bouveret née Lecourt, directement ou indirectement en tout pays le conseil pour les affaires et autres conseils de gestion ; et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, et de nature à en favoriser la réalisation la plus large, *date de début d'exploitation* : 1er octobre 2014.

12 novembre 2014

N° 14 2173 A, Bruno Armand Jacques Calland, travaux en tous genres, *nom commercial* : Bruno Travaux, rue Tuterai Tane, route de l'hypodrome, BP 50962, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 10 novembre 2014 ;

N° 14 2174 A, Cédric Teva Mario Sylvain Charre, accompagnement et transport de personnes lors de séjours à l'étranger, *nom commercial* : Teva Tours, PK 14,100, côté montagne, lotissement Vaiopu 2 lot n° 53, BP 2295 Punaauia centre, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 10 novembre 2014 ;

N° 14 2175 A, Roméo Lai Fao, bureau de publicité en ligne, commissionnaire, *nom commercial* : Tahiti Fit Company, vallée Tenaho quartier Micchelli, BP 50251, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 11 août 2014 ;

N° 14 2176 A, Ura Maihuri, couture, artisanat, *nom commercial* : Artisanat Famille Ura, PK 20, côté mer, quartier Atiha, Haapiti, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 11 novembre 2014 ;

N° 14 2177 A, Colette Kollars née Teikitohe, prestataire de service, PK 24, côté montagne, lotissement Vaitupa n° 8, BP 330398, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 24 novembre 2014 ;

N° 14 2178 A, Vaeanu Heiura Dayna Teinauri-Hurahutia, services divers, PK 20,500, côté montagne, lot CPS 26, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 23 octobre 2014 ;

N° 14 2179 A, Gustave Tokoragi, travaux en tous genres, PK 8,200, côté montagne, servitude Fuller 3, BP 13716, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 10 novembre 2014 ;

N° 14 281 B, Station Anau, société à responsabilité limitée : 200 000 F CFP (fixe), Vaitape, BP 9, 98730 Bora Bora, *gérant, associé unique* : Marc Manate, l'exploitation d'une station-service de vente de carburants, produits pétroliers et dérivés, lubrifiants et tous ingrédients relatifs au fonctionnement de véhicules automobiles et maritimes. L'entretien et la réparation de véhicules automobiles et maritimes. La vente de toutes pièces et accessoires automobiles et maritimes. La vente et la commercialisation, en général, de tous produits alimentaires, denrées, produits frais et conditionnés, boissons, et tous produits naturels et diététiques. Plus généralement, de tous produits et articles susceptibles de compléter l'exploitation d'une station-service. La création, l'acquisition, la location, la prise à bail,

l'installation et l'exploitation de toutes stations ou établissements se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées. La participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social. Et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'un des objets ci-dessus définis et à tous objets similaires ou connexes et de toute nature à en favoriser la réalisation, *date de début d'exploitation* : 1er juin 2015.

17 novembre 2014

N° 14 2180 A, Heremoana Kevin Besson, électricien, importation, *nom commercial* : Aware Systems, PK 4,500, côté mer, quartier Ganivet, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 15 novembre 2014 ;

N° 14 2181 A, Jérémie Kehuehitu, randonnées équestres et pédestres, *nom commercial* : Ranch Toa Nui O Hiva, Atuona quartier Make Make, 98741 Hiva Oa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 14 2182 A, Marie-Jeanne Tonita Flosse née Mao, organisatrice d'événementiels, *nom commercial* : Fancy That Tahiti, résidence Erima, BP 14056, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 14 novembre 2014 ;

N° 14 2183 A, Christian Montet, consultant, PK 30, côté mer, lotissement Rey, BP 120222, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 13 novembre 2014 ;

N° 14 2184 A, Maud Raina Cassart, travaux de secrétariat, *nom commercial* : Toma, PK 15,800, côté mer, quartier Vaipohe, 98723 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 24 novembre 2014 ;

N° 14 2185 A, Manaia Raymond Karim Dubois, jardinier, *nom commercial* : Mana Culture, PK 3,500, côté montagne, BP 140666, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 12 novembre 2014 ;

N° 14 2186 A, Leslie Josiane Maire-Nui Make, travaux de secrétariat, *nom commercial* : Angel Crea, PK 11,800, côté montagne, servitude Pugibet 1, Punaauia, BP 851, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 24 novembre 2014 ;

N° 14 2187 A, Albino Nunes Da Costa, travaux de bâtiment, *nom commercial* : Je Construis Pour Vous, PK 38,200, côté montagne, BP 146, 98708 Hitia'a O Te Ra, Hitia'a, *date de début d'exploitation* : 12 novembre 2014 ;

N° 14 2188 A, Wilkie Poetai, travaux en tous genres, *nom commercial* : Vaimanu Services, PK 10,500, lotissement Taapuna social, Punaauia, BP 20076, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 12 novembre 2014 ;

N° 14 2189 A, Natana Kelvin Toma Tetuahiti, jardinier, *nom commercial* : Matienoa, PK 3,500, côté montagne, BP 140666, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 5 décembre 2014 ;

N° 14 2190 A, Christaline Colette Jeanine Vidal, agent de comptoir, agent d'accueil, agent de voyage, PK 24, côté montagne, lotissement Vaitupa n° 2, Paea, BP 5098, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 12 novembre 2014 ;

N° 14 2191 A, Aeata Adélaïde Ah-Tak, fabrication de navires, bateaux, pirogues, *nom commercial* : Ah-Tak Industrie, PK 3,100, côté mer, servitude avant le magasin Vaiaha quartier Tapi, BP 62208, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 14 novembre 2014 ;

N° 14 2192 A, Djecisnella Raiana Atua Sichoix née Heitaa, fabricant de bijoux, *nom commercial* : Teheitapu Love, lotissement Toarotu Rahi lot n° C 22, BP 1743 Punaauia Centre, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 17 novembre 2014 ;

N° 14 2193 A, Eric Faaturia Iriti, jardinier, Tuamotu, 98774 Pukapuka, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 14 2194 A, Mith Tagata Jacquot, mécanicien d'automobiles, *nom commercial* : Jacquot Mecano, PK 5,500, côté montagne, quartier Liliane Bordes, route Taviana Liai, Faa'a, BP 42249, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 3 novembre 2014 ;

N° 14 2195 A, Elie Joël Charles Taoahere Juventin, menuiserie, PK 2,800, côté mer, pointe Vivish, résidence Mitirapa, BP 7394 Afaahiti, 98724 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 1er novembre 2014 ;

N° 14 2196 A, Tuheiarai Hinoi Francis Juventin-Teururai, vente de services divers, Tapioi, côté montagne, chez Groves Chanel, Raiatea, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 27 octobre 2014 ;

N° 14 2197 A, Nataliya Sirot née Korneva, vente de services divers, PK 12, côté mer, chez pension Vini Beach Lodge à Faaroa, Raiatea, BP 1570, 98735 Taputapuata, *date de début d'exploitation* : 1er novembre 2014 ;

N° 14 2198 A, Solange Langy, importateur, fare Rau Ape lot 4 lotissement Bel Air, BP 51545, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 14 2199 A, Wilson Heimanu Leroux, mise à disposition de terminaux internet, négociant, vente de services, *nom commercial* : Bks Media, Haamene, côté montagne, chez Boukansa Marie, BP 164 Haamene, 98733 Tahaa, *date de début d'exploitation* : 15 novembre 2014 ;

N° 14 2200 A, Hoaiti Maiarii, vente de services divers, *nom commercial* : Hoa Stewardess Services, PK 9,100, côté montagne, quartier Mirimiri chez Maiarii Leilani, Tevaitoa Raiatea, BP 1686, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 24 octobre 2014 ;

N° 14 2201 A, Teivaiva Justin Mama, pension de famille et restaurant, *nom commercial* : Vini Beach Lodge, PK 12,300, côté mer, Pension Vini Beach Lodge, Raiatea, 98735 Taputapuata, *date de début d'exploitation* : 1er octobre 2014 ;

N° 14 2202 A, Charles Raimanu Manate, préparation et vente de firifiri, PK 9, côté montagne, à Avera Rahi chez Moussaron Jean-Pierre, Raiatea, BP 3175 Avera, 98735 Taputapuata, *date de début d'exploitation* : 10 octobre 2014 ;

N° 14 2203 A, Rocky Moerani Roe, jardinage, *nom commercial* : Fetia Hana, PK 19,100, côté montagne, quartier Montaron, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 21 novembre 2014 ;

N° 14 2204 A, Josée Marie Nicole Bompard née Roy, massothérapeute itinérante, *nom commercial* : Reva Massage, marina d'Uturoa, voilier Echappé Belle 1, Raiatea, BP 2256, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 9 octobre 2014 ;

N° 14 2205 A, Loan Maruina Natacha Teaoatea, vente de services divers, Avera, côté montagne, chez Joséphine Dekerpezdron, Raiatea, BP 457, 98735 Taputapuata, *date de début d'exploitation* : 20 septembre 2014 ;

N° 14 2206 A, Heifara Rina Teriinoapuaiteai, entretien et nettoyage des locaux, *nom commercial* : Entreprise Hereiti, quartier Farauru, côté montagne, BP 6, 98732 Maupiti, *date de début d'exploitation* : 1er octobre 2014 ;

N° 14 2207 A, Vanessa Josiane Vaimiti Teriitemoeaa, loueur en main d'œuvre, PK 26, côté montagne, Faarepa Opoa chez Teriitemoeaa Josiane, Raiatea, BP 218, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 13 octobre 2014 ;

N° 14 2208 A, Raichat Karitchy Moemoea Tsing, vente de services divers, *nom commercial* : Moemoea Services, Apooiti, côté mer, chez Neuffer Hanzi, Raiatea, BP 1246, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 25 septembre 2014 ;

N° 14 2209 A, Adeline Mere Richmond née Van Bastolaer, négociant sur le marché, PK 8,500, côté mer, servitude Tearaofai, BP 130072, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 20 octobre 2014 ;

N° 14 2210 A, Johnny Hitinui Williams, couture, *nom commercial* : Kelly Couture K & K, vallée Tenaho lot 2, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 14 novembre 2014 ;

N° 14 282 B, Albert Store Bora Bora Sarl, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP (fixe), Vaitape, Bora Bora, BP 247 Paopao, 98728 Moorea-Maiao, *gérants, associés* : Réginald Puaiti Haring et Lise Hinanui Haring née Tehihira, l'achat, l'importation, la distribution, la vente en gros, demi-gros, et au détail, la représentation, le courtage, la commercialisation de tous matériels relatifs à la bijouterie et l'artisanat d'une manière générale. Et location de véhicules, bun gui ; voitures, scooters. La création, l'acquisition, la location, l'installation et l'exploitation de tous fonds de commerce ou établissements se rapportant à l'objet ci-dessus. L'acquisition ou la prise en location de tous immeubles construits ou non. La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises commerciales ou financières mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en favoriser l'exploitation ou le développement. Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet, *date de début d'exploitation* : 7 octobre 2014 ;

N° 14 283 B, Société de Gestion Pour La Proximité, société à responsabilité limitée : 1 000 000 F CFP (fixe), Auae, immeuble Mananui, 98704 Faa'a, *gérant* : Nancy Wane, toutes opérations et prestations de services relatives à l'assistance aux entreprises dans les domaines de la gestion, l'analyse financière, la gestion de trésorerie et plus généralement l'ingénierie financière et tout ce qui s'y rapporte. Toutes prestations d'assistance comptable, juridique et informatique. Toutes prestations relatives aux opérations de management. Le traitement informatique des opérations comptables, l'organisation, la révision et le contrôle. La réalisation et le contrôle des opérations suivies directement ou par l'intermédiaire de sous-traitant. La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social. L'acquisition ou la location de tous immeubles construits ou non. La création, l'acquisition, la location et l'exploitation de tous fonds de commerce ou établissements se rapportant aux activités ci-dessus. Et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, et de nature à en faciliter la réalisation, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 14 284 B, Société de Gestion Pour Les Hypermarchés, société à responsabilité limitée : 1 000 000 F CFP (fixe), Auae, immeuble Mananui, 98704 Faa'a, *gérant* : Nancy Wane, toutes opérations et prestations de services relatives à l'assistance aux entreprises dans les domaines de la gestion, l'analyse financière, la gestion de trésorerie et plus généralement l'ingénierie financière et tout ce qui s'y rapporte. Toutes prestations d'assistance comptable, juridique et informatique. Toutes prestations relatives aux opérations de management. Le traitement informatique des opérations comptables, l'organisation, la révision et le contrôle. La réalisation et le contrôle des opérations suivies directement ou par l'intermédiaire de sous-traitant. La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social. L'acquisition ou la location de tous immeubles construits ou non. La création, l'acquisition, la location et l'exploitation de tous fonds de commerce ou établissements se rapportant aux activités ci-dessus. Et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, et de nature à en faciliter la réalisation, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 14 285 B, Société d'Exploitation de Bois Marquisienne, société à responsabilité limitée : 200 000 F CFP (fixe), Tehutu, BP 277, 98741 Hiva Oa, *gérants, associés* : David Fabre et Sandra Gilberte Maeva Wullaert, l'abattage, le débardage et le sciage de bois de forêt. L'usinage de bois de forêt débité. La vente en gros, demi-gros ou au détail. La production de kit de maison en bois. La construction de maison en bois clef en main. La fabrication d'instruments de musique. Le lavage, séchage et repassage de textile. La prise en charge et l'accueil de plaisanciers. La création, l'acquisition, la location, l'installation et l'exploitation de tous fonds de commerce ou établissements se rapportant à l'objet ci-dessus. L'acquisition ou la prise en location de tous immeubles construits ou non. L'emprunt auprès de tous établissements bancaires, de crédit et autres de toutes sommes nécessaire à la réalisation de l'objet social. La participation de la société par tous les moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à, pouvant se rattacher à l'objet social. Et, généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, et de nature à en favoriser la réalisation la plus large, *date de début d'exploitation* : 1er octobre 2014 ;

N° 14 286 B, Sodexo Défense Polynésie, société par actions simplifiée : 6 000 000 F CFP (fixe), rue Mgr Tepano Jaussen, immeuble Ateivi, BP 608, 98713 Papeete, *président* : Véronika Roux née Grozdic, *commissaire aux comptes titulaire* : Pricewaterhousecoopers Audit Caledoni (SELARLh), *commissaire aux comptes suppléant* : Anne-Marie Klotz, l'exploitation au forfait ou la gestion, en régie, pour le compte d'autrui ou sous une forme quelconque, de toutes cantines, restaurants, hôtels, selfs-services d'entreprises ou d'administration et, généralement toutes les opérations aériennes, maritimes et terrestres se rapportant à l'exploitation de tous établissements dans lesquels se débitent ou se vendent des objets consommables ou non, qu'ils appartiennent à autrui ou à la société, ainsi que toutes activités de prestations de services sous quelque forme que ce soit. La fourniture de tout ou partie des prestations de services nécessaires au fonctionnement, à l'entretien et à la gestion d'établissements ou d'immeubles à usage de bureaux, de commerce, d'industrie, de loisirs, de santé et de scolarité, ainsi qu'à l'exploitation et à la maintenance de l'ensemble ou partie des équipements qui y sont installés. La réalisation de tous travaux d'installation, de réparation, de rénovation ou de remplacement de tous équipements nécessaires. La fourniture de tous travaux d'étude, de conseil, et d'organisation relatifs à l'exploitation desdits établissements ou immeubles. Le conseil dans le domaine de la gestion des entreprises. Le conseil en gestion immobilière. Le conseil en études de faisabilité. Centre d'accueil clients. Et généralement toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, en France, dans les territoires d'outre-mer ou à l'étranger ou susceptibles d'en faciliter l'application ou le développement, *date de début d'exploitation* : 17 novembre 2014 ;

N° 14 287 B, We Design, société à responsabilité limitée : 1 000 000 F CFP (fixe), PK 5,200, côté montagne, Faa'a, BP 457, 98713 Papeete, *gérant, associé* : Nancy Wane, l'étude, la conception, la création, la réalisation de tous projets à vocation publicitaire et commerciale, et tout ce qui se rapporte aux technologies liées à la communication ainsi qu'au commerce sur les réseaux télématiques et internet, plus généralement, à toutes activités se rapportant directement ou indirectement à la publicité. L'importation,

l'achat et la vente de matériels afférents à ces activités, leur installation. La création, l'acquisition, la location, l'installation et l'exploitation de tous fonds de commerce ou établissements se rapportant à l'objet ci-dessus. L'acquisition, la prise à bail de tous immeubles bâtis ou non bâtis. La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social. Et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini et à tous objets similaires ou connexes, *date de début d'exploitation* : 1er novembre 2014 ;

N° 14 288 B, Cromalin, société à responsabilité limitée : 200 000 F CFP (fixe), avenue du Régent Paraita, BP 90079 Motu Uta, 98715 Papeete, *gérant, associé unique* : Nadine Marie-José Munoz, directement ou indirectement en Polynésie française ou en tout autre lieu : L'acquisition, la conception, réalisation, fabrication, production, édition, distribution, promotion, exploitation, commercialisation sous toutes ses formes, par tous moyens et sur tous supports connus ou inconnus à ce jour de produits visuels, graphiques, dans les domaines signalétique, publicitaire, artistique, d'information, etc. ; La production et le financement en vue de la production de tout ou partie des produits, sur tout support connu ou inconnu à ce jour ; Les opérations de régie publicitaire, sous toute forme, existante ou à créer, sur tous supports ; La réalisation, la production, l'exploitation, l'acquisition, la vente, la distribution, la location, l'importation et l'exportation des oeuvres, supports et produits en général ; Et plus généralement la participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités, *date de début d'exploitation* : 14 novembre 2014 ;

N° 14 125 C, Chong Tsen Chong, société civile : 200 000 F CFP (fixe), PK 9,600, côté montagne, lotissement Miri, Punaauia, BP 5417, 98716 Pirae, *gérant, associé* : David Chong Tsen Chong, l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature. La mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects. L'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social. L'emprunt auprès de tous établissements bancaires, de crédit et autres, de toutes sommes nécessaires à la réalisation de l'objet social. Toutes prises de garanties, cautionnements, avals et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés et de sociétés dans lesquelles ils sont eux-mêmes associés. La vente ou l'attribution aux associés des biens meubles et immeubles devenus inutiles à la société. Et généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptibles d'en faciliter la réalisation, *date de début d'exploitation* : 28 octobre 2014 ;

N° 14 126 C, Will's Land, société civile immobilière : 200 000 F CFP (fixe), terre Motuooru 1 et 2, Anau, 98730 Bora Bora, *gérant, associé* : Bruno Josef Robert Rieser, l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ; La mise en valeur desdits immeubles, terrains et

propriétés par tous moyens directs ou indirects ; L'exécution de tous travaux de viabilité et la réalisation de tous aménagements ; La construction de tous bâtiments à usage d'habitation ; L'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ; Toutes prises de garanties, cautionnement, avals et hypothèque à la sûreté d'engagements des associés et de sociétés dans lesquelles ils sont eux-mêmes associés ; La vente des biens devenus inutiles à la société ; Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 17 novembre 2014.

18 novembre 2014

N° 14 2211 A, Heiva Rodrigue Ah Min, vente de jus de fruits, salade de fruits, autres..., *nom commercial* : Shake, PK 3,500, côté mer, résidence Arahiri, Arue, BP 483, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 20 octobre 2014 ;

N° 14 2212 A, Tamara Sophie Brechet, bureau de secrétariat, PK 3,600, côté montagne, quartier Ata, route de Pamatai, Faa'a, BP 20404, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 24 novembre 2014 ;

N° 14 2213 A, Vaea Vanessa Calatayud, importation de textile, *nom commercial* : Cozy, lotissement Opaerahi n° 18 Mahinarama, Mahina, BP 140011, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 17 novembre 2014 ;

N° 14 2214 A, Rauhei Evelyne Gallet née Deane, négociant, commissionnaire en affaires locales, PK 2,500, côté mer, quartier Deane chez Gallet Tukihiti, Raiatea, BP 1533, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 1er novembre 2014 ;

N° 14 2215 A, Annie Jeannine Legay née Galik, publicité, Création de sites internet, *nom commercial* : Annie Communication, PK 19, côté mer, quartier Para chez Legay Jean-Christophe, Haamene, BP 323, 98734 Tahaa, *date de début d'exploitation* : 13 septembre 2014 ;

N° 14 2216 A, Henriette Teura Haoa, rôtissoire, *nom commercial* : Rôtissoire Chin, quartier Farii, route de Pamatai, BP 8239, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 17 novembre 2014 ;

N° 14 2217 A, Grégory Matareva Hauata, négociant, *nom commercial* : Snack Chez Tonton Greg, PK 6, côté mer, chez Teheiuara Mareto Uturaerae Uturoa, Raiatea, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 11 septembre 2014 ;

N° 14 2218 A, Eri Isbella Vahimarae née Huioutu-Hapaitahaa, restaurant ouvrier, *nom commercial* : Snack Otoamana, Matira, côté mer, chez Vahimarae Titi, BP 350, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er août 2014 ;

N° 14 2219 A, Christophe Maurice Désiré Joulaud, promenade en mer, *nom commercial* : Bora Kontiki Lagon, Matira, côté montagne, quartier Rofau, Nunue, BP 375 Vaitape, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er novembre 2014 ;

N° 14 2220 A, Tuterai Mahai, menuiserie, travaux en tous genres, *nom commercial* : Nicolas Ent. Moorea, PK 22 côté montagne, BP 1932 Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 24 novembre 2014 ;

N° 14 2221 A, Miliane Miri Maruae, travaux de terrassement, travaux du bâtiment, *nom commercial* : Temehau, quartier Hatupa, côté mer, chez Tihopu Henere, Tiva, 98733 Tahaa, *date de début d'exploitation* : 1er novembre 2014 ;

N° 14 2222 A, Maroti Guilloux née Rooarii, vente de services divers, PK 18, côté mer, quartier Tetooroa Fare MTR bord de route chez Guilloux Carlo, Raiatea, 98735 Tumaraa, *date de début d'exploitation* : 29 septembre 2014 ;

N° 14 2223 A, Tehina Gilles Heimata Rota, travaux en tous genres, *nom commercial* : Little Constructions, PK 10,500, côté montagne, quartier Pufau, Raiatea, BP 179, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 1er octobre 2014 ;

N° 14 2224 A, Mélody Claire Seybald, loueur en main-d'œuvre, PK 16,700, côté mer, Ahiha, BP 3526 Temae, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 12 novembre 2014 ;

N° 14 2225 A, Martine Faairi Tevahitua née Taiti, restaurant ouvrier, transport de véhicules, travaux en tous genres, Amanahune, côté mer, chez Ye On Iseraela, BP 823, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er août 2014 ;

N° 14 2226 A, Dolly Teamo, préparation, vente de firifiri et de légumes cuits, PK 16, côté montagne, chez Homai Léon Tevaitua Tumaraa, Raiatea, BP 1604, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 17 septembre 2014 ;

N° 14 2227 A, Vaihere Tehuiotoa, véhicule de restauration, *nom commercial* : Chez Tevahine, PK 23,900, côté mer, quartier Vaimarii chez Alves Christiana Opoa Taputapuata, Raiatea, BP 3214, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 16 octobre 2014 ;

N° 14 2228 A, Thérèse Hina Teraimateata Teiti, vente de services divers, *nom commercial* : Iti Services, PK 6,900, côté mer, chez Puahio Vehiarii Tevaitoa Tumaraa Raiatea, BP 2020, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 11 septembre 2014 ;

N° 14 2229 A, Amona Teriitau, loueur en main-d'œuvre, Tiipoto, côté montagne, chez Doris Teriitau, BP 96, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2014 ;

N° 14 2230 A, Thierry Tetuanui, négociant en alimentation générale et autres, *nom commercial* : Magasin Aa, Faanui, côté mer, chez Tauotaha Annie, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er octobre 2014 ;

N° 14 2231 A, Chantal Wong, loueur en main-d'œuvre, PK 13,119, côté mer, quartier Toromona Maatea, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 20 novembre 2014 ;

N° 14 289 B, Heivai Black Pearl, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP (fixe), face Club Balihai, Paopao, BP 583 Maharepa, 98728 Moorea-Maiao, *gérant, associé* : Heimiri Windy Temiti Haring, commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé. L'achat, l'importation, la distribution, la vente en gros, demi-gros, et au détail, la représentation, le courtage, la commercialisation et la location de tous matériels relatifs à la construction, au bricolage, à la mécanique et d'une manière générale, de tous matériels et matériaux. La création, l'acquisition, la location, l'installation et l'exploitation de tous fonds de commerce ou établissements se rapportant à l'objet ci-dessus. L'acquisition ou la prise en location de tous immeubles construits ou non. La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises commerciales pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social. Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet, *date de début d'exploitation* : 17 novembre 2014 ;

N° 14 290 B, Le Flamboyant, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP (fixe), route des maraîchers, quartier Cowan, immeuble Tiare Pamatai, Pamatai, 98704 Faa'a, *gérant, associé* : Maïte Barbara Sarah Ott née Dupont, l'importation, l'achat et la vente au détail de tous produits alimentaires et non alimentaires habituellement proposés en libre-service (supermarché). L'importation et la commercialisation de vins, bières et toutes autres boissons alcoolisées autorisées à la vente au détail. L'obtention et l'exploitation de toute licence y relative. La création, l'achat, la gestion et l'exploitation de tous fonds de commerce

dépendant de l'actif social. Tous emprunts sous quelque forme que ce soit, nécessaires à la réalisation de l'objet social, toutes garanties, cautionnements et hypothèques. La participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, notamment celles dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances, groupements d'intérêts économique ou sociétés en participation. Et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques, financières, immobilières ou mobilières, industrielles, commerciales se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 18 novembre 2014 ;

N° 14 291 B, Tendance Tahiti Club, société à responsabilité limitée à associé unique : 50 000 F CFP (fixe), rue des Ecoles, Papeete, BP 2882 Punavai, 98717 Punaauia, *gérant, associé unique* : Yann Frédéric Henri Buffat, bar, restauration rapide, discothèque. Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes. La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location-gérance, *date de début d'exploitation* : 15 décembre 2014 ;

N° 14 292 B, Menahem, société à responsabilité limitée à associé unique : 100 000 F CFP (fixe), îlot Vaiorea, Anau, BP 491, 98730 Bora Bora, *gérant, associé unique* : Jacques Charles Menahem, en Polynésie française : La pratique d'une agence immobilière, cabinet d'affaire. Toutes opérations de négociations et de transactions sur immeubles et fonds de commerce. Toutes opérations de courtage et de demandes de financement. La promotion immobilière. La commercialisation immobilière. La gestion immobilière. Et, généralement, toutes opérations de conseil en investissement immobilier. L'exploitation d'une galerie d'art ainsi que l'exposition, l'achat, la vente de tous objets d'art, tableaux, sculptures et d'artisanat. L'encadrement de tableaux et toutes activités s'y rapportant ainsi que la vente de tous produits et matériaux destinés à la réalisation et la confection d'oeuvres d'art. La création, l'acquisition, la location, l'installation, la prise à bail et l'exploitation de tous fonds de commerce ou établissements se rapportant à l'objet ci-dessus. La participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant être rattachées à l'objet social. Et généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, et de nature à en favoriser la réalisation la plus large, *date de début d'exploitation* : 1er novembre 2014.

19 novembre 2014

N° 14 2232 A, Christiane Vanessa Mareva Moetu Cadousteau née Archer, vente de services divers, Fare Haamene, côté montagne, quartier Cadousteau, BP 285 Fare, 98731 Huahine, *date de début d'exploitation* : 8 octobre 2014 ;

N° 14 2233 A, Myriam Tahia Bonno, loueur en main-d'œuvre, Tuamotu Avatoru, BP 347, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 1er octobre 2014 ;

N° 14 2234 A, Carlos José Da Silva Xavier, vente de services divers, *nom commercial* : CSX, Anau quartier Motu Piti, côté mer, chez Bratschi Fabienne, BP 171 Vaitape, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er octobre 2014 ;

N° 14 2235 A, Tumata Gitton, loueur en main-d'œuvre, lotissement Pirae Uta lot n° 49, Pirae, BP 42125, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 19 novembre 2014 ;

N° 14 2236 A, Temarii Matuanui Huoi, loueur en main-d'œuvre, Tuamotu Ohotu, BP 307, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 1er octobre 2014 ;

N° 14 2237 A, Carmen Esméralda Reea Maino, loueur en main d'œuvre, *nom commercial* : Ets Esmeralda, Tuamotu Avatoru, BP 208, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 7 octobre 2014 ;

N° 14 2238 A, Vehia Williams Mao, travaux en tous genres, *nom commercial* : Entreprise Manoa Constructions, vallée de Titioro servitude Drollet, route allée Pierre Loti, Papeete, BP 61514, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 18 novembre 2014 ;

N° 14 2239 A, Abede-Nego Maroanui, travaux en tous genres, *nom commercial* : Entreprise Beto, PK 6,500, lotissement Teroma lot n° 68, Faa'a, BP 43659, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 18 novembre 2014 ;

N° 14 2240 A, Claudine Hinfray née Orseau, vente de services divers, Tiipoto, côté mer, c/o EURL Aquabike Adventure, BP 795, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 12 septembre 2014 ;

N° 14 2241 A, Ami Suzuki, esthétique, Piafau résidence Te Rai Ninamu, BP 60132, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 18 novembre 2014 ;

N° 14 2242 A, Harold Tauvavao Tai, travaux en tous genres, *nom commercial* : Bakeron, PK 10,500, côté montagne, Teporifaate route de Matatia, BP 381159, 98718 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 18 novembre 2014 ;

N° 14 2243 A, Mohaa Bernard Tamarii, travaux en tous genres, *nom commercial* : Moana Tous Travaux, route allée Pierre Loti, quartier Titioro, Papeete, BP 330454, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 18 novembre 2014 ;

N° 14 2244 A, Marie Tutana Hatitio née Tamata, prestations de services divers, PK 36,500, côté montagne, résidence Vaihi lot n° 20, Hitia'a, BP 14541, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 24 novembre 2014 ;

N° 14 2245 A, Pascal Tetuatirirani Tau, négociant en fruits et légumes, Mataura route traversière côté montagne, BP 176, 98754 Tubuai, *date de début d'exploitation* : 17 novembre 2014 ;

N° 14 2246 A, Manarii Daniel Tauatiti, loueur en main-d'œuvre, Tuamotu Avatoru, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 10 octobre 2014 ;

N° 14 2247 A, Guy Oio Teanuimarama Tauatiti, loueur en main-d'œuvre, Tuamotu Avatoru, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 10 octobre 2014 ;

N° 14 2248 A, Matina Fritz Teritua, négociant (articles de pêche et autes), *nom commercial* : Huahine Pêche, Fare, côté mer, chez Bodinier Bernard quartier Hon-Sha, BP 507, 98731 Huahine, *date de début d'exploitation* : 1er novembre 2014 ;

N° 14 2249 A, Edouard Teuira, vente de services divers, Matira Taahana, côté montagne, chez Lenain Teuira Stéphanie, BP 421, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 27 octobre 2014 ;

N° 14 2250 A, Poema Stella Tuhiiti, artisan, négociant, loueur d'emplacement divers, Anau, côté montagne, chez Tiatia Jean-Marie, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 10 septembre 2014 ;

N° 14 2251 A, Norbert Tahiritapu Vanaa, négociant sur le marché, *nom commercial* : Hono Rau, PK 8,300, côté montagne, servitude Auffray, BP 13330, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 17 novembre 2014 ;

N° 14 2252 A, Tetahio Joël Gustave Vincent, loueur en main-d'œuvre, Tuamotu Avatoru, BP 45, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 10 octobre 2014 ;

N° 14 2253 A, Hiro Teiva Garry Vongue, cuisine à emporter, pâtisserie commune, *nom commercial* : Big Gin, lotissement Alizée II Lot n° 37 Mahinarama, Mahina, BP 3747, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 18 novembre 2014 ;

N° 14 2254 A, Patrick Raimanu Wong-Chou, greffier de nacre, quartier Alexandre, route des archives Tipaerui, BP 1602, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 18 novembre 2014 ;

N° 14 293 B, Darmon Constructions, société à responsabilité limitée : 1 000 000 F CFP (fixe), Pamatai Hills lot 66, Faa'a, BP 416, 98713 Papeete, *gérant, associé unique* : Fabrice Paul Darmon, la conception, la réalisation, l'édification et la commercialisation, sous toutes ses formes, de bâtiments à usage d'habitation et autres. L'importation et l'achat de tous matériaux et accessoires nécessaires à la réalisation de l'objet ci-dessus. L'importation, le stockage, la vente en gros et au détail de tous matériaux de construction. La réalisation d'études pour tous travaux de bâtiment, l'aménagement intérieur, la décoration d'immeubles à usage d'habitation ou autres. La participation de la société par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social. L'emprunt auprès de tous établissements bancaires, de crédit et autres de toutes sommes nécessaires à la réalisation de l'objet social. Et, généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets ci-dessus définis ou à tous objets similaires ou connexes ou de toute nature à favoriser le développement de l'objet social, *date de début d'exploitation* : 7 novembre 2014 ;

N° 14 294 B, The Wine House, société à responsabilité limitée à associé unique, 1 000 000 F CFP (fixe), zone industrielle de la Punaruu, Punaauia, BP 973, 98713 Papeete, *gérant* : Mélinda Remy née Wane, l'importation, l'achat, la distribution et la vente en gros et au détail de boissons alcoolisées ou non, jus de fruits et eaux de toute nature. Toutes opérations commerciales relatives à l'importation, l'exportation, l'achat, la vente en gros, demi gros et détail de toutes marchandises, produits et objets de toute nature et de toutes provenances en rapport avec l'œnologie, les vins et spiritueux. La distribution, la représentation et le courtage de toutes marchandises. La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées. L'exploitation, l'achat, la prise en location, la cession de toutes marques de fabrique et de commerce, de tous procédés et brevets, licences et modèles concernant l'activité de la société. L'acquisition, la prise à bail de tous immeubles bâtis ou non bâtis. La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social. Et généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, et de nature à en faciliter la réalisation, *date de début d'exploitation* : 16 octobre 2014 ;

N° 14 127 C, Tipaerui 2014, société civile immobilière : 100 000 F CFP (fixe), lotissement Van Cam lot 707, Pamatai, Faa'a, BP 3082, 98713 Papeete, *gérant, associé* : Jean-Claude

Alain Theveniault, la propriété, l'acquisition, la prise à bail, la mise en valeur, la location de tous immeubles bâtis ou non, de toutes propriétés foncières de toute nature, l'édification de tous bâtiments, la gestion, la location des immeubles sociaux et l'aliénation des immeubles devenus inutiles à la société ; La souscription, la prise de participation de la société dans toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, sociétés en participation ou groupement d'intérêt économique ; Les emprunts, même avec garantie hypothécaire des biens appartenant à la société, et avec ou sans cautionnement même hypothécaire des associés ou des sociétés dans lesquelles ces derniers ont des participations auprès des banques ou de particuliers ; Et plus généralement toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet, dès lors que ces actes ou opérations ne portent pas atteinte à la nature civile de cet objet ; la société peut, notamment, constituer hypothèque ou toute autre sûreté réelle sur les biens sociaux, *date de début d'exploitation* : 19 novembre 2014.

20 novembre 2014

N° 14 2255 A, Raina Atapo, nettoyage et entretien des locaux, Moerai côté mer, BP 201, 98753 Rurutu, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 14 2256 A, Philippe Patrick Arthur Teriitaumatatini Devendeville, bureau de secrétariat, PK 11, côté montagne, BP 11014, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 14 2257 A, Nicolas Teranui Ebb, maintenance industrielle, lotissement Erima 2, logement n° 54, BP 14531, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 15 décembre 2014 ;

N° 14 2258 A, Vaiarii Teihotu Laurent Tehio, commerce de détails d'articles de pêche, matériels de pêche et chasse sous-marine, produits d'entretien des bateaux, pirogues, pièces détachées, rames..., *nom commercial* : Le Grand Bleu, PK 2,900, côté montagne, centre Tumai, Maharepa, BP 6 Paopao, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 14 295 B, About Joaillerie & Design, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP (fixe), résidence Manu Iti 1, Punaauia, BP 44498 Fare Tony, 98713 Papeete, *gérants, associés* : Serge Edmond Henri About et Sophie Laurence Adrai née Bloch, la fabrication et la vente en gros ou au détail de bijoux, de parfums, d'objets d'art ou de design, de produits de luxe en Polynésie française, en France ou à l'étranger. Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques, financières, civiles, commerciales, mobilières, immobilières ou industrielles, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014.

21 novembre 2014

N° 14 2259 A, Julien Raimana Ahupu, peintre en bâtiment, PK 22, côté montagne, Papetoai, BP 1585 Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 20 novembre 2014 ;

N° 14 2260 A, Tamatea Maximin Faaio, location de structures gonflables, *nom commercial* : Happy Events, PK 6,900, côté montagne, Pueu, BP 71139, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 20 novembre 2014 ;

N° 14 2261 A, Teraipiti Cédric Bernard Isabelle, soutien aux entreprises culturelles (montage de dossiers, structuration de projet, mise en œuvre de projet...), *nom*

commercial : Le Pimant, servitude Ceran-Vanizette, route de Sainte-Amélie, BP 41815 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 13 novembre 2014 ;

N° 14 2262 A, Stéphane Patrick Loury, loueur en main-d'œuvre, Tuamotu Ohotu quartier Teriitahi, BP 436 Avatoru, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 1er novembre 2014 ;

N° 14 2263 A, Gérard Claude Prato, commissionnaire, *nom commercial* : Coming, PK 33,200 côté mer, BP 120338, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 1er novembre 2014 ;

N° 14 2264 A, Anne Catherine Henriette Foinkinos née Sousbielle, couture en chambre, *nom commercial* : La Ronde Des Petits, PK 18,500, côté montagne, lotissement Papehuc n° 24, Paea, BP 130063, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 20 novembre 2014.

24 novembre 2014

N° 14 2265 A, Leilani Jane Hinano Tuahu née Brinckfieldt, confection de maillots en crochet, *nom commercial* : Leilani B, Creations Yume-Ya, PK 10,800, côté montagne, Matatia, BP 2514, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 23 mai 2013 ;

N° 14 2266 A, Johanna Mere Dauphin, logeur, *nom commercial* : Chez Johanna, Tuamotu village de Otepa, BP 23, 98767 Hao, *date de début d'exploitation* : 1er novembre 2014 ;

N° 14 2267 A, Jean Corado Drudi, création et vente de bijoux fantaisie, *nom commercial* : Chez Alex, résidence Taina Beach appartement n° 55C, BP 381389, 98718 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 21 novembre 2014 ;

N° 14 2268 A, Jérémie Ieremia Haavahia, électricien, *nom commercial* : Act Eco, PK 29,200, côté montagne, quartier Tiamao, BP 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 24 novembre 2014 ;

N° 14 2269 A, Eliane Tiaahu Raihauti née Heitaa, achat et vente de produits agricoles et de produits transformés, PK 10, côté montagne, lotissement Papahora Tuauru, BP 112116, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 21 novembre 2014 ;

N° 14 2270 A, Mirko Heifara Toomaru, services divers, *nom commercial* : Financial Solution, résidence Paofai quartier Gueho, 98714 Papeete, *date de début d'exploitation* : 3 novembre 2014 ;

N° 14 296 B, Easy Etudiant, société à responsabilité limitée à associé unique : 120 000 F CFP (fixe), PK 22,200, côté montagne, BP 10182, 98711 Paea, *gérant, associé unique* : Marcial Raimana Tuki Pakomio, d'aider les étudiants dans leurs démarches administratives d'installation en France. Ces démarches concernent différents secteurs : Le logement, la banque, l'assurance, et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 14 128 C, SCI Eden Home, société civile immobilière : 100 000 F CFP (fixe), route de la pointe Vénus, quartier Sanford, BP 110323, 98711 Paea, *gérant, associé* : Jaius Guilloux, l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains. L'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature. La mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects. La construction de tous bâtiments à usage commercial, d'habitation et autres. Tous emprunts nécessaires à la réalisation de l'objet social, conférer toutes garanties, cautionnements et hypothèques à la sûreté

d'engagements des associés. La vente ou l'attribution aux associés de biens meubles ou immeubles devenus inutiles à la société. Et généralement, toutes opérations de nature mobilière ou immobilière pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes, *date de début d'exploitation* : 22 octobre 2014 ;

N° 14 129 C, Auahunaa, société civile : 200 000 F CFP (fixe), PK 12,800, côté montagne, Punavai Montagne, 98718 Punaauia, *gérants, associés* : Jean-Marc Georges Louis Rogliano et Laurence Dominique Rogliano née Camera, l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ; La mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ; L'exécution de tous travaux de viabilité et la réalisation de tous aménagements ; La construction de tous bâtiments à usage d'habitation ; L'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ; Toutes prises de garanties, cautionnement, avals et hypothèque à la sûreté d'engagements des associés et de sociétés dans lesquelles ils sont eux-mêmes associés ; La vente des biens devenus inutiles à la société ; Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 24 novembre 2014 ;

N° 14 130 C, Kauai, société civile : 100 000 F CFP (fixe), lotissement Miri, 98718 Punaauia, *gérants, associés* : Jean-Pierre Vincent Blain-Descormiers et Céline Annie Blain-Descormiers née Thomas, l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature. La mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects. L'exécution de tous travaux de viabilité et la réalisation de tous aménagements. La construction et l'aménagement sur tout ou partie de terrain de tous bâtiments à usage d'habitation, professionnel ou commercial. La vente des biens devenus inutiles à la société. La vente en totalité ou par fraction avant ou après achèvement des constructions y édifiées, dans le cadre des opérations ci-dessus. L'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social, leur location par voie de délégation ou autrement. L'emprunt auprès de tous établissements bancaires, de crédit et autres, ou de particuliers, personnes physiques ou morales, de toutes sommes nécessaires à la réalisation de l'objet social et la remise en garantie des biens dépendant de l'actif social et notamment l'affectation hypothécaire ou le nantissement de tous biens immeubles ou meubles appartenant à la société. Toutes prises de garantie, cautionnement, avals et hypothèque à la sûreté d'engagements des associés et des sociétés dans lesquelles ils sont eux-mêmes associés, pour permettre, notamment le financement par avance en compte courant de toute acquisition ou construction entrant dans l'objet social. Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 24 novembre 2014.

25 novembre 2014

N° 14 2271 A, Vaiana Julia Farahei, artisanat, *nom commercial* : Ti-Leane Creations, lotissement de Puurai lot n° 342, BP 62331, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 2 janvier 2015 ;

N° 14 2272 A, Vahineura Natacha Taurua née Helme, fleuriste, import, *nom commercial* : A Fleur D'eau, PK 10,500, lotissement Matavai n° 63, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 6 décembre 2014 ;

N° 14 2273 A, Gabriel Hape Huhina, pâtisserie, *nom commercial* : Entreprise Venatio Atuona, Atuona, 98741 Hiva Oa, *date de début d'exploitation* : 25 novembre 2014 ;

N° 14 2274 A, Dayana Huri, alimentation générale, *nom commercial* : Magasin Tetuanui, Tuamotu Ahe, BP 34, 98770 Makemo, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 14 2275 A, Daniel Gilbert Paul Monconduit, médiateur (services divers), résidence Hokulea, rue Cook, quartier Paofai, BP 1279, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 24 novembre 2014 ;

N° 14 2276 A, Raitae Mataroro Tapare née Nauta, négociation fruits et légumes, quartier Taunoa, Papeete, BP 30, 98761 Arutua, *date de début d'exploitation* : 1er octobre 2014 ;

N° 14 2277 A, Rose Tefau née Sanford, garde-malade, *nom commercial* : Vivre Chez Soi, PK 4,300, côté mer, servitude Temarae, BP 61758, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 12 novembre 2014 ;

N° 14 2278 A, Marie Roseline Hinatitihu Teatui, nettoyage et entretien des locaux, pâtisserie sucrée/salée, *nom commercial* : A. Oata, Hokatu, 98744 Ua Huka, *date de début d'exploitation* : 6 novembre 2014 ;

N° 14 2279 A, Xavier Walesa, fabricant de statues, *nom commercial* : Lucky Statues, PK 17,500, côté montagne, servitude Léontieff, BP 1531 Punaauia centre, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2014.

26 novembre 2014

N° 14 2280 A, Nelson Liao, consultant, *nom commercial* : Tahiti Informatique, avenue du Prince Hinoï quartier Puea, BP 1858, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 14 2281 A, Edwin Taiore, travaux en tous genres, *nom commercial* : Uraiata, PK 23, côté montagne, derrière l'école maternelle Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 25 novembre 2014 ;

N° 14 2282 A, Delphy Eva Vaimiti Trafton, services divers, rue Temarii, BP 50502, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 5 décembre 2014 ;

N° 14 2283 A, Ambroise Ariinui Voirin, jardinage, *nom commercial* : Manua Entretien, PK 34, côté montagne, Varari Haapiti, Moorea, BP 3195, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 25 novembre 2014 ;

N° 14 297 B, SARL Evolution Farm, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP (fixe), Tiipoto, BP 146 Vaitape, 98730 Bora Bora, *gérant, associé unique* : John Stuart Rydge, l'exercice de toutes activités agricoles biologiques. La vente directe des produits de l'activité agricole biologique avant ou après leur transformation. L'exploitation d'une activité touristique autour de l'agriculture biologique. La vente de produits (qu'ils soient produits ou non sur place) et livres liés à l'agriculture biologique exploitation de tout snack, restaurant salon de thé, débit de boisson, toutes activités de traiteurs, de plats cuisinés à consommer sur place ou emporter. Enseignement liés à l'agriculture biologique. La création, l'acquisition, la mise ou la prise en gérance de tout fonds de commerce de cette nature, l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature. La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance. Et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou

indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, *date de début d'exploitation* : 26 novembre 2014 ;

N° 14 131 C, Mouffetard, société civile : 10 000 F CFP (fixe), Les Hauts de Pure Ora, BP 9089 Motu Uta, 98715 Papeete, *gérants, associés* : Georges Wilfred Tinitua Moarii et Christine Moarii née Mao Keo, l'acquisition et l'édification de toutes constructions ; l'acquisition de tous biens immeubles, meubles et objets mobiliers nécessaires à l'exploitation de son activité ; la mise en valeur, l'administration, la gestion, la prise à bail, la location et l'exploitation desdits biens, ainsi que la vente en totalité ou par fractions, avant ou après achèvement, des constructions y édifiées ; l'aliénation de tout ou partie desdits biens par voie d'échange ou de vente, d'apport en société ou cession de droit au bail ; l'importation de tous matériaux et matériels nécessaires à la réalisation desdites constructions ; tous emprunts nécessaires à la réalisation de l'objet social, conférer toutes garanties, cautionnements et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés ; la conclusion de toutes conventions de sous-traitance, contrats, promotion immobilière et de maîtrise d'ouvrage déléguée nécessaire à la réalisation de l'objet social la participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social ; Et plus généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, et à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en favoriser la réalisation et le développement, pourvu qu'elles ne portent pas atteinte au caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 25 novembre 2014.

27 novembre 2014

N° 14 2284 A, Heitu Heimiti Bruna Bonno, prothésiste ongulair, *nom commercial* : Hb Nails Design, résidence Terua, Arue, BP 3401, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 27 novembre 2014 ;

N° 14 2285 A, Dave Heimana Teraivivi Antonio Brown, enquête santé auprès de la population, avenue Georges Clemenceau, magasin Apahere, 98714 Papeete, *date de début d'exploitation* : 26 novembre 2014 ;

N° 14 2286 A, Vahinetua Ghislaine Clark, entretien des locaux, *nom commercial* : Entreprise Tikaranga, Tuamotu motu Keke Tenokupara, aérogare de Ahe, 98770 Makemo, *date de début d'exploitation* : 25 novembre 2014 ;

N° 14 2287 A, Caroline Georgette Yu Tsuen née Hau, importateur de produits divers, fabricant de vêtements confectionnés, *nom commercial* : Pacific Horizon Trading, PK 6,800, côté montagne, route de Heiri, BP 6055, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 26 novembre 2014 ;

N° 14 2288 A, Claude Georges Lefevre, travaux d'installation électriques, Tuamotu Avatoru, BP 320, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 7 octobre 2014 ;

N° 14 2289 A, John William Raiau Taha, massage traditionnel, *nom commercial* : Rai Touch, PK 2,100, côté montagne, cité ouvrière Hamuta, Pirae, BP 47245 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 14 2290 A, Mauatua Fidèle Tavaea, roulotte, *nom commercial* : Roulotte La Rivière, PK 24,100, côté mer, Haapiti, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 14 2291 A, Maurice Michel Tehuihui, prestations d'entretien et nettoyage de l'aérogare de Pukarua, Tuamotu, 98780 Reao, *date de début d'exploitation* : 4 novembre 2014 ;

N° 14 2292 A, Oaoa Tereopa, fabricant de bijoux, *nom commercial* : Oaoa Black Pearl Shop, PK 6, côté montagne, Maharepa, BP 549, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 24 novembre 2014 ;

N° 14 2293 A, Audret Mou, pâtisserie commune et cuisine à emporter, *nom commercial* : Temana, derrière le lotissement Heiri, Faa'a, BP 2200, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 20 août 2012 ;

N° 14 132 C, Agrifarm, société civile agricole : 200 000 F CFP (fixe) Afaahiti, BP 7641 Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *gérants, associés* : Kalani Thierry Teixeira et Willy Chung Sao, l'acquisition, la prise à bail, l'exploitation de tous biens, domaines, fermes et propriétés agricoles, soit directement, soit par voie de fermage ou de métayage. La culture légumière, maraîchère, fruitière, florale, de tous végétaux, en serres ou en plein champ, et l'élevage de tous animaux. L'acquisition, la prise à bail de tous terrains et immeubles, matériels, la construction de tous bâtiments, la mise en place de toutes infrastructures, toutes installations et aménagements, la mise en valeur, le nettoyage de propriétés, nécessaires aux activités de ladite société. L'importation, l'acquisition, le stockage de tous produits, matériel, outillage, et fournitures se rapportant directement ou indirectement à l'objet social. Toutes activités agricoles, du stade de la production au stade de la vente. La transformation, la conservation, le conditionnement et la commercialisation des produits agricoles de l'exploitation. L'installation et l'exploitation d'unités de production d'électricité d'origine photovoltaïque dans le cadre des activités agricoles de la société. La prise de participations sous quelques formes de ce soit dans toutes sociétés. La mise en œuvre de tous moyens directs ou indirects pour réaliser les opérations entrant dans le cadre de l'objet ci-dessus défini et généralement toutes opérations de nature civile pouvant se rattacher à l'objet social. Et généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptibles d'en faciliter la réalisation, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 14 133 C, SCI Pu'u Loa, société civile immobilière : 180 000 F CFP (fixe), vallée de Tipaerui, entrepôt Pua Hea, Faa'a, BP 14237, 98701 Arue, *gérant, associé* : Richard Siu, l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ; La mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ; L'exécution de tous travaux de viabilité et la réalisation de tous aménagements ; La construction de tous bâtiments ; L'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ; Toutes prises de garanties, cautionnement, avals et hypothèque à la sûreté d'engagements des associés et de sociétés dans lesquelles ils sont eux-mêmes associés ; La vente des biens devenus inutiles à la société ; Souscrire tous emprunts de toute nature ; Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 27 novembre 2014.

28 novembre 2014

N° 14 2294 A, Irving Tairaa Amaru, travaux de terrassement, *nom commercial* : Irving Terrassement, PK 7, côté mer, 98721 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 27 novembre 2014 ;

N° 14 2295 A, Gabriel Maitu Barff, travaux de construction, *nom commercial* : BG Construction, PK 5, côté montagne, quartier Barff route de Saint-Hilaire, BP 62435, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 27 novembre 2014 ;

N° 14 2296 A, Julia Chin Kee Sing née Chonger, fabrication et vente de savates, avenue du Régent Paraita, BP 1552, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 2 janvier 2015 ;

N° 14 2297 A, Franck Michel Léonard Giandolini, consultant en environnement, *nom commercial* : Giandolini Consultant Environnement, résidence The Palm's appartement C4 Pamatai, Faa'a, BP 51213, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 28 novembre 2014 ;

N° 14 2298 A, Malia Sosefo Kaikilekofe, peintre en bâtiment, *nom commercial* : Am Peinture, PK 21,200, côté montagne, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 2 décembre 2014 ;

N° 14 2299 A, Tatuahu Rotina Mahiti, nettoyage et entretien des locaux, PK 12,500, côté montagne, Vairao, BP 42006 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 14 2300 A, Sarah Elisabeth Marie Audras née Marcy, consultant, *nom commercial* : Sam Conseil, lotissement Le Lotus n° F 155, Punaauia, BP 578, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 14 2301 A, Raufaki Raumati Ragivaru, chauffeur transports divers, *nom commercial* : Ragivaru, Tuamotu, Apataki, 98762 Arutua, *date de début d'exploitation* : 2 juin 2014 ;

N° 14 2302 A, Tevaihere Heifara Taeatua, vente de services divers, quartier Lucas, côté montagne, Faie, BP 447, 98731 Huahine, *date de début d'exploitation* : 15 octobre 2014 ;

N° 14 2303 A, Teano Patrick Teata Tehariki, animateur, *nom commercial* : T-Sound Tahiti, PK 3,800, côté mer, quartier Tehaamatai, Faa'a, BP 42127, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 27 novembre 2014 ;

N° 14 2304 A, Tevivirau Teiho Charles Tehina, livreur, *nom commercial* : Tevi Services, résidence Vaihiapa appartement n° M503, route de l'Uranie, Papeete, BP 61800, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 13 novembre 2014 ;

N° 14 2305 A, Odyle Nicoletta Putahi Tehiva, services divers, *nom commercial* : D&M Multiservices, PK 4,800, côté montagne, route du plateau des ananas, Toahotu, BP 43325, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 30 octobre 2014 ;

N° 14 2306 A, Aurélie Danièle Nicole Thérèse Breton, peintre en bâtiments, *nom commercial* : Am Peinture, PK 22,500, côté montagne, Paea, BP 2161, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 14 298 B, Bora Bora Paragliding, société à responsabilité limitée : 1 000 000 F CFP (fixe), Faatahi, BP 437 Vaitape, 98730 Bora Bora, *gérants, associés* : Alain Jerry Philippe Guillotin et Pierre Tinau Florentin, le secteur d'activité de formation de disciplines sportives et d'activités de loisirs, notamment la prestation d'offre de baptême de l'air en parapente sur tout le territoire de la Polynésie française. Le transport des personnes vers les sites où l'activité est exercée, l'achat, l'importation, la vente des articles, de tous supports liés directement ou indirectement à l'activité, de tous supports permettant de promouvoir l'activité qui se rapporte à l'objet. La participation directe ou indirecte à toutes entreprises ou sociétés françaises et étrangères, créées ou à créer, dont l'objet social serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social ou se rattacherait à cet objet ou à des objets similaires ou connexes de nature à favoriser, directement ou indirectement le but poursuivi par la société, son extension ou son développement. En général, toutes opérations commerciales, financières et mobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous sujets similaires ou connexes, *date de début d'exploitation* : 12 novembre 2014 ;

N° 14 134 C, Horizons Lointains, société civile immobilière : 100 000 F CFP (fixe), résidence Te Ava Nui lot 7, Pamatai, Faa'a, BP 40113, 98713 Papeete, *gérants,*

associés : Michel Bonnieu et Olivia Vaiana Yule, l'acquisition, la prise à bail, la mise en valeur, la location et la gestion de tous immeubles, ainsi que la prise de participation dans toutes sociétés ayant un caractère civil ; toute division et appropriation desdits immeubles ainsi que l'édification de toutes constructions à usage d'habitation, commercial, professionnel ou industriel sur ces immeubles ; les emprunts bancaires destinés à la réalisation de l'objet, éventuellement et exceptionnellement l'aliénation de ceux de ces immeubles devenus inutiles à la société au moyen de ventes, échanges ou apports en société ; et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 27 novembre 2014.

MODIFICATIONS

5 août 2014

N° 04 288 B, Tts Pro Transervices, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale du 15 juin 2014, Mme Tumatea Paquier épouse Salmon est nommée cogérante en remplacement de M. Naea Bennett, démissionnaire. Les gérants sont M. Temanea Paquier et Mme Tumatea Paquier épouse Salmon.

5 septembre 2014

N° 02 1662 A, Conrad Teuira Ebb, suppression de l'activité de travaux en tous genres et adjonction de l'activité de travaux de terrassement à compter du 4 septembre 2014.

9 septembre 2014

N° 14 478 A, Diane Josette Simone Jullich, adjonction d'une enseigne commerciale Ohana Lodge à compter du 1er janvier 2014 ;

N° 06 1150 A, Michel Liaut, suppression de l'activité de bureau de publicité et adjonction de l'activité de loueur d'emplacement à compter du 25 août 2014 ;

N° 09 98 A, Julio Mou Tham, adjonction de l'activité de travaux en tous genres à l'enseigne Entreprise Julio à compter du 1er septembre 2014. Conserve ses autres activités ;

N° 00 1382 A, Loïc Tehani Tumaki Papa, suppression des activités de funéraire, négociant et pulvérisation à compter du 20 août 2014 et suppression des établissements et enseignes liés. Adjonction de l'activité de loueur en main-d'œuvre à compter du 20 août 2014 à l'enseigne Entreprise Tumaki.

10 septembre 2014

N° 75 56 A, Bernard Patrick Galina, adjonction de l'activité de Télésurveillance (surveillance par les moyens électroniques, gardiennage, vente et fabrication de matériels électroniques et sécurité, interventions et maintenances) ;

N° 11 706 A, Paul Tetu Pere ;

N° 07 442 A, Svein Gunnar Borgen Tjønndal, changement de l'enseigne commerciale au nom de Tahiti Enterprise Management, sigle Tem, au lieu de Dauphin Systems à compter du 1er janvier 2013.

11 septembre 2014

N° 12 1991 A, Reia Lahaina Tepou née Chin Hen Wai, changement de l'adresse de l'activité roulotte passe à Tevaitoa, place Temaruao depuis le 18 septembre 2013. Changement de l'adresse du domicile passe à Vaiaau PK 32,800, côté montagne, chez Tehuiotoa Laiza, Raiatea ;

N° 12 691 A, Linda Maria Philipp née Cowan, suppression de l'enseigne Linda Tahiti Transport et rajout de l'enseigne Tahiti Mahana Tours à compter du 10 septembre 2014 ;

N° 12 260 A, Tekeani Lenaïque Fateata Kairani Gendron, adjonction des activités de négociant et importateur à compter du 10 septembre 2014 ;

N° 14 1116 A, Hautia Myriama Turia Prokop, transfert du siège de l'entreprise de Mahina à Arue PK 4,700, côté mer. Adjonction de l'activité de roulotte à compter du 10 septembre 2014 ;

N° 02 2055 A, Hugh Raiono Laughlin, suppression des activités de construction et réparation de bateau et mécanique générale à l'enseigne All Boat Marine à compter du 31 août 2014. Conserve ses activités de travaux du bâtiment et de terrassement à l'enseigne Vaimana Constructions.

12 septembre 2014

N° 14 323 A, Cyril Camus, adjonction de l'activité de nettoyage et entretien des locaux à compter du 11 septembre 2014 ;

N° 14 720 A, Albin Georges Amélien Labille, adjonction de l'activité débitant de boisson hygiénique à emporter à compter du 11 septembre 2014 ;

N° 14 829 A, Rena Dite Léonce Clark, aux termes d'un acte en date du 25 août 2014, Mme Sarah Tara Lighthart-Temehameha a décidé de vendre un fonds de commerce d'institut de bien-être Les Sens'ciel Bien-Etre à Mlle Réna dite Léonce Clak.

16 septembre 2014

N° 14 1287 A, Steeve Moeterauri Henri Sarciaux, suppression des activités de blanchisserie, nettoyage de locaux et promenade en mer à l'enseigne Croisade à compter du 15 septembre 2014. Adjonction de l'activité animateur de radio à l'enseigne Tahiti Web Radio à compter du 15 septembre 2014. Maintien de l'activité de lavage auto à l'enseigne Lavage Multi Services ;

N° 13 707 A, Mahilani Antoinette Teuira, adjonction de l'activité de prestataire de services touristiques, autres activités récréatives et de loisirs à l'enseigne Mahi D.S à compter du 15 septembre 2014. Maintien de l'activité de services divers à l'enseigne Mahi D.S ;

N° 02 333 A, Sébastien Lagikula, adjonction de l'enseigne Lgk Travaux à l'activité de travaux en tous genres à compter du 15 septembre 2014 ;

N° 03 91 A, Joachim André Petit dit Dariel, suppression de l'activité artisan-bijoutier à l'enseigne Pearls Of Havaiki depuis le 30 juin 2013. Adjonction de l'activité de location de véhicules à l'enseigne Fakalocation à compter du 12 septembre 2014.

17 septembre 2014

N° 12 2303 A, Jean-François Moana Kircher, adjonction de l'activité loueur en main-d'œuvre à l'enseigne JFK Plongée Pro à compter du 8 septembre 2014. Maintien de l'activité de Travaux sous-marin à l'enseigne JFK Plongée Pro ;

N° 14 480 A, Richard Hitirere Richmond, suppression de l'activité de services divers et adjonction de l'activité de travaux en tous genres (maintenance préventive...) à compter du 12 septembre 2014 ;

N° 14 676 A, Vaihere Laora Tuuhia, adjonction de l'activité d'importateur et suppression de l'activité de travaux en tous genres et du nom commercial Vai's Travaux. Adjonction du nom commercial Vaianua's Import.

18 septembre 2014

N° 06 308 A, Steve Marama Kuo, changement de l'adresse du siège et du domicile de Pirae passe à Papeete, suppression de l'activité de masseur traditionnel à compter du 17 septembre 2014. Adjonction de l'activité de photographe ambulant à l'enseigne Tahitiscap Photography à compter du 17 septembre 2014 ;

N° 14 634 A, Lahaina Nastassia Ura-Manu Roscol, adjonction de l'activité de loueur en main-d'œuvre et du nom commercial Cl Pearls à compter du 17 septembre 2014.

19 septembre 2014

N° 11 1299 A, Teeeva Leilani Yolane Raimbault née Estall, ouverture de l'établissement secondaire situé Faa'a sous le nom commercial Pacific Plaza à compter du 8 novembre 2014 ;

N° 14 1416 A, Ramiro Fernando Jimenez Calderon, suppression du nom commercial JCM Construction et adjonction du nom commercial STEP Construction à compter du 18 septembre 2014 ;

N° 11 1975 A, Landry Joan Sin A Youn, adjonction de l'activité de fabrication d'équipement hydraulique et pneumatique à compter du 18 septembre 2014 ;

N° 14 374 A, Géraldine Monneray née Suky, adjonction de l'activité de fabricant de bijoux sous l'enseigne Mataiva Perles à compter du 15 septembre 2014. Maintien de son activité de loueur en main-d'œuvre ;

N° 90 208 A, Billy Tanehoarai (fils) Ruta, suppression de l'activité de transport maritime au nom commercial Moorea Nautic Tours à compter du 1er octobre 2014.

22 septembre 2014

N° 13 134 A, Pia Maria Francesca Avvenenti, transfert de siège de l'entreprise, du domicile personnel et de son activité de consultant de Papeete quartier Sarciaux à Tipaerui, BP 60073, 98702 Faa'a passe à Papara PK 30, côté mer, immeuble Atitautu 1 appartement n° 1, BP 120267 98712 Papara à compter du 19 septembre 2014 ;

N° 13 1472 A, Pierre Jacques Genre, adjonction de l'activité de mécanicien automobile à compter du 19 septembre 2014 ;

N° 10 43 A, Marguaret Répéta Tapeta née Holman, fermeture de l'établissement sis à Faa'a, Vaitupa Motu Ovinii à compter du 17 août 2014 ;

N° 14 564 A, Béatrice Tehoiri, suppression de l'activité loueur en main-d'œuvre et adjonction de l'activité de roulotte à l'enseigne Chez Huna à compter du 1er septembre 2014.

23 septembre 2014

N° 10 2077 A, Vaihere Vanessa Mou-Fa, suppression du nom commercial Vaness Coiffure et Esthétique. Adjonction du nom commercial Vaness Bar Nail & Coiff de l'établissement secondaire sis à Taravao Afaahiti à compter du 22 septembre 2014 ;

N° 05 1461 A, Loretta Agnie, adjonction de l'activité de loueur à compter du 22 septembre 2014 ;

N° 00 1683 A, Ephraéma Tufariua, adjonction de l'activité de marchand forain à compter du 23 septembre 2014 ;

N° 14 149 B, Toa Distribution, société à responsabilité limitée, il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 4 août 2014 que le siège de la société a été transféré de Pirae, lotissement Zimmer à Faa'a, Auae, PK 3, côté mer ;

N° 08 2 B, Top Boat Services, société à responsabilité limitée, il résulte des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 22 juillet 2014 que Mme Catherine Robbretch et M. Guilhem Brousson ont été nommés gérants de la société en remplacement de M. Youen Delestre et Mme Chloé Feraud, démissionnaires ;

N° 08 231 B, Snc Jkl, société en nom collectif, pour régularisation : mise en sous-location totale du local avec promesse de cession de droit au bail de celui-ci le 18 septembre 2013.

24 septembre 2014

N° 02 1845 A, Richard On Léon Chan, adjonction de l'activité de vente de services divers à compter du 23 septembre 2014 ;

N° 12 28 B, Société Polynésienne de Financement de l'hôtellerie, société par actions simplifiée à associé unique, par courrier en date du 25 mars 2014, la SA EDT, associée unique de la SAS SPFH, a nommé M. Eric Courbier représentant permanent de la SA EDT ;

N° 14 1475 A, Farerau Berthe Barff, transfert du siège de l'entreprise à Faa'a, résidence Te Ava Nui appartement n° C12. Fermeture de l'établissement situé à Faa'a Vaitupa. Suppression des activités de stand de billard, fléchettes, anneaux, parcs à scooters. Adjonction de l'activité de vente de service divers à compter du 23 septembre 2014 ;

N° 08 1400 A, Fabien Crepin, adjonction de 3 noms commerciaux : 1- Wazaweb, 2- Monjob, 3- Mon Entreprise ;

N° 13 1434 A, Wilson Teva Hunter, adjonction de l'activité de travaux en hauteur à compter du 23 septembre 2014 ;

N° 13 1602 A, Danièle Marie-Thérèse Brillouet née Negroni, suppression de l'activité photographe ambulant, de l'enseigne Digital Shot 2 et adjonction de l'activité de production de films dans l'événementiel à compter du 23 septembre 2014 ;

N° 10 971 A, Steve Pito, adjonction de l'enseigne commerciale photographie à compter du 20 septembre 2014 ;

N° 14 1119 A, Tehim Matatini Rodolphe Tutairi, adjonction de l'activité d'importateur à compter du 1er septembre 2014 à l'enseigne ERD Polynésie à compter du 1er septembre 2014 ;

N° 11 232 B, Société Polynésienne de Développement Durable, société par actions simplifiée à associé unique, l'associée unique, la SA SNH, a décidé la poursuite de l'activité de la société par décision en date du 27 juin 2014 ;

N° 07 144 B, Video Loc, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte reçu par Me Clemencet, notaire associé à Papeete, le 27 juin 2014, la SCI Video Investissement a cédé la totalité des parts lui appartenant dans la SARL Redasofr, à Mme Prisca Moutet épouse Chang. A la suite, il a été procédé à la nomination de Mme Prisca Moutet épouse Chang en qualité de gérante, pour une durée illimitée en remplacement de Mme Fetiaura Malfatti, démissionnaire et à la modification de la dénomination en Video Loc ;

N° 80 40 B, Marama Nui, société anonyme, par assemblée générale ordinaire annuelle du 21 juin 2014, M. Etienne Jacolin a été nommé en qualité d'administrateur. Par courrier du 18 mars 2014, M. François Dupont a été nommé en qualité de représentant permanent d'Electricité de Tahiti en remplacement de M. Dominique Bayen. Par courrier du 19 juin 2014, M. Franck Demaille a été nommé en qualité de représentant permanent de GDF Suez Energie en remplacement de M. Etienne Jacolin. Par arrêté du 14 avril 2014, M. Patrice Perrin a été nommé en qualité de représentant permanent de la Polynésie Française en remplacement de M. Bruno Marty ;

N° 53 3 B, Electricité de Tahiti, société anonyme, aux termes de l'assemblée générale mixte du 20 juin 2014, les articles 3 (dénomination) et 14 (conseil d'administration) des statuts ont été modifiés. En outre, l'assemblée générale a ratifié les nominations de MM. Etienne Jacolin et Eric Courbier en qualité d'administrateur en remplacement de MM. Philippe Ruef et Dominique Bayen, démissionnaires au conseil d'administration du 27 mars 2014. Aux termes du conseil d'administration du 27 mars 2014, M. Franck Demaille a été nommé en qualité de représentant permanent de GDF Suez Energie Services en remplacement de M. Etienne Jacolin. Par arrêté n° 607 CM du 14 avril 2014, M. Patrice Perrin a été nommé en qualité de représentant permanent de la Polynésie Française en remplacement de M. Bruno Marty ;

N° 07 291 C, Video Futur Investissement, société civile de participation, aux termes d'un acte reçu par Me Clemencet, notaire associé à Papeete, le 27 juin 2014, la SCI Vidéo Investissement a cédé la totalité des parts lui appartenant dans la SARL Redasofr, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de papeete sous le N° 07 144 B, à Mme Prisca Moutet épouse Chang.

25 septembre 2014

N° 93 164 A, Nanua Claude Tamaehu, abandon de l'ancienne activité Jardinier pour poursuivre sur l'activité de négociant. L'enseigne de la boutique est Boutique Pomela. Maintien de l'activité de location de véhicules à l'enseigne Arenahio Location ;

N° 14 787 A, Christine Muriel Catherine Le Grand née Vandendriessche, suppression de l'activité de fabrication et vente de bijoux et adjonction de l'activité de fabrication et vente de bijoux à compter du 24 septembre 2014 ;

N° 11 284 B, Matarai, société à responsabilité limitée, *liquidateur* : Cindy Heinui Otcenasek, aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 15 septembre 2014, la collectivité des associés a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 15 septembre 2014 et sa mise en liquidation amiable. Elle a nommé Mlle Cindy Otcenasek en qualité de liquidateur. Le siège de la liquidation est fixé à Teahupoo, PK 16,600, BP 15277, 98726 Mataiea ;

N° 12 83 B, Pacific Press, société à responsabilité limitée, il résulte du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 2013, que la société a été transformée en société à responsabilité limitée à compter du même jour. Il n'est apporté aucune modification à la dénomination sociale, au siège, à l'objet et à la durée de la société. Le gérant de la société est M. Albert Moux ;

N° 94 34 C, SCP des Centres Commerciaux, société civile de participations, l'assemblée générale extraordinaire du 4 septembre 2014 a pris la décision de réduire le capital social de 10 000 000 F CFP à 100 000 F CFP par réduction de la valeur nominale des parts de 10 000 F CFP à 100 F CFP. Il a également été décidé de transférer le siège social de la société à Wallis, rue du Tuafenua, Mata Utu ;

N° 10 200 C, Vai Hinano, société civile immobilière, aux termes du procès-verbal des décisions de l'associée unique du 20 novembre 2013, M. Laurent Bouveresse a été nommé gérant de la SCI Vai Hinano en remplacement de M. Gérard Maulave, démissionnaire ;

N° 01 91 C, Société civile de Participations et d'Investissements du Pacifique, société civile de participation, l'assemblée générale extraordinaire du 4 septembre 2014 a pris la décision de réduire le capital social de 1 400 000 000 F CFP à 1 400 000 F CFP par réduction du nombre de parts de 1 400 000 à 140 000 et d'autre part, de la diminution de la valeur nominale des parts qui passe de 1 000 F CFP à 10 F CFP. Il a également été décidé de transférer le siège social de la société à Wallis, rue du Tuafenua, Mata Utu.

26 septembre 2014

N° 14 1664 A, Jacob Tekela Timi Huaatua, suppression du nom commercial Momoni et adjonction du nom commercial Imoni à compter du 25 septembre 2014 ;

N° 93 811 A, Christian Jacques Pagnier, changement de l'enseigne commerciale à l'activité snack à compter du 25 septembre 2014. *Ancienne mention* : Roulotte Charly. *Nouvelle mention* : Chez Obélix. Maintien de l'activité d'artisan.

29 septembre 2014

N° 95 317 A, Yannick Bernard Jacques Collet, adjonction d'un nom commercial Moorea Construction & Rénovation à compter du 26 septembre 2014 ;

N° 76 13 A, Georges Ly Kou Sing, suppression des activités de promenade en mer, couture et terrassement et de l'enseigne Atelier Mamao. Adjonction de l'activité importateur à l'enseigne ETS Georges. Maintien de l'activité de négociant et réparateur de cycles à l'enseigne ETS Georges à compter du 26 septembre 2014 ;

N° 07 98 B, Water Blaster, société à responsabilité limitée, aux termes d'une assemblée générale ordinaire en date du 8 août 2014, il a été pris acte de la démission de M. Gaspard Ravel de ses fonctions de gérant à compter du 21 juillet 2014 ;

N° 07 190 B, Société Commerciale de Auae, société à responsabilité limitée, il résulte des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 3 septembre 2014 que l'objet social a été étendu aux activités de boulangerie et tout ce qui s'y rapporte. L'article 2 des statuts a été modifié en conséquence ;

N° 07 62 B, L'eau à la Bouche Tahiti, société à responsabilité limitée, suite à l'assemblée générale extraordinaire du 25 août 2014, l'associé unique a décidé de modifier l'exercice social qui commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre de la même année et d'augmenter le capital social d'une somme de 900 000 F CFP pour le porter à la somme de 1 000 000 F CFP ;

N° 06 254 B, E Ma'a Tera, société à responsabilité limitée, aux termes d'un procès verbal de l'associée unique en date du 28 octobre 2013, M. Laurent Lefranc est nommé cogérant de la société à compter de ce jour et prolonge le mandat de M. Etienne Fenninger en tant que directeur administratif et financier jusqu'au 30 juin 2014. Aux termes d'un procès verbal de l'associée unique en date du 13 décembre 2013, Mme Michèle Pousset démissionne de ses fonctions de cogérante de la société, qui sera dorénavant administrée par MM. Laurent Lefranc et Etienne Fenninger jusqu'au 30 juin 2014. Aux termes d'une décision de l'associée unique en date du 27 janvier 2014, le mandat de gérant de M. Laurent Lefranc prend fin à la date du 14 février 2014. Aux termes d'une décision de l'associée unique en date du 17 février 2014, M. Joël Riffart est nommé cogérant de la société à compter du 17 février 2014 jusqu'au 30 juin 2014. Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 28 avril 2014, Mlle Odette Roche cède 5 de ses parts sociales, numérotées de 1 à 5, à M. Joël Riffart. Aux termes d'une décision des associées en date du 8 juin 2014, il a été décidé la démission de M. Joël Riffart de son poste de gérant de la société à compter du 31 mars 2014, la démission de M. Etienne Fenninger de son poste de gérant de la société à compter du 30 juin 2014 et la nomination du nouveau gérant M. Laurent Lefranc à compter du 8 juin 2014 jusqu'au 31 décembre 2014. Aux termes d'un procès verbal d'assemblée générale extraordinaire en date du 5 septembre 2014, il a été décidé de modifier le deuxième paragraphe de l'article 2 des statuts relatif à l'objet social par : L'importation, l'exportation, la fabrication, l'achat, la vente de tous matériels, machines, équipements et produits liés directement ou indirectement à son activité et la représentation de tous établissements ;

N° 14 89 C, Ono, société civile immobilière, suite à l'assemblée générale du 28 juillet 2014, M. Julien Morin-Nuel a été nommé cogérant de la société à compter de ce jour.

30 septembre 2014

N° 02 1144 A, Steeven Manava Yieng Kow, adjonction de l'activité de marchand d'agrégats à compter du 29 septembre 2014 ;

N° 79 40 A, Dominique Li Oi Petras, aux termes d'un acte reçu par Me Julien Chan, Notaire associé à Punaauia, le 11 septembre 2014. Mme Dominique Petras a acquis de la société Pearla Secret & Luxuy Jewels, SN au capital de

1 000 000 F CFP, dont le siège social est à Vaitape Bora Bora, immatriculée au RCS de Papeete sous le n° 08 119-B, le droit au bail commercial sous seing privé du 1er décembre 2006, d'un terrain sis à Nunue Bora Bora, consistant en une concession maritime au droit du lot de ville n° 92 d'une superficie de 364 mètres carrés. Ce terrain est détaché d'une parcelle cadastrée section AP n° 36 d'une superficie de 639 mètres carrés. Et les constructions y édifiées consistant en un bâtiment élevé d'un étage. 2- Aux termes d'un acte dudit Me Julien Chan, du 11 septembre 2014, Mr., BP 22 Vaitape, a donné à bail commercial à Mme Dominique Petras, le terrain et les constructions ci-dessus désignés à Nunue Bora Bora, en renouvellement du bail du 1er décembre 2006 cédé le 11 septembre 2014, suivant acte susvisé. Ce nouveau bail a une durée de 9 années à compter rétroactivement du 1er septembre 2014. Mme Dominique Petras exercera dans les lieux loués l'activité de négoce de toutes marchandises à l'enseigne Bora Bora Original.

30 septembre 2014

N° 59 1 B, Banque Socredo, société anonyme d'économie mixte, la banque socredo (agence de Rangiroa) a changé d'adresse au 17 février 2014. Les locaux ont été transférés sur le parking de l'aéroport, commune de Avatoru. L'automate de distributeur de billets de banque est également transféré et un automate en plus est installé ;

N° 08 119 B, Pearla Secret And Luxury Jewels, société en nom collectif, aux termes d'un acte reçu par Me Chan, notaire associé à Punaauia, en date du 11 septembre 2014, la SNC Pearla Secret & Luxury Jewels a cédé à Mme Dominique Petras, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 79 40 A, le droit au bail commercial sous seing privé en date à Bora Bora du 1er décembre 2006, d'un terrain sis à Nunue (Bora Bora), consistant en une concession maritime au droit du lot de ville n° 92 d'une superficie de 364 mètres carrés. Ce terrain est détaché d'une parcelle cadastrée section AP n° 36 d'une superficie de 639 mètres carrés et les constructions y édifiées consistant en un bâtiment élevé d'un étage et comprenant : Au rez-de-chaussée : un local à usage commercial d'une superficie d'environ 135 mètres carrés, et à l'étage : un local d'une superficie d'environ 90 mètres carrés à usage d'habitation et de réserve. L'entrée en jouissance a été fixée rétroactivement au 1er septembre 2014 ;

N° 11 64 B, Taharuu, société à responsabilité limitée à associé unique, par décision du 23 juin 2014, l'associée unique a nommé pour une période de six exercices, soit jusqu'à la décision devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, en qualité de commissaire aux comptes titulaire la SARL KPMG et en qualité de commissaire aux comptes suppléant M. Simon Chaize ;

N° 97 107 B, SP Assurance, société à responsabilité limitée, suite à l'assemblée générale extraordinaire du 22 octobre 2013, les associés ont décidé de transférer le siège social de la société à Papeete, 43, rue de l'école des frères de Ploermel.

1er octobre 2014

N° 04 78 B, Société de Construction de Logements Intermédiaires Amoe, société à responsabilité limitée, aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 19 juin 2014, statuant en application de l'article L. 223-42 du code de commerce, il a été décidé qu'il n'y avait pas lieu de dissoudre la société ;

N° 13 81 C, SCI Fare Rata, société civile, par arrêté n° 999 CM du 2 juillet 2014, M. Marc Chapman a été nommé en qualité de directeur général par intérim de l'Office des postes et télécommunication. En conséquence, M. Marc Chapman est le représentant du gérant de la société civile Fare Rata ;

N° 06 180 C, Poe' Rava' Tini' Mas, société civile

immobilière, aux termes d'un acte reçu par Me Lollichon, notaire associé à Punaauia, le 5 septembre 2014, M. Moetini Moutame a cédé à M. Thomas Moutame, les 5 parts numérotées 31 à 35, et Mme Poema Godfrey son épouse, les 5 parts numérotées 36 à 40, lui appartenant dans la SCI Poe'rava'tini'mas moyennant un prix payé comptant et quittancé dans l'acte avec entrée en jouissance le jour de la signature de l'acte ;

N° 06 188 C, Moana Iti, société civile immobilière, aux termes d'un acte sous seing privé en date à Punaauia du 13 juillet 2012, Mlle Loaina Tefaatau a été nommée, pour une durée non limitée, gérante de la société, en remplacement de la société la Financière d'Investissement outre-mer, démissionnaire. L'article 17 des statuts a été modifié en conséquence.

2 octobre 2014

N° 10 1171 A, Teva Adolphe Huioutu-Haapaitahaa, adjonction de l'activité de roulotte sous le nom Red Moon. Conserve son autre activité et nom commercial à compter du 1er octobre 2014 ;

N° 10 950 A, Jérôme Thierry Guillaume Loisel, adjonction de l'activité d'organisateur d'événements sportifs et autres. Maintien des activités d'import et de négociant. Adjonction des noms commerciaux 4 Events, 4 Events Pacific, 4 Events Tahiti à compter du 1er octobre 2014 ;

N° 13 26 B, EURL Raimana Teahupoo, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes des décisions du 23 septembre 2014, l'associé unique déclare que la société est dissoute par anticipation à compter de jour, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil ;

N° 09 213 B, Coton Blanc, société à responsabilité limitée, suite à l'assemblée générale extraordinaire du 22 septembre 2014, il a été décidé le changement de la dénomination sociale, la modification de l'objet social et le transfert du siège social ;

N° 09 324 B, Formations Techniques Polynésiennes, société à responsabilité limitée, aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 15 septembre 2014, les associés ont approuvé la démission de Mme Brigitte Barthelemy de la gérance et nommé M. Stéphane Solia en qualité de nouveau gérant. Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 17 juin 2014, il a été décidé de mettre un terme à l'activité de gestion immobilière.

3 octobre 2014

N° 07 59 A, Marc Alexandre Georges Blard, changement d'adresse du siège passe de Punaauia à Papeete Titiro. Prise d'effet le 8 septembre 2014 ;

N° 13 1585 A, Xavier Lucie Patrice Teuira Ceran-Jerusalem, suppression du nom commercial Miri Fast Food. Adjonction du nom commercial Aito Fast Food à compter du 2 octobre 2014 ;

N° 14 1755 A, Denis Michel Garegnani, transfert du siège de l'entreprise à Papeete résidence Le Maori, côté montagne, au rez-de-chaussée à compter du 1er octobre 2014. Modification du nom commercial au lieu de Manakel lire Manakelmassages ;

N° 09 357 B, Agriland, société à responsabilité limitée à associé unique, par décision du 30 août 2014, l'associé unique a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société ;

N° 12 274 B, Electricité & Réseaux de Tahiti, société à responsabilité limitée à associé unique, par décision du 30 août 2014, l'associé unique a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société ;

N° 11 30 B, Then, société à responsabilité limitée, lors de l'assemblée générale extraordinaire du 29 septembre 2014, il a été agréé la cession des parts de Mme Elise Cuneo numérotées de 1 à 100, de M. Taema Cuneo numérotées de 101 à 200, de M. Henoa Cuneo numérotées de 201 à 300 et de Mme Nathalie Brunel-Cuneo numérotées de 301 à 400 au profit de M. Yves Bessodes, qui devient associé unique. En outre, Mme Elise Cuneo démissionne de ses fonctions de gérante au profit de M. Yves Bessodes ;

N° 07 258 B, Infratech, société à responsabilité limitée, suite à l'assemblée générale des associés en date du 13 août 2014, la durée des fonctions du gérant est à durée indéterminée.

6 octobre 2014

N° 14 570, Lisette Smidt, adjonction de l'enseigne Corvette Service à l'activité loueur en main-d'œuvre à compter du 3 octobre 2014 ;

N° 05 239 C, SCI Juchanga 2, société civile immobilière, aux termes d'un acte dressé par Me Clemencet, notaire associé à Papeete, le 19 août 2014, M. Jules Changues a cédé 70 parts numérotées 11 à 80, Mlle Clarisse Changues a cédé 5 parts numérotées 86 à 90, M. Moana Changues a cédé 5 parts numérotées 91 à 95 et M. Benjamin Changues a cédé 5 parts numérotées 96 à 100, à Mme Siou Yune Mou épouse de M. Jules Changues. Mlle Clarisse Changues et MM. Moana et Benjamin Changues ont démissionné de leur fonction de gérant. Les nouveaux gérants sont M. Jules Changues et Mme Siou Yune Mou.

7 octobre 2014

N° 14 1684 A, Patricia Germaine Martin, adjonction des activités de négociant et maintenance informatique à l'enseigne Recycle 2 Tahiti à compter du 6 octobre 2014. Maintien de l'activité d'importation à l'enseigne Tahiti Tech ;

N° 06 127 B, Lagon Aventure, société à responsabilité limitée à associé unique, adjonction de l'activité de bateau-école à compter de ce jour ;

N° 14 127 B, SARL Magasin Notehei, société à responsabilité limitée, adjonction de l'activité de licence de 1re classe transférée le 25 septembre 2014 de M. Maurice Dauphin à la société suite à l'autorisation n° 31 MRE ;

N° 14 114 B, Pacific Coretex, société à responsabilité limitée à associé unique, suivant procès-verbal en date du 15 septembre 2014, enregistré à Papeete le 25 septembre 2014, Folio 172, bordereau 5400/21, les associés ont décidé de modifier la dénomination sociale : *Ancienne mention* : Sparkgreen ; *Nouvelle mention* : Pacific Coretex. L'article 3 des statuts est modifié en conséquence ;

N° 10 96 B, For Intérieur, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes d'une décision en date du 15 septembre 2014, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de ladite société conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil et de l'article 8 alinéa 2 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978.

8 octobre 2014

N° 13 1885 A, Patricia Tatiana Faaio, adjonction de l'activité de négociant de véhicules légers d'occasion à l'enseigne Keahivai Services à compter du 7 octobre 2014. Maintien de l'activité de taxi à l'enseigne Manava Transport Tahiti ;

N° 03 1480 A, Robert Mario De Rizzo, adjonction du nom commercial R2R Tahiti à compter du 7 octobre 2014 ;

N° 98 36 B, Société d'Exploitation du Centre Commercial d'Outumaoro, société par actions simplifiée, enseigne supplémentaire : Jumbo Hard Discount à compter du 7 octobre 2014 ;

N° 90 2 B, Palacz, société par actions simplifiée, aux termes des décisions du président du 31 août 2014, le siège social a été transféré à Papeete, zone industrielle de Tipaerui, immeuble Panerai ;

N° 11 30 B, Then, société à responsabilité limitée, suite au procès-verbal de l'associé unique en date du 3 octobre 2014, il a été décidé d'augmenter le capital à 1 300 000 F CFP, de rajouter l'importation à l'objet social et de rajouter l'enseigne commerciale aux statuts ;

N° 14 182 B, La Part des Anges, société à responsabilité limitée, suivant un acte sous seing privé du 6 juin 2014, M. Gilles Laborie a cédé la totalité de ses parts sociales qu'il détenait dans la société à Mme Françoise Perez. Les statuts ont été modifiés en conséquence.

9 octobre 2014

N° 13 50 B, EURL Raiatea Invest, société à responsabilité limitée à associé unique, adjonction de l'enseigne commerciale Station Hava'i ;

N° 13 679 A, Haynd Amour Rai Paul Frogier, changement de l'adresse du siège et du domicile de Papetoai Moorea passe à Punaauia. Adjonction de l'activité de dessinateur-projeteur à l'enseigne Fenua Plan à compter du 8 octobre 2014 ;

N° 14 127 A, Gerry Xavier Tefania Huuti, modification de l'enseigne commerciale à l'activité artisan (fabrication de rames) soit Tere Rame en lieu et place de Nuiaki à compter du 8 octobre 2014 ;

N° 14 380 A, Hereiti Ma, ouverture de l'établissement principal à compter du 8 octobre 2014 ;

N° 14 877 A, Teta Mahine Teuruna Roi, adjonction de l'activité de cuisine à emporter l'enseigne Magasin Kainoa à compter du 8 octobre 2014. Maintien de son autre activité ;

N° 88 73 B, Spac, société à responsabilité limitée, suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 7 juillet 2014, les associés ont décidé de transférer le siège social de Punaauia, zone industrielles de la Punaruu à Punaauia, PK 11,900, côté montagne, servitude Pugibet. L'article 4 des statuts est rédigé comme suit : Le siège social est fixé à Punaauia, PK 11,900, côté montagne, servitude Pugibet. Le reste de l'article reste sans changement ;

N° 09 84 B, Tahiti Protection, société à responsabilité limitée, aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire du 26 septembre 2014, il a été décidé d'étendre l'objet social aux activités suivantes : la manutention, la sûreté aéroportuaire et le transport de fond ;

N° 06 148 B, Naco, société à responsabilité limitée à associé unique, suite à la cession de parts intervenue le 7 octobre 2014 entre Mme Marie-Eve Liu et M. Guillaume Louis, ce dernier est devenu associé unique de la société.

10 octobre 2014

N° 03 91 A, Joachim André Petit dit Dariel, suppression de l'activité loueur de véhicules et l'enseigne commerciale Fakalocation à compter du 12 septembre 2014 ;

N° 14 1186 A, Mercedes Hina'Ata Maufene, adjonction de l'activité de coiffeur sans établissement fixe à l'enseigne Rubis Coiff à compter du 9 octobre 2014. Maintien de l'activité d'importateur et manucure à l'enseigne Rubis Shop And Nails ;

N° 12 3 B, Polynésie Trip, société à responsabilité limitée à associé unique, il a été décidé en assemblée générale extraordinaire du 7 septembre 2014 de continuer l'activité de la société ;

N° 10 120 B, Services et Distribution, société par actions simplifiée, en application de l'article L. 225-248 du code de commerce et aux termes d'une délibération en date du 23 septembre 2014, l'associé unique a décidé qu'il n'y a pas lieu à dissolution de la société ;

N° 14 18 B, Tiki Village Fenua, société à responsabilité limitée, adjonction d'une enseigne commerciale Tahiti Wedding à compter du 9 octobre 2014 ;

N° 98 171 B, Moorea Lagoon Resort, société anonyme, l'assemblée générale des actionnaires, réunie à titre extraordinaire le 27 juin 2014, statuant en application de l'article L. 225-248 du code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu de prononcer la dissolution anticipée de la société ;

N° 07 280 B, Zen Café, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte reçu par Me Chan, notaire associé à Punaauia, le 19 septembre 2014, la SARL Financière Semaphore, société de droit luxembourgeois, a cédé à M. Xavier Mottard, les 10 parts portant les numéros de 1 à 10 lui appartenant dans la SARL Zen Café, avec effet à compter du jour de l'acte ;

N° 09 92 B, Tahiti Beautiful Land, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes d'une décision du 29 août 2014, l'associée unique a décidé la dissolution et liquidation de la société au 31 août 2014, Elle a nommé en qualité de liquidateur Mme Cina Fanaurai et le siège de la liquidation a été fixé au lieu du siège social ;

N° 10 200 C, Vai Hinano, société civile immobilière, par assemblée générale extraordinaire du 27 juin 2014, les statuts ont été modifiés afin d'être en conformité avec le Groupe Sonepar France ;

N° 03 39 C, Jamona, société civile, suite au décès de Mme Monique Lodenos veuve Paris survenu le 13 juin 2010, la gérance est désormais assurée par Mme Nadine Paris épouse Hauvuy.

14 octobre 2014

N° 11 1428 A, Pierre Emmanuel Fusade, changement d'adresse géographique et de lieu d'exercice à Marina Uturoa, Voilier Kyrn, BP 346 Uturoa Raiatea. Adjonction de l'activité de couture (voile de bateau) à compter du 14 mai 2013 à l'enseigne Artimon. Conserve l'activité de travaux en tous genres ;

N° 12 530 A, Gabriel Moana Touatini, adjonction de l'activité de transport de marchandises et de passagers à compter du 19 juillet 2013. Maintien des autres activités ;

N° 09 2013 A, Sylvie Tahia Brown née Commenge, suppression de l'activité de fabricant de bijoux à l'enseigne Nanuaraiti Art à compter du 10 octobre 2014. Adjonction de l'activité de travaux en tous genres à l'enseigne CFB à compter du 10 octobre 2014 ;

N° 14 945 A, Virginie Tahiatuani Kiiuphia, suppression de l'activité Vente de plats préparés et adjonction de l'activité de roulotte à compter du 1er octobre 2014. Maintien de l'activité de pâtisserie ;

N° 11 1810 A, William Jean Teikiiteaniaokoe Sarciaux, suppression de l'activité de négociant et adjonction de l'activité de loueur de fonds. Mise en location-gérance de l'établissement à Mr Tinirau Tegaripa Martin à compter du 7 octobre 2014 ;

N° 14 1481 A, Tekouietetua Victor Teikipupuni, adjonction de l'activité de fabricant de bijoux à compter du 9 octobre 2014 ;

N° 04 693 A, Marianne Hinaupooutipoutoka Taupotini née Vaiaanui, suppression de l'activité de restauration au 11 juin 2014. Adjonction de l'activité de nettoyage et entretien des locaux ;

N° 02 407 A, Walter Lai Ah Che, aux termes d'un acte reçu par Me Jeanne Lollichon, notaire à Punaauia le 22 août 2014, M. Walter Lai Ah Che et Mme Florence Chin Loy, son épouse, ont fait donation entre vifs et hors part successorale, à M. Wilfrid Lai Ah Che, leur fils, de la toute propriété du fonds de commerce de restauration ambulante, connu sous l'enseigne Roulotte Sodi. Mr Wilfrid Lai Ah Che

est devenu propriétaire du fonds de commerce à compter du jour de l'acte ;

N° 97 279 B, Anne-Marie Javouhey, société d'exercice libéral par actions simplifiée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 21 juillet 2014, il a été décidé de la démission de M. Mounir Filali en qualité de directeur général et de Mme Cécile Amaddio en qualité de directeur général adjoint ;

N° 14 208 B, SARL Bali Concept & Design, société à responsabilité limitée, par acte sous seing privé en date du 4 septembre 2014, Mme A Yeng Lieu a cédé 11 parts sociales à M. Ludovic Boiron ;

N° 14 149 B, Toa Distribution, société à responsabilité limitée, suivant acte du 6 juin 2014, la société a acquis un fonds de commerce de Supermarché à l'enseigne commerciale Cash And Carry, exploité à Faa'a, Auae, PK 3, côté mer. La nouvelle enseigne commerciale est Toa Faa'a ;

N° 96 137 B, Vaimiro, société à responsabilité limitée, par décision en date du 16 septembre 2014, l'assemblée générale extraordinaire a constaté que les capitaux propres de la société étaient redevenus supérieurs à la moitié du capital social. Par acte sous seing privé en date du 5 août 2014, M. Sergio Tupaia et Mme Gilbert Fanny Nicole Sanquer épouse Tupaia ont cédé la totalité de leurs parts sociales au profit de M. Edgar Maurice Aromaiterai Blouin et Mme Rose-Mary Hortense Sanquer épouse Blouin et les statuts ont été modifiés en conséquence ;

N° 88 65 B, Scoop, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 30 juin 2014 et suite à la démission de la SARL Seg Audit ex commissaire aux comptes titulaire, il a été convenu que M. Jean-Christophe Touron, ex suppléant, devienne commissaire aux comptes titulaire et que M. Nelson Lii soit commissaire aux comptes suppléant ;

N° 01 127 B, Domric, société à responsabilité limitée, par assemblée générale extraordinaire du 18 septembre 2014, il a été décidé la modification de l'activité (suppression de loueur de fonds et reprise du fonds), de la date de clôture de l'exercice social et la nomination de M. Heifara Turi en qualité de gérant en remplacement de M. Richard Barbier, démissionnaire ;

N° 89 58 B, Abattage De Tahiti, société anonyme d'économie mixte, aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire en date du 17 septembre 2013, il a été décidé de modifier l'objet social et de l'étendre aux activités de formation professionnelle, d'audit et de conseil. L'article 2 a été modifié en conséquence. Il a été également décidé de mettre en harmonie les dispositions statutaires relatives à la gouvernance de la société, avec la législation applicable aux SEM créées par la Polynésie française. Les articles 17, 18, 19 et 20 ont été modifiés en conséquence et l'article 19 bis a été rajouté. Aux termes du procès-verbal du conseil d'administration en date du 17 septembre 2013, M. Eric Coppenrath a été nommé président du conseil d'administration, directeur général. Aux termes du procès-verbal du conseil d'administration du 20 janvier 2014, Mlle Teumere Bennett a été nommée directeur général délégué pour une durée de 6 mois à compter du 1er février 2014 jusqu'au 31 juillet 2014 en remplacement de Mme Emilienne Wholer ;

N° 09 311 B, SARL GDA, société à responsabilité limitée, aux termes d'une délibération en date du 1er mars 2013, l'assemblée générale ordinaire a nommé Mlle Nelly Decuyper, gérante associée pour une durée indéterminée en remplacement de M. Michaël Alezrah ;

N° 09 219 C, SCA Tohonuroa, société civile, aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 1er octobre 2014, il a été décidé la dissolution anticipée de la

société et la nomination de Mlle Mélanie Mairau en qualité de liquidateur ;

N° 07 61 C, Te Mana'o Natura, société civile de participation, aux termes de l'assemblée générale en date du 17 septembre 2014, les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés afin de tenir compte de la nouvelle répartition du capital social ;

N° 87 10 C, Société Civile de Développement Industriel, société civile, il résulte des décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 25 août 2014 que le capital social a été réduit de 2 300 000 F CFP et ramené de 2 400 000 F CFP à 100 000 F CFP, par voie du nombre de parts.

15 octobre 2014

N° 12 1178 A, Wilson Teva Wi Kéong Lin Pan, changement de l'adresse du siège de Tipaerui passe à Papeete, rue Jean-Gilbert à compter du 14 octobre 2014. Adjonction de l'activité de Manucure à l'enseigne Concept Nail Bar à compter du 14 octobre 2014. Suppression de l'enseigne Atv Import à compter du 14 octobre 2014 ;

N° 14 1789 A, Frédéric Manutahi, adjonction de la licence de débit de boissons de 2e classe à compter du 2 octobre 2014. Maintien de l'activité de magasin d'alimentation générale à l'enseigne Magasin Brando. Maintien de l'activité de snack à l'enseigne Snack Brando ;

N° 14 1191 A, Virginie Christiane Martine Wiss, adjonction d'activité de graphiste à compter du 7 octobre 2014 ;

N° 10 1849 A, Pierre Kohumoetini Kautai, suppression de l'activité de véhicule de restauration à l'enseigne Chez Kohu à compter du 15 octobre 2014. Adjonction de l'activité de location de véhicules à compter du 15 octobre 2014 ;

N° 07 255 B, Tamure, société à responsabilité limitée, aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 1er juillet 2014, les associés ont décidé la transformation de la société en société à responsabilité limitée (SARL). Les articles 10.3 et 10.4 des statuts ont été modifiés ;

N° 93 129 B, Exotica Surf, société à responsabilité limitée, par procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 1er septembre 2014, les articles 10.3.1 et 22 des statuts ont été modifiés ;

N° 97 303 B, Tex Import, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 25 août 2014, M. Jamal Boukrouma, ayant cédé la totalité de ses parts à Mme Mina Moreau, a consécutivement démissionné de ses fonctions de gérant. M. Jérôme Coudrain demeure seul gérant de la société ;

N° 10 174 B, Maimiti Shop, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 19 septembre 2014, M. Laurent Blondeau cède à Mme Mina Moreau la totalité de ses parts soit 49 parts sociales numérotées de 52 à 100. Mme Mina Moreau demeure à présent gérant associée unique ;

N° 14 186 B, Le Lézard Jaune, société à responsabilité limitée, suivant un acte sous seing privé en date du 31 juillet 2014, la SARL Le Lézard Jaune a acquis de la SARL PKO, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 11 103 B, un fonds de commerce de restauration exploité à Tiatura, Haapiti, Moorea. L'entrée en jouissance a été fixée au 1er août 2014 ;

N° 05 260 C, SCI Te Ava Uta II, société civile immobilière, aux termes d'un acte reçu par Me Clemencet en date du 8 août 2014, M. Philippe Jean Marie Vedel et Mme Patricia Jeanne Lesturgie ont cédé à Mlle Camille Hedde d'Entremont, M. Julien Antoine, M. Yannick Della-Valle et M. Thomas Nicolas les parts numérotées de 1 à 100 qu'ils détiennent dans la SCI Te Ava Uta II. Il a été procédé aux

modifications : des apports, du capital, du siège social, de l'objet social et la nomination des nouveaux gérants.

16 octobre 2014

N° 13 945 A, François Kadlec, adjonction d'activité de fabricant de bijoux à compter du 15 octobre 2014 ;

N° 07 107 B, Hotu Hiva Rau Construction, société à responsabilité limitée à associé unique, reprise d'activité à compter du 15 octobre 2014 de la société ;

N° 13 71 B, I2C, société à responsabilité limitée, modification du nom commercial à compter du 1er juin 2014 : *Ancienne mention* : Pmconsulting ; *Nouvelle mention* : Arevasoft ;

N° 08 156 B, SARL Approtec, société à responsabilité limitée, décision de la gérance de mise en sommeil de la société Approtec à compter du 31 octobre 2014 ;

N° 74 1 B, Société Tahitienne de Dépôts Pétroliers, société par actions simplifiée, aux termes de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 19 août 2013, Total Polynésie, président de la SAS Sdp, sera désormais représentée par M. Pierre-Alexandre Vigil ;

N° 00 97 B, Te Mana Import, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 1er octobre 2014, le mandat du gérant M. Manutea Sachet est prorogé pour une durée illimitée et le siège social est transféré à Papeete, Titioro, route du Bain Loti n° 234 ;

N° 89 111 B, Air Calédonie International, société anonyme, suite au procès-verbal des délibérations du conseil d'administration du 17 octobre 2012, M. Didier Tappero a été nommé directeur général ;

N° 06 189 B, Capemat, société à responsabilité limitée, suivant acte sous seing privé du 8 septembre 2014, M. Jimmy Lai a cédé 30 parts portant les numéros 141 à 170 qu'il possédait dans la société. Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 25 août 2014, M. Jimmy Lai a démissionné de ses fonctions de gérant et M. Kevin Lai est nommé gérant pour une durée illimitée ;

N° 01 85 C, Kahala, société civile immobilière, aux termes d'un acte reçu par Me Chan, notaire associé à Punaauia, en date du 7 octobre 2014, M. Alain Konsane a cédé à M. Gilles Konsane-Tchoune-Sane, 30 parts sociales portant les numéros 91 à 120 lui appartenant dans la société Kahala, avec effet à compter du jour de l'acte.

17 octobre 2014

N° 14 34 B, Hiamoeukuha, société à responsabilité limitée à associé unique, enseigne commerciale : Boulangerie Hiamoeukuha. Activités : Boulangerie, pâtisserie, snack, confection de plats à consommer sur place et à emporter ;

N° 64 31 B, Somstat, société par actions simplifiée, l'assemblée générale du 20 juin 2014 a décidé de supprimer les catégories A, B et C des actions qui sont remplacées par une catégorie unique et de procéder à la refonte générale des statuts à compter du même jour. En conséquence de la refonte des statuts, l'assemblée a également approuvé la suppression du conseil d'administration et le maintien en qualité de président de la société de M. David Snogan, ainsi que le maintien en fonction des commissaires aux comptes titulaire de la société, la société KPMG, et de son suppléant, M. Jean-Louis Pelloux ;

N° 11 120 B, Pacific Yo, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte de cession de parts reçu le 18 septembre 2014 aux minutes de la SCP Restout-Delgrossi-Buirette, titulaire d'un office notarial à Papeete, M. Thierry Baudouin a été nommé gérant en remplacement de Mme Marie Bravi, démissionnaire ;

N° 14 174 B, Manatea Assurances, société à responsabilité limitée, suivant acte reçu par Me Chan, notaire associé à Punaauia, en date du 16 septembre 2014, M. et Mme Benjamin Changues et M. Jacques Lallemand ont cédé savoir : à M. Alain Le Bris, les 88 parts portant les numéros 1 à 88 appartenant à Mme Valérie Giau épouse Changues, à M. Kelly Asin, les 14 parts portant les numéros 89 à 102 appartenant à Mme Valérie Giau épouse Changues et les 50 parts portant les numéros 103 à 152 appartenant à M. Jacques Lallemand, et à M. Thierry Demortier, les 20 parts portant les numéros 153 à 172 appartenant à M. Jacques Lallemand et les 28 parts portant les numéros 173 à 200 appartenant à M. Benjamin Changues. Audit acte, MM. Alain Le Bris et Kelly Asin ont été nommés cogérants de la société pour une durée non limitée, en remplacement de M. Benjamin Changues et Mme Valérie Giau son épouse, démissionnaires, avec effet à compter de la même date. La nouvelle boîte postale de la société est 9051, 98715 Papeete en lieu et place de : 9009, 98713 Papeete ;

N° 14 40 B, Magasin Kamake, société à responsabilité limitée, par délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 30 avril 2014, Mme Yvonne Leau Choy a été nommée en qualité de nouveau gérant de la société pour une durée indéterminée, en remplacement de M. Armand Leau Choy. Les statuts ont été modifiés en conséquence ;

N° 05 77 C, SCI Urban, société civile immobilière, aux termes d'un acte reçu par Me Mounier, notaire au sein de l'office notarial de Me Dubouch, notaire à Papeete le 28 mai 2014, Mlle Sylvie Romero a cédé toutes ses parts dans la SCI Urban à M. Pascal Urban. Mlle Sylvie Romero a démissionné de ses fonctions de gérante et M. Pascal Urban a été nommé gérant.

21 octobre 2014

N° 89 58 B, Abattage de Tahiti, société anonyme d'économie mixte, il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 27 août 2013 et de l'arrêté n° 1090 CM du 1er août 2013 que le conseil des ministres a nommé administrateurs, MM. Thomas Moutame, Puta'i Ta'ae, Jacques Raioha et Eric Coppenrath et Mme Patricia Amaru en qualité de représentants du Pays au lieu et place de MM. Kalani Teixeira et Teina Mara'ura et Mmes Cathy Buillard et Thérèse Teroro Tane qui ont cessé leurs fonctions ;

N° 00 152 B, Société Tahiti Nui Télévision, société anonyme d'économie mixte, aux termes du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 2 août 2013 et de l'arrêté n° 1020 CM du 25 juillet 2013, le conseil des ministres a nommé administrateurs, MM. Médéric Bernardino, Marcel Tuihani et Mmes Isabelle Sachet, Maina Sage, Lana Tetuanui et Sandrine Turquem en qualité de représentants du pays au lieu et place de MM. Keitapu Maamaatuaiahutapu, Médéric Tehaamatai, Heinui Le Caill et Mmes Unutea Hirshon, Eleanor Parker et Maryse Ollivier, qui ont cessé leurs fonctions. Aux termes du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 11 octobre 2013, M. Médéric Bernardino a été nommé président du conseil d'administration et M. Philippe Roussel a été nommé directeur général en remplacement de M. Mickaël Charlet. Aux termes du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire du 11 octobre 2013, il a été décidé de mettre en harmonie les dispositions statutaires relatives à la gouvernance de la société, avec la législation applicable aux SEM créées par la Polynésie française. Les articles 18, 20, 23 et 24 ont été modifiés en conséquence et l'article 23 bis a été rajouté ;

N° 90 173 B, Centre d'Analyses Industrielles et de Recherches, société à responsabilité limitée, il résulte du procès-verbal des décisions de l'associée unique du 2 octobre 2014, que le capital social a été réduit de 1 000 000 F CFP par imputation sur les pertes et diminution de la valeur nominale des parts, puis augmenté à hauteur de 5 000 000 F CFP par l'émission au pair de 500 parts nouvelles de 10 000 F CFP intégralement souscrites en numéraire. Les articles 6 et 7 des statuts relatifs aux apports et au capital social ont été modifiés en conséquence ;

N° 10 33 B, Tahiti Gestion Pps, société à responsabilité limitée, l'assemblée générale extraordinaire du 14 octobre 2014 décide de supprimer deux activités agent d'affaires et le gardiennage à l'objet social de la société. L'associée unique décide de modifier le nom commercial qui devient Tahiti Gestion Pps ;

N° 14 137 B, Maurin & Fils, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte reçu par Me Guichenu, notaire au sein de l'Office notarial de Me Dubouch, notaire à Papeete, le 30 juillet 2014, la société Maurin & Fils a acquis de Mlles Nadia Gasnier et Mauatiheiatemakee Kokauani, un fonds de commerce de glacier, traiteur connu sous le nom de Glaces Mont Blanc sis et exploité à Papeete, quartier Paofai, immeuble Stein ;

N° 07 220 B, Marina And Ko, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale mixte du 10 février 2014, les associés ont décidé de nommer la SARL Kpmg en qualité de commissaire aux comptes titulaire et M. Jean-Louis Pelloux en qualité de commissaire aux comptes suppléant. En outre, le siège social a été transféré à Punaauia, PK 9,200, côté mer ;

N° 13 103 B, Vauban Tahiti, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 22 septembre 2014, les associés ont décidé de transférer le siège social de Punaauia, PK 15, centre commercial Tamanu à Papeete, angle de la rue du Maréchal-Foch et de la rue Paul-Gauguin, immeuble Toru ;

N° 05 108 C, Evmv, société civile, l'assemblée générale extraordinaire des associés, réunie le 22 août 2014, a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du même jour. Elle a nommé M. Marc Vernex comme liquidateur et fixé le siège de la liquidation à Papeete, pic Rouge, ancien siège de la société.

22 octobre 2014

N° 09 307 B, O-zone, société en nom collectif, suite à l'assemblée générale mixte du 30 juin 2014, il a été décidé de transférer le siège social à compter du 1er octobre 2013 et modification de l'article 4 des statuts ;

N° 95 73 B, Aii Création, société à responsabilité limitée, l'assemblée générale ordinaire du 10 janvier 2014 a nommé en qualité de cogérant M. Valentin Chaussoy ;

N° 93 73 B, SA Ampelidacees, société anonyme, par courrier, M. Olivier Montlahuc a démissionné de ses fonctions d'administrateur à compter du 27 août 2014. Aux termes de l'assemblée générale mixte du 22 septembre 2014, les statuts ont été modifiés ;

N° 08 281 B, EURL Brothers et Fils, société à responsabilité limitée, mise en sommeil des activités (bâtiment et négociant) ainsi que les établissements liés à compter du 15 août 2014 ;

N° 14 188 B, Schatssi, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte reçu par Me Dubouch, notaire à Papeete le 16 septembre 2014, la SARL Schatssi a acquis de Mme Françoise Mou, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 18870 A, un fonds de commerce de tabac, vente de marchandises générales, curios, boissons diverses et négociant en général connu sous l'enseigne Magasin Schatssi sis à Papeete, 13, rue des Ecoles ;

N° 12 248 B, Fleurs des Iles, société à responsabilité limitée, aux termes d'une délibération en date du 31 août 2014, l'assemblée générale mixte a décidé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable. Elle a nommé comme liquidateur M. Philippe Cathelain et fixé le siège de la liquidation à Mahina, Super Mahina lot 130, BP 111119 ;

N° 14 117 B, Citi, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte aux minutes de la SCP Philippe Clemencet, Alexandrine Clemencet et Jean-Philippe Pinna, titulaire d'un office notarial à Papeete, en date du 29 septembre 2014, Mlle Nanihi Masson, M. Tehotu Levy et la SCP Sopaul ont cédé la totalité des parts leur appartenant à M. Jean Claude Bouju. Il a en outre été constaté la démission de Mlle Nanihi Masson de ses fonctions de gérant, la nomination de M. Jean Claude Bouju en qualité de gérant, et décidé de modifier l'objet social ;

N° 12 67 C, Sciteiti, société civile, adjonction de l'activité de Logeur depuis le 1er octobre 2012 ;

N° 10 119 C, Société de Financement Vehiarii, société civile, aux termes d'une délibération en date du 30 août 2014, l'assemblée générale mixte a décidé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable. Elle a nommé comme liquidateur M. Bruno A You et fixé le siège de la liquidation est fixé à Punaauia, PK 18,300, côté mer.

23 octobre 2014

N° 97 36 B, Spirit Music, société à responsabilité limitée, il résulte des délibérations en date du 11 octobre 2014 que l'objet social a été étendu à l'exercice de la profession de photographe et la profession de fabricant de clés ;

N° 01 295 B, Gras Savoye Tahiti Nui Insurance Sa, société anonyme, il résulte du procès-verbal du conseil d'administration du 20 mars 2013 que M. Gilles Beneplanc a été nommé représentant permanent de la société Gras Savoye Sa au sein du conseil d'administration de la société Gras Savoye Tahiti Nui Insurance Sa, en remplacement de M. Jean-Marc Brault De Bournonville ;

N° 97 234 B, Pharmacie Tamanu, société d'exercice libéral à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale mixte en date du 18 juillet 2014, il a été décidé d'augmenter le capital de 35 000 000 F CFP pour le porter de 67 840 000 F CFP à 102 840 000 F CFP par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société. Aux termes du même acte, il a été décidé de transformer la SNC en SELARL ;

N° 02 237 B, Apex Energies, société par actions simplifiée, aux termes d'un procès-verbal en date du 28 mai 2014, il a été décidé de transférer l'adresse de l'établissement secondaire de Punaauia, Tamanu à Punaauia, vallée de Matatia et de changer le représentant permanent qui est M. Pascal Marguet.

24 octobre 2014

N° 14 126 B, SARL Magasin Heiani, société à responsabilité limitée, adjonction de l'activité de débit de boissons de 2e classe à compter du 15 octobre 2014 suite à l'autorisation n° 4680 MRE/DGAE/CLAAR du 15 octobre 2014 ;

N° 07 160 B, Décor et Finition, société à responsabilité limitée à associé unique, cessation totale temporaire d'activité à compter du 3 novembre 2014 ;

N° 09 160 B, Tahiti Ever Green, société à responsabilité limitée, par décision du gérant en date du 20 mai 2014, il a été décidé de transférer le siège social de la société à Papeete, immeuble RFW, angle des rues Clappier et Leboucher ;

N° 04 167 B, Huin Topo, société à responsabilité limitée, par décision du gérant en date du 20 mai 2014, il a été décidé de transférer le siège social de la société à Papeete, immeuble RFW, angle des rues Clappier et Leboucher ;

N° 11 209 C, Sci TMT, société civile immobilière, aux termes d'un acte sous seing privé, M. Maui Tupaoa Teena cède la totalité de ses parts à M. Tino Joseph Teena ;

N° 09 99 C, One, société civile, aux termes d'un acte reçu au rang des minutes de Me Bruggmann, notaire à Papeete, le 22 août 2014, Mme Ouarda Nasri épouse Zuccala a été nommée en qualité de cogérant de la société One, pour une durée non limitée, en remplacement de M. Bernard Cohen, gérant démissionnaire ;

N° 06 261 C, Tsei, société civile immobilière, aux termes d'un acte reçu aux minutes de Me Clemencet, notaire associé à Papeete, les 19 et 30 septembre 2014, M. Fabien Caulet a démissionné de sa fonction de gérant ;

N° 07 244 C, société civile immobilière, suite à un acte de cession de parts en date du 2 octobre 2014, Mme Sylvie Ausseur, M. Thierry Diter et M. Bernard Diter ont cédé la totalité de leurs parts sociales à Mlle Moeata Oliver et M. Benjamin Blum. En outre, la SARL Finom a démissionné de sa qualité de gérante et M. Benjamin Blum et Mlle Moeata Oliver ont été nommés nouveaux gérants de la société.

27 octobre 2014

N° 03 1663 A, Fernando Heiarii Rochette, adjonction de l'activité travaux en tous genres à compter du 6 février 2013 ;

N° 14 180 B, Art du Logis, Te Mana To'a, société à responsabilité limitée à associé unique, report de la date du début d'activité au 1er décembre 2014 au lieu du 31 octobre 2014 ;

N° 93 193 B, Concept, société à responsabilité limitée, par acte sous seing privé en date du 31 décembre 2012 portant cession de parts sociales, les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés ;

N° 13 152 B, Beach Burger Bora Bora, société à responsabilité limitée, aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 13 juin 2014, il a été décidé d'augmenter le capital social de 250 000 F CFP pour le porter à 1 250 000 F CFP par la création de 25 parts sociales nouvelles de 10 000 F CFP chacune, numérotées de 101 à 125, émises au pair, entièrement souscrites et intégralement libérées en numéraire. Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence ;

N° 09 102 B, SARL Kako, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale mixte en date du 30 décembre 2013, les associés ont décidé, en application de l'article L. 223-42 du code de commerce, qu'il n'y avait pas lieu de dissoudre la société ;

N° 06 188 B, Keako, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes de l'assemblée générale mixte en date du 30 décembre 2013, les associés ont décidé, en application de l'article L. 223-42 du code de commerce, qu'il n'y avait pas lieu de dissoudre la société ;

N° 06 383 B, Consopro, société à responsabilité limitée à associé unique, suite au procès-verbal du 9 septembre 2014, l'associée unique a décidé d'étendre l'objet social à l'activité d'importation et la distribution de tous types de produits et d'y ajouter deux enseignes commerciales : Pacific Sourcing et Terroirs Secrets ;

N° 12 25 B, SARL Maitai Tours, société à responsabilité limitée, suite à un acte de cession de parts sociales en date du 23 octobre 2014, M. Maui Tupaoa Teena cède 10 % de ses parts à M. Tino Joseph Teena ;

N° 12 9 B, SARL Teriipaia, société à responsabilité limitée, suite à un acte de cession de parts sociales en date du 23 octobre 2014, M. Maui Tupaoa Teena cède 20 % de ses parts à M. Tino Joseph Teena ;

N° 08 297 B, SARL Marquises Pneus Express, société à responsabilité limitée, aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 16 septembre 2013, la collectivité des associés a décidé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable. Elle a nommé M. Abel Rauzy et fixé le siège de la liquidation à Atuona, Hiva Oa, BP 409 Atuona, Hiva Oa ;

N° 09 195 B, Homelectra, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes d'une décision en date du 13 août 2013, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil ;

N° 12 144 B, Phileond, société à responsabilité limitée, aux termes d'une délibération du 8 septembre 2014, l'assemblée générale extraordinaire a décidé de rajouter l'activité de négociant et l'activité de démarcheur en affaires d'assurances dans l'objet social et de transférer le siège social à Punaauia, résidence Mahana appartement 20.

28 octobre 2014

N° 06 302 B, Media Print, société à responsabilité limitée, cessation d'activité de la société, mise en sommeil de la société à compter du 1er août 2013 ;

N° 79 65 B, Pacific Promotion Tahiti, société anonyme, il résulte des délibérations de l'assemblée générale ordinaire annuelle en date du 19 mars 2014, contenant nomination d'un nouveau commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant, en remplacement de M. Patrick Ancel et de M. Patrick Chaine, que les commissaires aux comptes sont : en qualité de titulaire : la SAS Auditeurs, nommée pour une durée de 6 exercices qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans le deuxième semestre de l'année 2019 et pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2019 ; en qualité de suppléant, M. Christian Laurent, nommé pour la durée du mandat du commissaire aux comptes titulaire ;

N° 83 29 B, Société Polynésienne de Distribution des Tabacs de la Seita, Tahiti Tabacs, société par actions simplifiée, il résulte du procès-verbal des décisions de l'actionnaire unique du 12 février 2014 que M. Brendan Walker a été nommé président de la société en remplacement de M. Eric Sensi, démissionnaire.

29 octobre 2014

N° 05 1938 A, Mirella Tehina Upa Upa, suppression de l'activité pâtisserie à compter du 25 avril 2013. Adjonction d'une nouvelle activité loueur en main d'œuvre à compter du 1er mai 2013 ;

N° 03 264 B, Gld Import, société à responsabilité limitée à associé unique, ouverture d'un nouvel établissement à Papeete, angle de l'avenue Pomare V et de la rue Bernardino, Vaininiore à l'enseigne Maxi à compter du 1er mars 2015 ;

N° 86 67 C, SCP Promo, société civile de participation, aux termes de l'assemblée générale mixte du 1er octobre 2014, le siège social est fixé à Punaauia, résidence Le Lotus lot 154. Les associés décident également de mettre à jour la répartition du capital social, compte tenu des différentes cessions de parts intervenues depuis la constitution ;

N° 07 177 C, Teremahana Iti, société civile immobilière, il résulte du procès-verbal des décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 29 septembre 2014, dont un exemplaire a été déposé au rang des minutes de l'Office notarial Restout-Delgrossi-Buirette, le 30 septembre 2014, que le capital social a été réduit de 56 785 000 F CFP pour être ramené de 56 885 000 F CFP à 100 000 F CFP, par voie de remboursement et annulation des 56 785 parts de 1 000 F CFP chacune, numérotées de 101 à 56 885 et que la société

Phalsbourg Gestion a démissionné de ses fonctions de gérante à compter du 30 septembre 2014, M. Patrick Foulauux reste seul gérant. Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence.

30 octobre 2014

N° 98 12 B, Pro-Interim, société par actions simplifiée, par décision du 31 mai 2013, le siège social a été transféré à Papeete, rue Tepano-Jaussen, immeuble Papineau. Aux termes de l'assemblée générale mixte du 12 juin 2014, il a été décidé de changer les commissaires aux comptes titulaire, la SCP Gosse-Parion-Changues-Menard-Albert en remplacement de la SCP Audit Pacifique et suppléant, M. Jean-Pierre Gosse en remplacement de M. Jean-Pierre Vayssie. Par la même assemblée, il a été décidé qu'il n'y avait pas lieu de dissoudre la société de manière anticipée ;

N° 05 228 B, Tahiti Soft Drink, société à responsabilité limitée, aux termes d'une décision en date du 27 juin 2014, l'associé unique a décidé la non-dissolution de la société en application de l'article L. 223-42 du code de commerce ;

N° 11 125 C, Poe Ninamu, société civile, aux termes d'un acte reçu par Me Chan, notaire associé à Punaauia, le 15 octobre 2014, Mlle Vaitiare Apeang a cédé la totalité de ses parts soit 102 parts, portant les numéros 1 à 102, lui appartenant dans la SCA Poe Ninamu au profit de M. Victor Apeang, avec effet à compter du jour de l'acte. Audit acte, M. Victor Apeang a été nommé gérant de la société pour une durée non limitée, en remplacement de Mlle Vaitiare Apeang, démissionnaire. Les articles 7 et 16 ont été modifiés en conséquence.

3 novembre 2014

N° 99 85 B, The Black Pearl Gem Company, société à responsabilité limitée à associé unique, fermeture de l'établissement secondaire sis à Nunue, Bora Bora (Intercontinental Thalasso) à compter du 31 juillet 2014. Ouverture d'un établissement secondaire sis à Bora Bora, Nunue (Hôtel Four Seasons) à compter du 1er mai 2014 sous l'enseigne Tahia Exquisite Tahiti An Pearls ;

N° 96 19 B, Société Travaux Entreprise Polynésienne, société à responsabilité limitée, aux termes des décisions de l'associé unique du 28 juin 2013, il a été décidé de ne pas dissoudre la société malgré la perte de la moitié des capitaux propres. L'adresse postale est modifiée : BP 21173, 98713 Papeete.

7 novembre 2014

N° 75 10 B, Société d'Emballages Plastiques et Recyclage Divers, société anonyme, adjonction de l'activité de producteur d'énergie électrique à compter de mi-novembre 2013. Lien d'installation : usine Plastiserd dans la zone industrielle de la Punaruu, Punaauia. Production revendue annuellement, environ 40 000 kWh ;

N° 95 276 B, Jurion Protection, société à responsabilité limitée, l'assemblée générale mixte du 30 septembre 2014, statuant conformément aux dispositions de l'article L. 223-42 du code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre par anticipation la société.

10 novembre 2014

N° 85 96 B, Tahiti Placards, société à responsabilité limitée, fermeture d'un établissement à Papeete, zone industrielle de Tipaerui, AS Central Sports à compter du 30 septembre 2014. Ouverture d'un entrepôt à Papeete, zone industrielle de Tipaerui à compter du 12 septembre 2014.

12 novembre 2014

N° 11 111 B, Magasin Ahutere, société à responsabilité limitée, mise en sommeil de la SARL Magasin Ahutere à compter du 30 juin 2013.

17 novembre 2014

N° 86 46 B, Bora Bora Rent à Car, société à responsabilité limitée, l'activité de la société est exercée sous l'enseigne Avis.

*RADIATIONS**2 septembre 2014*

N° 00 1250 A, Martial Marama Teroroiria, Patio, BP 86, 98733 Tahaa, *date d'effet* : 31 juillet 2014 ;

N° 03 373 A, Richard Laufatte, PK 11, côté montagne, BP 110078, 98709 Mahina, *date d'effet* : 28 août 2014 ;

N° 98 2153 A, Tara Neagle, lotissement Teueue lot N° 60, côté montagne, Afaahiti, BP 51378, 98716 Pirae, *date d'effet* : 12 février 1999.

4 septembre 2014

N° 91 358 A, Gustave Holman, Anau, côté montagne, BP 886 Vaitape, 98730 Bora Bora, *date d'effet* : 30 novembre 2013.

5 septembre 2014

N° 97 1701 A, Jean Max Vet Mathias Kaimuko, Atuona, BP 176, 98741 Hiva Oa, *date d'effet* : 14 août 2014.

8 septembre 2014

N° 00 692 A, Richard Paul Mevel, PK 26, côté mer, Haapiti, BP 1376 Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *date d'effet* : 31 décembre 2005.

9 septembre 2014

N° 14 204 A, Maiana Tetuahiti née Atuahiva, côté montagne à Haranai, 98732 Maupiti, *date d'effet* : 15 juillet 2014 ;

N° 01 344 A, Matthieu Alexandre Antoine, Piafau, Faa'a, BP 42052 Fare Tony, 98713 Papeete, *date d'effet* : 30 septembre 2014 ;

N° 13 1581 A, Mirella Lau Gnou Danh, quartier François Alexandre chemin vicinal de Tipaerui, BP 862, 98713 Papeete, *date d'effet* : 8 septembre 2014 ;

N° 10 175 A, Emile Mahagafanau, vallée des Lilas n° 42, 98713 Papeete, *date d'effet* : 8 septembre 2014 ;

N° 14 199 A, Nadia Maru Fiu née Maitere, PK 16,300, côté montagne, 98723 Hitia'a O Te Ra, *date d'effet* : 8 septembre 2014 ;

N° 14 461 A, Kenny Steeve Haunui Otcenasek, PK 39,200, côté montagne, route de la Carrière, BP 120848, 98712 Papara, *date d'effet* : 8 septembre 2014 ;

N° 14 948 A, Jean-Marc Bertin Rivaud, Vetea, résidence Ariitea, 98716 Pirae, *date d'effet* : 28 novembre 2014 ;

N° 12 220 A, Tamataina Ernest Jeff Teiva Rochette, motu Tapu, BP 422, 98735 Uturoa, *date d'effet* : 26 août 2014 ;

N° 12 2045 A, Yvette Mahana Mollon née Rongomate, PK 14, côté montagne, face Foodmart Punaauia, BP 9805, 98715 Papeete, *date d'effet* : 31 décembre 2013 ;

N° 07 726 A, Smith Tanoa, 98735 Uturoa, *date d'effet* : 29 août 2014 ;

N° 14 1147 A, Ricardo Tetauira, PK 44, côté mer, Puohine Raiatea, 98735 Taputapuata, *date d'effet* : 30 juin 2014 ;

N° 10 1654 A, Heriperi Benoît Tuhiva, quartier Vaipu'a Haamene, BP 104, 98734 Tahaa, *date d'effet* : 31 août 2014 ;

N° 14 1198 A, Fabrice Versolato, PK 23,200, côté mer, quartier Fagneaux, BP 10882, 98711 Paea, *date d'effet* : 25 août 2014.

10 septembre 2014

N° 96 739 A, Werner Bringold, Fariipiti, rue Wallis, BP 2932, 98713 Papeete, *date d'effet* : 9 septembre 2014 ;

N° 94 1157 A, Marguerite Moea Martin née Fougerousse, Paofai, immeuble Haura n° 304, 3e étage, BP 1741 Fare Tony, 98713 Papeete, *date d'effet* : 10 septembre 2014 ;

N° 13 1528 A, Miresa Doom née Buchin, 111, lotissement Punavai Nui, BP 381792, 98718 Punaauia, *date d'effet* : 9 septembre 2014 ;

N° 12 35 A, Mariette Chanlo, derrière le garage Renault, Paopao Paraoro Moorea, BP 2954, 98713 Papeete, *date d'effet* : 9 septembre 2014 ;

N° 12 1970 A, Eva Hauarii Chevrier, PK 12,200, côté mer, quartier Tepava, BP 381272, 98718 Punaauia, *date d'effet* : 23 août 2013 ;

N° 13 1677 A, Naïza Titaua Chin, lotissement Te Tavake lot 34, Punaauia, BP 2365, 98713 Papeete, *date d'effet* : 9 septembre 2014 ;

N° 12 2103 A, Melissa Ophélie Granger, rue Dumont-d'Urville Orovini, BP 42546, 98713 Papeete, *date d'effet* : 9 septembre 2014 ;

N° 14 1479 A, Hélène Moarii Mahai, parking de la quincaillerie Vaitahuri, Punaauia, BP 15575, 98726 Teva I Uta, *date d'effet* : 7 septembre 2014 ;

N° 13 169 A, Naumi Zeborah Patu, lotissement Oremu logement 634, BP 8609, 98702 Faa'a, *date d'effet* : 9 septembre 2014 ;

N° 14 1421 A, Vaitiare Anna Pereyre, PK 6,800, côté montagne, quartier Fanatea, BP 6447, 98702 Faa'a, *date d'effet* : 28 août 2014 ;

N° 14 72 A, Vanina Cipriani née Taihia, Tiahura face ancien Club Med Haapiti, 98728 Moorea-Maiao, *date d'effet* : 1er avril 2014.

11 septembre 2014

N° 96 882 A, Rotania Ly Tsoi, Fare, côté montagne, bal n° 1, Fare, 98731 Huahine, *date d'effet* : 10 septembre 2014 ;

N° 13 586 A, Thierry Tetauira, près du stade Dragon quartier Tauraa, 98716 Pirae, *date d'effet* : 10 septembre 2014 ;

N° 14 184 A, Raimana Haamoe Wolher, PK 11,900, côté montagne, servitude Faretou, BP 2083 Punaauia centre, 98717 Punaauia, *date d'effet* : 28 février 2014 ;

N° 05 166 A, Hina Katopua Voirin, dans le parking face au Lycée du Taaone, BP 50258, 98716 Pirae, *date d'effet* : 30 juin 2006 ;

N° 04 1797 A, Eric Manfred Liebmann, plateau de Taravao, lotissement Jamet lot 25, 98719 Taravao, *date d'effet* : 31 mai 2014.

12 septembre 2014

N° 06 1979 A, Pascal Michel Crespy, quartier Tiahura près du Beachcomber Haapiti, BP 4043, 98728 Moorea, *date d'effet* : 19 décembre 2006 ;

N° 09 760 A, Marie Schmack, PK 7,500, côté mer, 98703 Punaauia, *date d'effet* : 30 mai 2011 ;

N° 14 798 A, Teohina Neri Tehio, PK 4,500, route de Puurai, BP 62347, 98703 Faa'a, *date d'effet* : 11 septembre 2014.

16 septembre 2014

N° 01 544 A, Christine Opuhi née Afai, PK 4, côté montagne, quartier Etillage, Faa'a, BP 21292, 98713 Papeete, *date d'effet* : 15 septembre 2014 ;

N° 01 367 A, Rémy Maiti, PK 7,900, côté montagne, quartier Ariipeu, servitude Nina Peata, Punaauia, BP 42255 Fare Tony, 98713 Papeete, *date d'effet* : 1er juillet 2014 ;

N° 14 1069 A, Charline Tania Lehartel née Chanty, PK 12, côté montagne, servitude Scholermann, BP 13505, 98717 Punaauia, *date d'effet* : 15 septembre 2014 ;

N° 13 513 A, Daniel Pierre Teva Gilles, rue Eugène Oliver, BP 8775, 98719 Taravao, *date d'effet* : 15 septembre 2014 ;

N° 14 300 A, Eric Francis Claude Lefaucheur, centre Commercial Tauhere, route de Toahotu, BP 7760 Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date d'effet* : 30 juin 2014 ;

N° 13 1414 A, Tetau Sola Teinauri, quartier Topa Pamatai, BP 3751, 98713 Papeete, *date d'effet* : 15 septembre 2014 ;

N° 11 939 A, Sylvana Teriitahi née Tuihani, Haapu, 98731 Huahine, *date d'effet* : 1er février 2012 ;

N° 95 593 A, Jean Roland Louis Fernand Pitault, Titioro, 98713 Papeete, *date d'effet* : 28 février 2002.

17 septembre 2014

N° 02 1593 A, Christian Pitault, PK 30, côté mer, BP 120222, 98712 Papara, *date d'effet* : 16 septembre 2014 ;

N° 94 960 A, Thierry Montout, PK 21,900, côté montagne, 98711 Paea, *date d'effet* : 16 septembre 2014 ;

N° 13 622 A, Tommy Patrick Heiarii Laughlin, PK 6,500, côté montagne, quartier Laughlin, BP 6526, 98702 Faa'a, *date d'effet* : 16 septembre 2014 ;

N° 09 1455 A, Paul Douglas Sloan, phare du motu Temae Teavaro, 98728 Moorea Maiao, *date d'effet* : 4 septembre 2014 ;

N° 04 298 A, Victoire Narii Tanepau, route de l'hyppodrome, quartier Tuterai, 98716 Pirae, *date d'effet* : 29 octobre 2013.

18 septembre 2014

N° 02 878 A, Jeanne Pea, PK 34,200, côté mer, après le pont de Afarerii, 98712 Papara, *date d'effet* : 1er septembre 2014 ;

N° 13 2177 A, Véronique Marie Valérie De Massol De Rebetz, PK 35,400, côté mer, Papara, BP 3586, 98713 Papeete, *date d'effet* : 1er octobre 2014 ;

N° 10 765 A, Kusitino Kulimoetoke, PK 22,800, servitude Terii, BP 330304, 98711 Paea, *date d'effet* : 17 septembre 2014 ;

N° 14 1508 A, Martial Tarano Pureni, PK 11,900, côté montagne, quartier Tehei, BP 380680 Tamanu, 98718 Punaauia, *date d'effet* : 31 août 2014 ;

N° 14 684 A, Koralie Vaitaua Patricia Taerea, Tuamotu à Rikitea, BP 35, 98755 Gambier, *date d'effet* : 17 septembre 2014 ;

N° 12 835 A, Maruia Corinne Tetuanui née Terai, quartier Villierme Orovini, BP 21001, 98713 Papeete, *date d'effet* : 17 septembre 2014.

19 septembre 2014

N° 07 104 A, Véronique Tiare Clairefond, Nunue 1, côté montagne, Vaitape, 98730 Bora Bora, *date d'effet* : 1er avril 2014 ;

N° 04 784 A, Mélinda Heipua Tehei, PK 10,900, côté mer, Pueu, 98721 Hitia'a O Te Ra, *date d'effet* : 18 septembre 2014 ;

22 septembre 2014

N° 05 206 A, Marc Antoine Cerfontaine, PK 10,400, côté mer, 98709 Mahina, *date d'effet* : 15 mars 2014 ;

N° 09 616 A, Alain Jean Marie Henri Ble, PK 4, côté mer, quartier Hapairai, BP 8315, 98719 Taravao, *date d'effet* : 15 octobre 2014 ;

N° 07 999 A, Célia Lise Tiamoe Deane, vallée de Hakatao côté montagne, 98745 Ua Pou, *date d'effet* : 23 août 2014 ;

N° 11 972 A, Orama Kristie Ienfa, résidence Taapuna appartement n° 5, Punaauia, BP 21586, 98713 Papeete, *date d'effet* : 19 septembre 2014 ;

N° 14 916 A, Régis José Llop, PK 2, côté montagne, Temae, BP 1571 Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *date d'effet* : 19 septembre 2014 ;

N° 13 351 A, Florine Tohiaki née Vaatete, Taiohae, BP 88, 98742 Nuku Hiva, *date d'effet* : 15 septembre 2014 ;

N° 08 1705 A, Albert Junior Tamatoa Albert Fils née Vaitu, 1er étage centre commercial de Taravao, BP 9901, 98715 Papeete, *date d'effet* : 1er janvier 2014 ;

N° 04 1369 A, Wayne Heifara Richmond, Avatoru Rangiroa, 98776 Rangiroa, *date d'effet* : 19 septembre 2014.

23 septembre 2014

N° 86 421 A, Didier Binet, PK 13, lotissement Punavai Nui lot n° 75, BP 13775, 98718 Punaauia, *date d'effet* : 22 septembre 2014 ;

N° 13 140 A, Laurent Jean Yvon Jacolot, Temae, 98728 Moorea, *date d'effet* : 22 septembre 2014 ;

N° 12 268 A, Anthony Lowy-Tiaihau, PK 1,500, côté mer, quartier Teavaro Maharepa Moorea, BP 141349, 98701 Arue, *date d'effet* : 1er septembre 2014 ;

N° 12 1830 A, Huarei Terito Ginette Peirsegaale, PK 10,500, côté mer, Haumi Afareaitu, BP 10213, 98711 Paea, *date d'effet* : 30 juin 2013 ;

N° 14 44 A, Sylvie Poerava Poinas, centre commercial Tauhere route de Toahotu Taravao, BP 7329, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date d'effet* : 22 septembre 2014 ;

N° 04 1189 A, Humiliana Tsing, Pamatai lot. Socredo n° C53, BP 63065, 98704 Faa'a, *date d'effet* : 5 novembre 2012 ;

N° 07 329 B, Total Body Impact, société à responsabilité limitée, centre commercial du Lotus, 98718 Punaauia, *date d'effet* : 23 septembre 2014 ;

N° 14 630 A, Ludmila Jost née Eremenko, 10, lotissement Lichon, côté montagne, Punaauia, BP 41197, 98713 Papeete, *date d'effet* : 22 septembre 2014.

24 septembre 2014

N° 11 1188 A, Fabien Marie Laurent, résidence Anavai appartement n° 27, côté montagne, 98717 Punaauia, *date d'effet* : 23 septembre 2014 ;

N° 10 99 A, Napoléon Maiarii, PK 24,500, quartier Haapoponi, 98708 Tiarei, *date d'effet* : 23 septembre 2014 ;

N° 14 238 A, Bruno Louis Albert Negra, PK 11,300, côté montagne, servitude Moe, BP 1158, 98717 Punaauia, *date d'effet* : 29 novembre 2014 ;

N° 05 1085 A, Philomène Tekava Hauarii née Maihiti, lot Teroma N° 47, 98704 Faa'a, *date d'effet* : 1er décembre 2009.

25 septembre 2014

N° 05 300 A, Poema Teriirere, Tuamotu au village, 98774 Pukapuka, *date d'effet* : 1er janvier 2006 ;

N° 90 916 A, Arona Willie Tariu, vallée de Hamuta, 98716 Pirae, *date d'effet* : 24 septembre 2014 ;

N° 96 541 A, Valentin Tamatoa Peckett, PK 51,900, côté mer, Papeari, BP 7468 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date d'effet* : 31 décembre 1997 ;

N° 14 1399 A, Irène Tereira Adams, PK 54,500, côté mer, 98727 Papeari, Teva I Uta, *date d'effet* : 6 août 2014 ;

N° 11 1018 A, France-Elise Teuraheimata Marie-Odile Andre, PK 12,500 Vallée Ahonu, 98709 Mahina, *date d'effet* : 3 mars 2012 ;

N° 09 518 A, Emmanuel Olivier Marie Philippe Le Lostec, 22, rue Mirabeau, 8300 Toulon, France, *date d'effet* : 30 juin 2010 ;

N° 14 444 A, Kalina Moeahiro Bennett née Mai, PK 33,900, côté montagne, quartier Afarerii, 98712 Papara, *date d'effet* : 24 septembre 2014 ;

N° 14 737 A, Maud Alice Mianne née Santoro, PK 5,500, côté montagne, rue Vaipoopoo, 98701 Arue, *date d'effet* : 24 septembre 2014 ;

N° 12 1601 A, Odyle Nicoletta Putahi Tehiva, PK 4,800, côté montagne, route du plateau des Ananas Toahotu, BP 43325, 98713 Papeete, *date d'effet* : 24 septembre 2014 ;

N° 13 1040 A, Bruce Teraimateata A Tino A Teihotaata, PK 52, côté montagne, quartier Tahuaitu, BP 16114, 98727 Papeari, *date d'effet* : 24 septembre 2014 ;

N° 94 34 C, SCP Des Centres Commerciaux, société civile de participation, centre Lotus, Punaauia, BP 4512, 98713 Papeete, *date d'effet* : 25 septembre 2014 ;

N° 01 91 C, Société Civile de Participations et d'Investissements du Pacifique, société civile de participation, centre Lotus, Punaauia, BP 4512, 98713 Papeete, *date d'effet* : 25 septembre 2014.

26 septembre 2014

N° 14 899 A, Steeve Moana Ferrand, PK 16,500, route de Te Maruata, BP 380108, 98718 Punaauia, *date d'effet* : 25 septembre 2014 ;

N° 14 962 A, Yves Sylvain Johnston, PK 4,800, côté mer, lotissement Teahara, 98704 Faa'a, *date d'effet* : 19 septembre 2014 ;

N° 13 1059 A, Iorama Lo Shing, PK 30, côté mer, quartier Boosie Papara, BP 63188, 98702 Faa'a, *date d'effet* : 30 juin 2013 ;

N° 09 1952 A, Francklin Moana Tehetia, quartier Pua pointe Venus, 98709 Mahina, *date d'effet* : 25 septembre 2014 ;

N° 13 656 A, Corinne Vaite Tehetia née Temarii, PK 10,500, route de la pointe Venus, quartier Pua, BP 11617, 98709 Mahina, *date d'effet* : 18 avril 2013.

29 septembre 2014

N° 11 1345 A, Georgette Rahera Myriama Hutapu née Dexter, rue Oliver, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date d'effet* : 24 septembre 2014 ;

N° 11 1124 A, Erika Noho, rue Eugène Oliver, côté mer, Taravao centre, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date d'effet* : 24 septembre 2014 ;

N° 09 1854 A, Jean Ioane Victor Teua, PK 36,200, côté montagne, 98712 Papara, *date d'effet* : 30 juin 2014 ;

N° 04 1270 A, Teponi Brander née Mairihau, 98784 Tureia, *date d'effet* : 26 septembre 2014.

30 septembre 2014

N° 90 584 A, Dominique André Daguise, résidence Te Ou'a, BP 130162, 98718 Punaauia, *date d'effet* : 29 septembre 2014 ;

N° 13 2106 A, Sylvain Pascal Dobinet, quartier Amanahune baie de Povai, BP 895, 98730 Bora Bora, *date d'effet* : 29 septembre 2014 ;

N° 10 1628 A, Temoana Roger Yves Dodin, Te Maru Ata lot 47, BP 381019, 98718 Punaauia, *date d'effet* : 29 septembre 2014 ;

N° 11 1196 A, Lewis Manea, PK 17,500, côté montagne, plateau de Atohei, 98707 Hitia'a O Te Ra, *date d'effet* : 31 juillet 2014 ;

N° 14 891 A, Teuraiteahitu Elma Mauahiti, PK 47,300, côté montagne, à Vairaharaha, Mataiea, BP 6083, 98703 Faa'a, *date d'effet* : 29 septembre 2014 ;

N° 12 1819 A, Alban Eric Aitu Noble-Demay, PK 33,900, côté mer, 98712 Papara, *date d'effet* : 30 septembre 2014 ;

N° 13 1992 A, Sabrina Mateata Pittman, lotissement Puurai lot 254, BP 8505, 98702 Faa'a, *date d'effet* : 29 septembre 2014 ;

N° 10 590 A, Moroni Mike Temahuki, PK 39,200, côté mer, BP 12201, 98712 Papara, *date d'effet* : 31 décembre 2011 ;

N° 12 707 A, Alexandry Toa, Tapuamu, 98733 Tahaa, *date d'effet* : 1er juillet 2014.

1er octobre 2014

N° 14 928 A, Sarah Hempel, PK 5, côté montagne, BP 487 Maharepa, 98728 Moorea-Maiao, *date d'effet* : 3 octobre 2014 ;

N° 14 315 A, Arnaud Michel Claude Leduc, PK 2,200, côté montagne, Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date d'effet* : 30 septembre 2014 ;

N° 11 736 A, Rodrigue Teriierooiterai, avenue Pouvanaa'a a Oopa, 98714 Papeete, *date d'effet* : 30 septembre 2014 ;

N° 14 376 A, Vaitiare Kenza Tepava née Wohler, servitude Teporifaaite, Punaauia, BP 44937 Fare Tony, 98713 Papeete, *date d'effet* : 30 septembre 2014 ;

N° 05 330 A, Dorothee Tiare Tepehu, Faa'a, Saint-Hilaire, quartier Huaire, côté montagne, 98704 Faa'a, *date d'effet* : 22 février 2005 ;

N° 05 280 B, Las Video, société à responsabilité limitée, avenue du Prince Hinoi, immeuble Moutet, Papeete, BP 111475, 98709 Mahina, *date d'effet* : 1er octobre 2014.

2 octobre 2014

N° 14 403 A, Maeva Angélique Ramon-Lozano née Barthelemy, PK 4,400, côté mer, 98701 Arue, *date d'effet* : 4 août 2014 ;

N° 10 150 A, Jean Chin Foo, lotissement Lotus n° C18, 98718 Punaauia, *date d'effet* : 28 février 2013 ;

N° 13 1988 A, Benoit Emile Jacques Feron, résidence Kaoha Nui, appartement 508, Papeete, BP 50670, 98716 Pirae, *date d'effet* : 30 septembre 2014 ;

N° 12 932 A, Jean-François Tauria Lucas, quartier Oterai Avatoru, BP 443, 98775 Rangiroa, *date d'effet* : 23 août 2014 ;

N° 12 1169 A, Yvanna Tere, PK 11,800, côté montagne, quartier Haumi Afareaitu, 98728 Moorea, *date d'effet* : 31 juillet 2013 ;

N° 11 48 B, Polyglobe, société à responsabilité limitée, centre Puea Pahonu, Fare Ute, 98714 Papeete, *date d'effet* : 2 octobre 2014.

3 octobre 2014

N° 13 1162 A, Gilles Gaubens, PK 28, côté mer, Vaitoare Poutoru Patii, BP 137, 98734 Tahaa, *date d'effet* : 30 septembre 2014 ;

N° 14 1255 A, Sébastien Hapihi, PK 5,500, côté montagne, Saint-Hilaire quartier Tua, BP 60291, 98702 Faa'a, *date d'effet* : 2 octobre 2014 ;

N° 13 1115 A, Victorine Joana Teriivahine Faara Lanteires, PK 8,200, côté montagne, servitude Fuller 3 Outumaoro, BP 2077, 98703 Punaauia, *date d'effet* : 1er septembre 2014 ;

N° 13 1048 A, Liliana Meslin née Lenfant, PK 13, côté montagne, Punavai Punaauia, BP 21486, 98713 Papeete, *date d'effet* : 2 octobre 2014 ;

N° 10 671 A, Francis Toofa, PK 39,200, quartier Aromaiterai, BP 12301, 98712 Papara, *date d'effet* : 31 décembre 2010 ;

N° 12 658 A, Moerani Philippe Turi, PK 4,850, côté montagne, Maharepa, 98728 Moorea, *date d'effet* : 2 octobre 2014 ;

6 octobre 2014

N° 14 1560 A, Nathalie Christine Chambon, PK 15,900, côté mer, servitude Teave 5, BP 381199 Tamanu, 98718 Punaauia, *date d'effet* : 30 septembre 2014 ;

N° 10 1866 A, Violaine Fabienne Rose-Marie Frelrier, résidence Kaveka, lot 141 extension Miri Punaauia, BP 40646, 98713 Papeete, *date d'effet* : 1er octobre 2014 ;

N° 14 1637 A, Georges Hiro Matapo, PK 21,400, côté montagne, Vaianae, 98728 Moorea-Maiao, *date d'effet* : 2 octobre 2014 ;

N° 13 844 A, Henriette Terava Tefaaora, PK 38, côté montagne, lotissement Toreia n° 13, BP 12312, 98712 Papara, *date d'effet* : 30 novembre 2013 ;

N° 13 1147 A, Dérick Rehuarii Teraimana, PK 51, côté montagne, quartier Papeivi, 98720 Faaone, *date d'effet* : 1er octobre 2014.

7 octobre 2014

N° 12 2291 A, Sébastien Temarama Faatau, quartier Taahana Anau, 98730 Bora Bora, *date d'effet* : 5 août 2013 ;

N° 14 1483 A, Julia Elisa Martinelli, résidence Amoe, côté montagne, BP 110885, 98709 Mahina, *date d'effet* : 3 octobre 2014 ;

N° 13 1994 A, Manika Tauakohuani Tetohu, route de l'hippodrome rue Tuterai Tane, BP 52152, 98716 Pirae, *date d'effet* : 6 octobre 2014 ;

N° 13 2003 A, Ben Tetuaiteiroi, PK 3,100, côté montagne, route dorsale Afaahiti, BP 8378, 98719 Taravao, *date d'effet* : 31 juillet 2014 ;

N° 11 1858 A, Tiaura Herani Gracia née Tiatoa, PK 4,200, côté montagne, 98724 Hitia'a O Te Ra, *date d'effet* : 1er juillet 2014 ;

N° 93 874 A, Hérold Hahe Taurua, quartier Te Aroha, mission, BP 44061 Fare Tony, 98713 Papeete, *date d'effet* : 6 octobre 2014 ;

N° 02 1088 A, Edwige Tchen, PK 8,200, côté montagne, Parking Outumaoro, 98718 Punaauia, *date d'effet* : 6 octobre 2014.

8 octobre 2014

N° 11 903 A, Mina Moreau née Oujaddi, PK 7, côté montagne, Cooks Bay Paopao, BP 3311, 98728 Moorea, *date d'effet* : 30 septembre 2014 ;

N° 10 1475 A, Marc Pierre Sienkiewicz, PK 16, côté mer, quartier Vaihere Papetoai Moorea, BP 1012, 98703 Punaauia, *date d'effet* : 7 octobre 2014.

9 octobre 2014

N° 08 1707 A, Léon Davida Hepo Peni, marche de Papeete, BP 1174, 98713 Papeete, *date d'effet* : 31 octobre 2014 ;

N° 12 900 A, Hinarui Melanie Heirani Kote, hors village, 98769 Makemo, *date d'effet* : 31 juillet 2014 ;

N° 11 1037 A, Fanny Mamatui-Labbeyi, Tuamotu Gambier, BP 78, 98755 Gambier, *date d'effet* : 8 octobre 2014 ;

N° 11 1037 A, Fanny Mamatui-Labbeyi, Tuamotu Gambier BP 78, 98755 Gambier, *date d'effet* : 9 octobre 2014 ;

N° 11 172 A, Ellen Maude Teuraheimata Teuira, PK 12,600, côté montagne, quartier Pothier Punaauia, BP 14325, 98701 Arue, *date d'effet* : 21 janvier 2011 ;

N° 09 1600 A, Bruno Teuira Van Bastolaire, PK 4, quartier Salmon, 98704 Faa'a, *date d'effet* : 8 octobre 2014 ;

N° 97 772 A, Mauihautepapa Arii Huri, Ahe, 98771 Manihi, *date d'effet* : 31 décembre 2014 ;

N° 01 853 A, Hilaire Mihaera Tamatoa Tehaai, au village, BP 73, 98771 Manihi, *date d'effet* : 8 octobre 2014.

10 octobre 2014

N° 13 1317 A, Titaina Sylvana Bisiaux née Pihatae, quartier Juventin, chemin vicinal de Tipaerui Papeete, BP 8518, 98702 Faa'a, *date d'effet* : 9 octobre 2014 ;

N° 12 1637 A, Belinda Terii-Hopoi-Tua Titiouau Tetuanui-Peters, servitude Timiona derrière le magasin Apahere, BP 43222, 98713 Papeete, *date d'effet* : 9 octobre 2014 ;

N° 10 973 A, Vetea Léon Tinihau Varney, rue Marc-Blond, côté mer, Fariipiti, BP 2117, 98713 Papeete, *date d'effet* : 9 octobre 2014 ;

N° 04 1488 A, Francesca Maire Pautu née Otui, PK 51,800, côté montagne, Papeari, BP 16196, 98727 Teva I Uta, *date d'effet* : 15 novembre 2006 ;

N° 07 88 A, Christerline Mary Hinano Teinaore née Hoata, PK 24, côté montagne, Haapiti, 98728 Moorea-Maiao, *date d'effet* : 29 mars 2010 ;

N° 08 794 A, Tearo Pifao, quartier Tauvihauria côté montagne, BP 8635 Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date d'effet* : 27 janvier 2010 ;

N° 10 654 A, Tristan Abel Patrick Rognin-Picard, PK 21,700, côté mer, quartier Vaiane Haapiti, 98728 Moorea-Maiao, *date d'effet* : 31 mai 2010 ;

N° 09 1410 A, Tetuanui Yuncy Sears née Ruaroo, PK 53,200, côté mer, Papeari, 98727 Teva I Uta, *date d'effet* : 6 juin 2010 ;

N° 10 1545 A, Viktoria Strakova, quartier Tapotofarerani Motu Temae, 98728 Moorea-Maiao, *date d'effet* : 11 octobre 2010 ;

N° 09 1023 A, Maona Wendy Tetua Taero-Huang, PK 17,500 au village, 98722 Tautira, *date d'effet* : 28 avril 2010 ;

N° 04 1372 A, Christiane Terire Chee Ayee, PK 7,500, côté mer, Afareaitu, 98728 Moorea-Maiao, *date d'effet* : 29 mars 2010 ;

N° 10 213 B, Vm Entreprise, société à responsabilité limitée à associé unique, rue Marcq-Blond de Saint-Hilaire, Fariipiti, BP 90097 Motu Uta, 98715 Papeete, *date d'effet* : 10 octobre 2014 ;

N° 10 214 B, Vm Import, société à responsabilité limitée à associé unique, rue Marcq-Blond de Saint-Hilaire, Fariipiti, BP 90067 Motu Uta, 98715 Papeete, *date d'effet* : 10 octobre 2014.

14 octobre 2014

N° 14 74 A, Merya Hiro née Fareata, PK 4,800, côté mer, quartier Hiro, 98702 Faa'a, *date d'effet* : 13 octobre 2014 ;

N° 08 175 A, Steve Jouen, PK 3,545, côté mer, Arue, BP 3236, 98713 Papeete, *date d'effet* : 10 octobre 2014 ;

N° 13 417 A, Heirani Dayton Karl Jay Tinorua Paiti, PK 9,500, côté montagne, Mahina, BP 140580, 98701 Arue, *date d'effet* : 13 octobre 2014 ;

N° 06 432 A, Chantal Ellacott née Turi, Nunue, 98730 Bora Bora, *date d'effet* : 16 janvier 2014 ;

N° 03 2429 A, Miriama Faafatua, a côté du magasin Tefana, BP 63195, 98702 Faa'a, *date d'effet* : 13 octobre 2014 ;

N° 13 674 A, Nadia Tekonea née Bellais, Teavaroa, BP 33, 98781 Takaroa, *date d'effet* : 9 octobre 2014 ;

N° 13 1031 A, Richard Teraihau Tatarata, PK 12,900, côté montagne, quartier Atinuu, BP 3237, 98703 Punaauia, *date d'effet* : 9 octobre 2014 ;

N° 09 1037 A, Jackie Maire Togateheraro née Tavae, quartier Tikare Pamatai, 98704 Faa'a, *date d'effet* : 1er août 2013 ;

N° 13 1604 A, Rolando Mario Teraiefa, PK 6,300, côté montagne, vallée de Tefaaroa Arue, BP 5754, 98716 Pirae, *date d'effet* : 30 mai 2014 ;

N° 09 1585 A, Vainui Rudy Van-Bastolaer, PK 4, quartier Salmon, 98704 Faa'a, *date d'effet* : 8 octobre 2014 ;

N° 05 303 A, Henry Guy Bonno, Atuona, 98741 Hiva Oa, *date d'effet* : 17 septembre 2014 ;

N° 02 407 A, Walter Lai Ah Che, pointe Vénus, côté mer, 98709 Mahina, *date d'effet* : 22 août 2014 ;

N° 10 35 B, Vaiata Aménagement, société à responsabilité limitée, route de Fare Rau Ape, BP 50616, 98716 Pirae, *date d'effet* : 14 octobre 2014 ;

N° 12 186 B, Navigation Interinsulaire des Tuamotu, société à responsabilité limitée, PK 10,500, côté montagne, servitude Tumahai 1, BP 1866 Punavai, 98717 Punaauia, *date d'effet* : 14 octobre 2014.

15 octobre 2014

N° 12 2243 A, Karelle Poia née Barsinas, PK 10,100, côté mer, lotissement Matavai n° 24, BP 110821, 98709 Mahina, *date d'effet* : 30 septembre 2014 ;

N° 08 2058 A, Jean Pierre René Didier Paques, PK 24,500, quartier plage des Tipaniers, 98728 Moorea Haapiti, *date d'effet* : 1er octobre 2014 ;

N° 11 1556 A, Paul Taae, PK 53,100, côté montagne, lotissement Vaimarama, 98727 Teva I Uta, *date d'effet* : 30 septembre 2014 ;

N° 12 2180 A, Dhana Moerani Tahutini-Brillant née Tahutini, PK 25,400, côté mer, BP 10547, 98711 Paea, *date d'effet* : 20 août 2014 ;

N° 14 923 A, Lucette Hana Tapi née Teiva, Tuamotu, Tearavero, Kauehi, BP 21526, 98713 Papeete, *date d'effet* : 19 septembre 2014 ;

N° 09 779 A, Marie Tehavari Richmond née Teniaro, PK 12, côté montagne, Haumi, 98728 Moorea, *date d'effet* : 15 juin 2014 ;

N° 14 556 A, Hinatea Ethel Terorotua, PK 26,800, côté montagne, BP 330446, 98711 Paea, *date d'effet* : 1er avril 2014 ;

N° 10 1054 A, Joan Tumata Léonne Carlson, avenue régent Paraita Mamao Papeete, BP 50198, 98716 Pirae, *date d'effet* : 1er octobre 2014 ;

N° 13 2285 A, Olivier Jean Consola, immeuble Hopetoi n° B1 Papeete, BP 52461, 98716 Pirae, *date d'effet* : 15 octobre 2014 ;

N° 12 487 A, Tagifakapiri Dimitri Ganahoa, PK 5,500, côté montagne, quartier Taumihau Saint Hilaire, BP 6850, 98702 Faa'a, *date d'effet* : 6 novembre 2012 ;

N° 14 1122 A, Daniel Christian Roy, lot 41, Les Hameaux de Mahinarama, BP 111463, 98709 Mahina, *date d'effet* : 23 juin 2014 ;

N° 07 124 A, Taiho Teheipuarui, PK 6,500, côté montagne, lotissement Teroma 2 n° 55, BP 61303, 98704 Faa'a, *date d'effet* : 9 octobre 2014.

22 octobre 2014

N° 02 191 B, Tb Promotion Bora Bora, société à responsabilité limitée, boulevard Pomare centre Paofai, 98713 Papeete, *date d'effet* : 22 octobre 2014.

23 octobre 2014

N° 11 284 B, Matarai, société à responsabilité limitée, PK 16,800, côté mer, quartier Rey, Punaauia, BP 15277 Mataiea, 98726 Teva I Uta, *date d'effet* : 23 octobre 2014.

27 octobre 2014

N° 08 297 B, SARL Marquises Pneus Express, société à responsabilité limitée, Atuona, BP 409, 98741 Hiva Oa, *date d'effet* : 27 octobre 2014 ;

N° 09 195 B, Homelectra, société à responsabilité limitée à associé unique, Green Valley Iti lot 35, Punaauia, BP 52904, 98716 Pirae, *date d'effet* : 27 octobre 2014.

5 novembre 2014

N° 13 26 B, EURL Raimana Teahupoo, société à responsabilité limitée à associé unique, PK 38,100, côté mer, BP 120181, 98712 Papara, *date d'effet* : 5 novembre 2014.

Fait à Papeete, le 8 décembre 2014.

La greffière,
Mérine LEGALL.

SARL Q16

au capital de 1 000 000 F CFP

Siège social : Immeuble Solari,

7, avenue du Général-de-Gaulle, Papeete, Tahiti

RCS 07254 B, N° TAHITI 836577

Avis de changement de statut

Suite au départ de M. Christophe TREBOUTA de la SARL Q16 et au retrait de sa cogérance, les associés ont décidé en assemblée générale extraordinaire du 16 janvier 2015 :

- du changement de statut de la SARL qui devient une EURL ;
- de nommer seul gérant M. Frédéric GODEMET, demeurant à Mahina, PK 9, côté montagne.

Pour avis et mention,
Le gérant, Frédéric GODEMET.

BANQUE SOCREDO

Société anonyme d'économie mixte (SAEM)

au capital de 22 000 000 000 F CFP

Siège social : Papeete, 115, rue Dumont-d'Urville

RCS TPI 59 1 B - N° TAHITI 075390

Avis de changement de composition
du conseil d'administration de la banque SOCREDO

La nouvelle composition du Conseil d'administration de la Banque SOCREDO est la suivante :

Mention périmée

Conseil d'administration

Administrateurs représentant l'Agence française de développement : Frédéric AUDRAS ; Yann JACQUEMIN et Michel JACQUIER.

Administrateurs représentant la COFIBRED : Eric MONTAGNE et Jean VERNAUDON.

Administrateurs représentant la Polynésie française : Tearii ALPHA ; Jean-Christophe BOUISSOU ; Nuihau LAUREY ; Albert SOLIA et Marcel TUIHANI.

Commissaire du gouvernement : Claude WARNET.

Mention nouvelle

Conseil d'administration

Administrateurs représentant l'Agence française de développement : Frédéric AUDRAS ; Yann JACQUEMIN et Michel JACQUIER.

Administrateurs représentant la COFIBRED : Eric MONTAGNE et Marc ROBERT.

Administrateurs représentant la Polynésie française : Tearii ALPHA ; Jean-Christophe BOUISSOU ; Nuihau LAUREY ; Albert SOLIA et Marcel TUIHANI.

Commissaire du gouvernement : Claude WARNET.

Pour avis,
Le directeur général,
James ESTALL.

HOTU MOANA SEA FOOD

Société à responsabilité limitée

au capital de 1 000 000 F CFP

Siège social : Punaauia, PK 14,200, côté mer, quartier Sage
BP 381653 Tamanu, 98712 Punaauia

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 14 novembre 2014, il a été constitué une société à responsabilité limitée dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination sociale : HOTU MOOANA SEA FOOD.

Capital : 1 000 000 F CFP divisés en 100 parts sociales d'un montant de 10 000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées.

Siège Social : Punaauia, PK 14,200, côté mer, quartier Sage.

Objet :

- exploitation d'une ferme aquacole et plus particulièrement l'élevage, la production et le négoce, local et à l'exportation, de crevettes, de concombres de mer, de poissons et tous produits de la mer ;
- plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques, financières, fiscales, et de conseil se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement la réalisation de l'objet social.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Gérant : MM. Anapa'arii BOOSIE et Ernest CHIN FOO sont désignés statutairement en qualité de gérants.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés : la société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis et mention.

SENTINEL

**Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP**

**Siège social : Immeuble Suard, avenue Prince-Hinoui
Papeete - Polynésie française**

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 21 janvier 2015 à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination : SENTINEL.

Siège social : Immeuble Suard, avenue Prince-Hinoui, Papeete.

Objet : L'achat, la vente, l'installation, l'entretien et la maintenance d'appareils ou meubles de protection des biens ou des personnes ainsi que de réseaux courant fort et faible.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Capital : 1 000 000 F CFP.

Gérance : M. Eric SPINELLA, demeurant à Taiarapu-Ouest, Toahotu, route de Puunui.

Cession de parts : Libre entre associés, agrément des associés pour toute autre cession.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
Le représentant légal.*

SA FINANCIERE HOTELIERE POLYNESIENNE

au capital de 1 150 000 000 F CFP

**Siège social : Centre commercial Le Lotus, Punaauia,
Tahiti**

RCS Papeete TPI 96 115 B

Le 9 décembre 2014, les administrateurs de la SA FINANCIERE HOTELIERE POLYNESIENNE ont mis à jour la composition du conseil d'administration ainsi qu'il suit :

Ancienne mention :

- M. Joël ALLAIN ;
- Banque SOCREDO (James ESTALL) ;
- SCP Moana Nui (M. Olivier LOYANT) ;

- SC HHTB (Mme Thérèse BARBION) ;
- M. Yves BUHAGIAR ;
- M. Jean-Pierre FOURCADE ;
- M. Thierry BARBION.

Nouvelle mention :

- M. Joël ALLAIN ;
- SCP Moana Nui dont le représentant permanent est M. Claude GIRARD ;
- SC HHTB dont le représentant permanent est M. Pascal THION ;
- M. Yves BUHAGIAR, M. Jean-Pierre FOURCADE ;
- M. Thierry BARBION ;
- M. Olivier BARBION.

*Pour avis,
Le président.*

**OFFICE NOTARIAL RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, boulevard Pomare**

**LES DELICES DU PERIGORD
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP**

**Siège social : Papeete, quartier de Fariipiti
RCS : Papeete n° TPI 90 104 B - N° TAHITI : 213 900**

*Changement de gérant
(AGE du 30 septembre 2014)*

Mention ancienne

Gérante : Mme Catherine THOMAS, demeurant à Punaauia, Punavai montagne, lotissement Toarotu Rahi n° 4.

Nouvelle mention

Gérant : M. Vincent CATTIAU, demeurant à Papeete, pic Rouge.

*Pour avis,
La gérance.*

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE*Avis de cession de fonds de commerce*

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire associé à Papeete, le 9 janvier 2015, enregistré à Papeete, le 13 janvier 2015, folio 198 bordereau 6204/6, a été cédé par M. Jules CHUNG SAO, né à Papeete (98713) le 8 janvier 1960, a cédé, au profit de la société dénommée MAGASIN VAIMA, société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 100 000 F CFP, dont le siège est à Mataiea (98726), PK 48,200, côté montagne, en cours d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete, un fonds de commerce d'alimentation générale exploité à Mataiea, PK 48,200, côté montagne, lui appartenant, connu sous le nom commercial MAGASIN VAIMA, et pour lequel le cédant est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 30 974 A et identifié à l'ISPF sous le numéro TAHITI 245746. Le cessionnaire est propriétaire du fonds vendu à compter du jour de la signature et il en a la jouissance rétroactivement depuis le 1er janvier 2015. La cession a été consentie et acceptée moyennant le prix principal de 6 000 000 F CFP, s'appliquant aux éléments incorporels pour 5 350 000 F CFP, au matériel pour 650 000 F CFP. La société deviendra propriétaire du fonds apporté à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, mais les opérations effectuées à

partir de ce jour concernant l'exploitation dudit fonds, seront réputées faites pour son compte. Les créanciers disposeront d'un délai de dix jours à compter de la présente publication pour faire la déclaration de leurs créances au siège de l'EURL VAIMA, BP 7184 Taravao, par exploit d'huissier.

Le présent avis est publié sous la condition de l'intervention de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete. A compter de celle-ci, les effets de la publicité prescrite par la loi du 17 mars 1909 rétroagiront à la date de son accomplissement, le tout conformément aux dispositions de l'article 1843-1 du code civil.

Pour 2e insertion,
Le greffier.

SARL COFFEE ADDICT

Avis de constitution

Par acte sous seing privé du 20 janvier 2015, il a été constitué une SARL dénommée COFFEE ADDICT.

Siège social : Taravao, PK 1,200, côté montagne, route de Toahotu.

Objet social : Activités de débitant de boissons, de pâtisseries et de restauration. Conception et vente de boissons et denrées sans alcool. Exploitation de tout fond de commerce lié aux activités. Mise en place d'espaces d'activités : coin lecture, cyber espace, animation musicale. Vente de produits dérivés de la marque de l'entreprise. Organisation de journées ou soirées exceptionnelles, ou animations spéciales à l'occasion des fêtes.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au RCS de Papeete.

Capital : 500 000 F CFP.

Gérance : M. Yannick LAI, Mlle Poerau TAMATO, M. Tauarii TAMATO, demeurant tous à Taravao, PK 1,200, côté montagne, route de Toahotu.

EURL NAIKINUI

au capital de 100 000 F CFP

Siège social : PK 9,600 Miri Miri, côté mer

98735 Tevaitoa, Raiatea

RCS : 12 53 B

Avis

L'associé unique a décidé en date du 30 juin 2013, conformément à l'article L. 223-42 du code de commerce, de ne pas dissoudre la société.

Mention sera faite au RCS de Papeete.

Pour avis.

KERBREHAN

Société à responsabilité limitée

au capital de 800 000 F CFP

Siège social : Fariipiti

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 25 janvier 2015, il a été convenu une modification de l'article 7 des statuts de la société comme suit :

Le capital social, formé par les apports des associés est de 800 000 F CFP. Il est divisé en 100 (cent) parts de 8 000 (huit mille) chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées.

Pour avis,
La gérance.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION PUPU HIMENE TAMARII PAPEARI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(10 janvier 2015)

Président d'honneur	: TCHANG Rimine
Président	: GRAFFE Serge
Vice-président	: LEVY Taraoura
Secrétaire	: GRAFFE Tahia
Secrétaire adjointe	: TCHANG Diana
Trésorier	: HUGUES Vahirua
Trésorière adjointe	: PIHAATAE Hélène

FOYER SOCIO-EDUCATIF DU LYCEE SAMUEL-RAAPOTO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(14 octobre 2014)

Président	: MELIX Jacques
Vice-président	: FOUGEROUSE Tevai
Secrétaire	: HAYES Johanna
Secrétaire adjointe	: CLARK-TEFAU Joudy
Trésorier	: DIXON Victor
Trésorier adjoint	: SARTORE-DEVASSE Jean-Pierre

UNION POLYNESIENNE

POUR LA SAUVEGARDE DE LA NATURE TE RAUATIATI A TAU A HITI NOA TU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(17 décembre 2014)

Présidents d'honneur	: JAY Henri CHAN Maxime POROI Elie
Présidente	: TUTAVAE Nœlla
Vice-président	: SAGE Winiki
Secrétaire	: BONNO Béatrice
Secrétaire adjointe	: TAHIMANARII Bélanda
Trésorière	: JAY-REY Moeani
Trésorier adjoint	: TEROROTUA Olivier

ASSOCIATION SPORTIVE ARI'I FA'AHE'E VA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(1er décembre 2014)

Président	: TUPEA Taniera
Secrétaire	: TEHAHETUA Mistinguett
Trésorier	: WANG SOI PAN Matarii

FEDERATION TAHITIENNE DE NATATION

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 septembre 2014)

Président : SOMMERS Michel
Vice-président : LEQUEUX Didier
Secrétaire : TOUMANIANTZ Vadim
Trésorier : CHANGUES Moana
Membres : VERMOREL Jean-Marc
AGNIERAY Arthur
AITAMAI Mara
PERON Denis
DELAFOULHOUZE Jean-Louis
AITAMAI Tania
NG PAO Patricia
LORFEVRE André

ASSOCIATION NUUTERE RAVA'AI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(31 août 2014)

Président : CHARLES Gordon
Vice-président : TUFAMEA Roland
Secrétaire : TAIARUI Esther
Trésorier : PUTOA Karl
Responsables
Techniques : MOU-SIN Joseph
Loisirs : CHARLES Dominique
Bienfaiteur : TEHAHETUA Maurice

FEDERATION DE BILLARD

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 janvier 2015)

Président : LEPEAN Laurent
Vice-président : MAHUTA Patrick
Secrétaire : TEKURIO Daisy
Secrétaire adjointe : LAU Augustine
Trésorier : RUAHE Marius
Trésorier adjoint : WANG CHEOU Heimata

ASSOCIATION NUAMO'A
anciennement dénommée
ASSOCIATION NU'U A MO'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 octobre 2014)

Présidents d'honneur : TENIARAHU Daniel
DEANE Walter
Président : PARKER Heifara
Vice-présidents : TENIARAHU Isaia
DEANE Samuel
Secrétaire : TENIARAHU Bella
Secrétaire adjointe : PIFAO Tevaite
Trésorière : PARKER Doriane
Trésorière adjointe : TENIARAHU Denise

ASSOCIATION VAI TAAREU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 novembre 2014)

Président d'honneur : PAOFAI Sion
Président : PAOFAI Georges
Vice-président : PAOFAI Emile
Secrétaire : PAOFAI Jean-Pierre
Secrétaire adjointe : TATO A Murielle
Trésorier : PATU Fernand
Trésorier adjoint : PATU Terautahi

ASSOCIATION TERRITORIALE D'EDUCATION MUSICALE
DE POLYNESIE - ATEMPO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 août 2014)

Présidente : BARTHES MARTIN Florence
Secrétaire : FOURNIE Isabelle
Trésorière : MICHON Florence

ASSOCIATION TE MANO HITI O MAHINA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 janvier 2015)

Présidente : ARAI Fidra
Vice-président : MAHAA Edgar
Secrétaire : TUMARAE Olivia
Secrétaire adjointe : FAUA Katia
Trésorière : TAVITA Teapua
Trésorier adjoint : RAIOAOA Jean-Claude

ASSOCIATION JUDO CLUB DE TARAVAO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 décembre 2014)

Président : FIRUU Abel
Secrétaire : CASSANI Maxime
Trésorier : AUNEAU Daniel
Assesseurs : CUMIN Laure
TAIMANA Jenny

ASSOCIATION APAIR

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 novembre 2014)

Président : SHAN CHING SEONG Robert
Vice-présidente : TOURNEUX Mareva
Secrétaire : QUENEE Vincent
Secrétaire adjoint : JAMMET Marc
Trésorier : IENFA Jules
Trésorière adjointe : BONNO Claudine

**ASSOCIATION TEDxPapeete
anciennement
COMITE ORGANISATEUR TEDxPapeete 2013**

Modification de statuts

La durée de l'association est illimitée.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 janvier 2015)

Président	:	LEMONNIER Philippe
Secrétaire	:	SCHEIDER Emmanuel
Trésorière	:	LI Maeva

**ASSOCIATION SYNDICALE DES PROPRIETAIRES
DU LOTISSEMENT SETIL-FAA'A**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 octobre 2014)

Président	:	TEMORERE Michel
Vice-présidents	:	TERIITAPUNUI Roger dit Paco MOOROA Jean-Claude dit Ako
Secrétaire	:	HIRO Herenui
Secrétaire adjoint	:	TAURAA Hoarau
Trésorier	:	LAU Rémy
Trésorier adjoint	:	HIRO Matahi
Assesseeurs	:	HIRO Varena AVAEMAI Tahiarai

ASSOCIATION NOUVELLE GENERATION DE HAAPITI
(Récépissé n° 5913 DIRAJ du 26 janvier 2015)

Extraits de statuts

Il est fondé le 13 janvier 2015, l'ASSOCIATION NOUVELLE GENERATION DE HAAPITI régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Cette association a pour objet :

- de proposer toutes actions jeunesse (cohésions sociales éducations culturelles sportives événementiels et autres). En effet, en plus de sa fonction de rituel saisonnier, les animations sont synonymes de :
 - rupture avec le quotidien, les normes, la vie professionnelle... ;
 - partage d'une temporalité, d'un lieu, de codes, d'attitudes, voire de valeurs ;
- de contribuer à l'épanouissement des jeunes de Haapiti ;
- de servir d'interface entre les jeunes de Haapiti et les autorités ;
- de les accompagner dans leurs quêtes de travail ;
- autant d'activités qui seront financées en grande partie par des opérations de levée de fond organisées tout au long de l'année.

Son siège est fixé au PK 24, côté montagne, Haapiti, Moorea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	FERCOT Prisca
Vice-présidente	:	ATAMU Karine
Secrétaire	:	ITAE Jessica
Secrétaire adjointe	:	HOATA Moerani
Trésorière	:	MAUEAU Guylène
Trésorière adjointe	:	TAUREI Josiane

ASSOCIATION TE VAHINE API NO PAPARA
(Récépissé n° 5865 DIRAJ du 19 janvier 2015)

Extraits de statuts

Il est créé le 13 janvier 2015, l'ASSOCIATION TE VAHINE API NO PAPARA régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association a pour but :

- de promouvoir l'épanouissement de la femme en favorisant les rencontres, les échanges culturels et sportifs à Papara, en Polynésie et en dehors du pays ;
- d'organiser des festivités, des expositions, des réunions, des conférences, des séminaires.

Son siège est fixé au PK 35,500, côté mer, Papara.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	CONDAMINES Matae
Secrétaire-trésorier	:	CONDAMINES Jean-Pierre
Secrétaire adjointe	:	HUIOUTU Heimanu
Assesseeur	:	BENNETT Maruia

ASSOCIATION BTS SP3S TAHITI
(Récépissé n° 5327 DIRAJ du 21 janvier 2015)

Extraits de statuts

Il est créé le 1er septembre 2014, l'ASSOCIATION BTS SP3S TAHITI.

Cette association a pour objet d'élaborer des projets et de travailler en partenariat avec différentes structures du milieu sanitaire et social aussi bien sur le territoire et hors territoire polynésien.

Son siège est fixé au lycée polyvalent de Taaone.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	SUAIRE Didier
Vice-présidente	:	MATEMOKO Tioni
Secrétaire	:	BUFFETEAU Nanihi
Secrétaire adjointe	:	BALDENENCK Maryline
Trésorière	:	COUGARD Marine
Trésorière adjointe	:	TAKOTUA Hanitua

ASSOCIATION TE AO TAMA
(Récépissé n° 5558 DIRAJ du 26 janvier 2015)

Extraits de statuts

Il est fondé le 13 décembre 2014 l'ASSOCIATION TE AO TAMA qui a pour objet la prévention des pratiques à risques physiques et psychiques de la jeunesse de Polynésie française, particulièrement à Mahina.

Son siège social est fixé au lot 163, Super Mahina, 98709.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: DEGAGE Tutea
Secrétaire	: MARIN Thierry
Trésorier	: ETIENNE Christian

ASSOCIATION HERITIERS DE MARAMA ET TERIIRUIA*(Récépissé n° 5541 DIRAJ du 23 janvier 2015)*

Extraits de statuts

Il est constitué le 29 octobre 2014, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 qui prend le nom de ASSOCIATION HERITIERS DE MARAMA ET TERIIRUIA.

L'association a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître. Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association ;
- l'organisation des activités corporatives pour récolter des fonds afin de financer les dépenses de l'association :
 - administratives (tribunal, avocat, notaire, généalogie, transcription, etc.) ;
 - autres dépenses (téléphone, déplacement, organisation des activités corporatives, travaux sur le terrain) ;
- d'organiser des voyages culturels ayant pour but de resserrer des liens familiaux avec d'autres communautés dans d'autres pays.

Son siège est fixé à Tautira, PK 14,200, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEHINA Gaston
Secrétaire	: HIRO Yvonne
Trésorière	: HIRO Ida
Assesseur	: ROMEA Arutahi

ASSOCIATION DES CONSORTS ET AYANTS DROIT DE VAIMEHO JULES-AN YUONG FAN TAU LING (TINORUA-TEVAEARAI-AHUTAPU)*(Récépissé n° 5893 DIRAJ du 23 janvier 2015)*

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION DES CONSORTS ET AYANTS DROIT DE VAIMEHO JULES-AN YUONG FAN TAU LING (TINORUA-TEVAEARAI-AHUTAPU), créée le 12 janvier 2015, a pour objet :

- de regrouper leurs ayants droit et de faire valoir leurs droits ;
- d'assurer la défense des intérêts des ayants droit à jour de leur cotisation au sein de l'association ;
- de favoriser la communication et de resserrer les liens familiaux.

Son siège social est fixé à la servitude Porcelano, vallée de Titioro à Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: VAIMEHO Jean
Vice-président	: TUAHU Aristide
Secrétaire	: MENANT Lydia
Secrétaire adjoint	: TAHUA Olivier
Trésorière	: VAIMEHO Leïla
Trésorière adjointe	: TAHUA Juliette

ASSOCIATION MANAHERE*(Récépissé n° 5883 DIRAJ du 23 janvier 2015)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 18 janvier 2015 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre ASSOCIATION MANAHERE.

Elle a pour objet de promouvoir la culture polynésienne en participant à des spectacles de danse tahitienne, des concours de danse traditionnelle à l'échelle locale et internationale.

Les bénéfices réalisés sont affectés à l'activité de l'association.

Son siège social est fixé à Punaauia, PK 16,100, servitude Teremate II, Tahiti.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: ROOMATAAROA Poehere
Secrétaire-trésorière	: PAQUIER Hei Nui

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 13		
Tirage du lundi 19 janvier 2015 :		
4 7 18 25 35		
Numéro chance : 4		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros	2	10 353 782
4 bons numéros	421	105 847
3 bons numéros	18 227	1 050
2 bons numéros	248 944	548
N° chance gagnant.....	305 698 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 4 244 997		

LOTO NATIONAL N° 14		
Tirage du mercredi 21 janvier 2015 :		
6 19 34 42 49		
Numéro chance : 10		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros.....	0	0
4 bons numéros.....	446	197 195
3 bons numéros.....	19 114	1 360
2 bons numéros.....	284 483	644
N° chance gagnant.....	322 428 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 7 593 995		

LOTO NATIONAL N° 15		
Tirage du samedi 24 janvier 2015 :		
5 13 21 36 44		
Numéro chance : 1		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros.....	6	6 372 398
4 bons numéros.....	839	98 066
3 bons numéros.....	31 403	1 133
2 bons numéros.....	431 082	584
N° chance gagnant.....	471 869 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 3 428 186		

KENO GAGNANT A VIE

Lundi 19 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 1 367 354

10	17	23	24	25	31	32	34	35	36
39	42	45	46	48	51	53	55	57	67

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Joker + : 4 244 997

4	6	9	10	13	24	27	34	36	46
48	49	54	55	56	57	58	62	67	68

Multiplicateur : x 1

Mardi 20 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 6 909 323

13	14	21	31	32	33	34	39	45	49
50	53	54	58	60	63	64	65	66	68

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Joker + : 0 554 706

4	6	8	10	12	20	21	22	24	26
28	34	35	38	40	41	51	55	62	63

Multiplicateur : x 3

Mercredi 21 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 5 780 338

1	7	9	11	17	20	21	25	40	42
43	45	47	49	53	57	58	60	63	67

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Joker + : 7 593 995

2	3	7	8	9	12	18	20	21	22
34	38	46	48	52	53	56	63	65	69

Multiplicateur : x 2

Jeudi 22 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 9 617 991

3	4	9	10	18	20	21	22	23	24
25	28	29	39	40	43	44	57	66	68

Multiplicateur : x 4

2e tirage

Joker + : 8 685 419

1	8	11	13	22	24	28	29	30	32
46	49	50	51	54	56	57	62	68	70

Multiplicateur : x 3

Vendredi 23 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 3 151 697

1	4	9	13	23	33	35	37	38	39
42	44	47	55	56	61	63	66	67	68

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Joker + : 1 723 525

15	17	19	21	22	29	35	41	42	43
45	53	55	57	59	60	62	65	66	68

Multiplicateur : x 2

Samedi 24 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 0 862 943

5	6	8	18	20	22	25	28	41	45
46	49	50	52	54	58	60	62	64	68

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Joker + : 3 428 186

3	8	14	16	18	23	26	28	37	38
44	47	49	51	57	62	63	68	69	70

Multiplicateur : x 2

Dimanche 25 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 3 910 379

2	4	7	8	9	15	17	22	23	29
37	40	44	47	49	54	55	57	59	67

Multiplicateur : x 4

2e tirage



Joker + : 3 467 205

10	12	14	15	17	25	28	29	33	34
38	40	45	47	49	54	64	65	68	69

Multiplicateur : x 2



EURO MILLIONS

Mardi 20 janvier 2015

15 33 41 44 47  

Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	2	1 941 485 918
5 +	☆	0	3	42 044 498
5		0	4	10 511 121
4 +	☆ ☆	5	42	500 525
4 +	☆	125	667	27 577
4		301	1 419	12 959
3 +	☆ ☆	284	1 394	9 415
2 +	☆ ☆	3 665	19 147	3 150
3 +	☆	5 597	28 793	2 004
3		12 443	62 536	1 551
1 +	☆ ☆	20 057	103 188	1 646
2 +	☆	78 427	406 028	1 133
2		177 359	901 263	513
My million : TE 224 8289				

Vendredi 23 janvier 2015

6 29 30 38 45  

Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	0	1	169 772 911
5		0	7	8 084 415
4 +	☆ ☆	10	31	912 756
4 +	☆	159	808	30 632
4		328	1 543	16 038
3 +	☆ ☆	440	1 977	8 937
2 +	☆ ☆	6 924	30 536	2 661
3 +	☆	8 073	37 596	2 064
3		16 571	78 810	1 658
1 +	☆ ☆	38 915	170 598	1 336
2 +	☆	127 510	587 559	1 050
2		264 371	1 218 116	513
My million : AU 602 5530				

**AVIS RELATIF AU JEU DE LA FRANÇAISE DES JEUX
DENOMME LOTO®**

Article 1er.— En application du sous-article 10.2 du règlement du jeu Loto® fait à Paris le 10 septembre 2008, modifié le 30 septembre 2008, le 21 juillet 2010, le 16 novembre 2010, le 10 juin 2011, le 4 janvier 2012, le 11 juillet 2012, le 29 novembre 2012, le 26 août 2013, le 14 novembre 2013, le 2 décembre 2013, le 23 décembre 2013 et le 3 avril 2014 avec publications au *Journal officiel* de la République française des 23 septembre 2008, 3 octobre 2008, 26 août 2010, 20 novembre 2010, 28 juin 2011, 8 janvier 2012, 23 septembre 2012, 5 décembre 2012, 20 septembre 2013, 21 novembre 2013, 17 décembre 2013, 24 décembre 2013 et du 22 mai 2014 et du sous-article 10.2 du règlement du jeu dénommé Loto® applicable en Polynésie française fait le

10 septembre 2008 et modifié le 21 juillet 2010, le 16 novembre 2010, le 11 juillet 2012, le 29 novembre 2012, le 23 décembre 2013 et le 3 avril 2014 avec publications au *Journal officiel* de la Polynésie française, un montant minimum de 13 millions d'euros (soit 1 551 312 649 F CFP) sera garanti pour le 1er rang du tirage Super Loto® du vendredi 13 février 2015.

Les dates mentionnées dans le présent avis font référence aux dates métropolitaines.

Fait à Boulogne-Billancourt, le 20 janvier 2015.

<i>Par délégation de la présidente-directrice générale de La Française des Jeux,</i>	<i>Le président-directeur général de La Pacifique des Jeux,</i>
Charles LANTIERI.	Pierre BRUNEAU.

ANNONCES MARCHES PUBLICS

AVIS D'ATTRIBUTION N° 92 DST/MAR du 13 janvier 2015

1. *Collectivité qui a passé le marché* : Commune de Papeete.
2. *Procédure* : Appel d'offres ouvert.
3. *Objet* : Acquisition d'un camion plateau avec grue destiné à la DST de la ville de Papeete.
4. *Coût estimatif de l'acquisition* : 26 930 000 F CFP TTC.
5. *Financement* : Pays (DDC) : 50 %, commune (fonds propres) : 50 %.
6. *Titulaire* : SA Tahiti Automobiles.
7. *Montant du marché* : 26 249 800 F CFP TTC. (variante + option).
8. *Délai de livraison* : 9 mois (hors mois d'août).
9. *Notification* : 22 décembre 2014.
10. *Publication* : 30 janvier 2015.

Fait à Papeete, le 13 janvier 2015.

Pour le maire et par délégation :

Le premier adjoint,
Paul MAIOTUI.

AVIS D'APPEL D'OFFRES AAPC N° 3-15 TNAD

Pour des missions de conseil et d'assistance en montage financier et en défiscalisation pour des projets immobiliers, de développement industriel, commercial ou d'aménagement en Polynésie française

1. *Dénomination et adresse de l'organisme acheteur* : Tahiti Nui aménagement et développement (TNAD), 51, rue du Commandant-Destremau, BP 9030, 98715 Motu Uta, Papeete, Tahiti, tél. : (689) 40 50 81 00, fax : (689) : 40 50 81 02, email : contact@tnad.pf.
2. *Objet* : Les missions portent sur le conseil et l'assistance en montage financier et en défiscalisation pour des projets immobiliers, de développement industriel, commercial ou d'aménagement en Polynésie française.
3. *Forme du marché* : TNAD n'est pas soumis au code des marchés publics de toute nature passés au nom de la Polynésie française et de ses établissements publics.
Il s'agit d'un marché *ad hoc* à bon de commande, non exclusif, conclu avec au moins deux (2) prestataires pour des prestations intellectuelles de conseil et d'assistance en montage financier et en défiscalisation.
Les différents besoins feront l'objet de missions distinctes et donneront lieu à des bons de commande spécifiques.

Les candidats retenus seront consultés pour chaque mission et devront remettre des offres sur la base de leurs prix unitaire. Les offres seront sélectionnées en fonction des critères de disponibilité, de prix et de l'équipe proposée.

4. *Montant du marché* : Il n'est pas prévu d'engagement minimum, ni de maximum pour le montant des bons de commande qui seront ultérieurement passés.

Le montant global prévisionnel des besoins sur 3 ans est estimé à 150 000 000 F CFP (HT), net de tous droits et taxes dus en Polynésie française.

Le montant global prévisionnel des besoins pour la première année est de 50 000 000 F CFP (HT), net de tous droits et taxes dus en Polynésie française.

5. *Consultation et retrait des dossiers* : Le dossier peut être consulté et retiré au secrétariat de TNAD de 7 h 30 à 17 heures, ou par retour de courriel suivant une demande formulée à l'adresse email : contact@tnad.pf

6. *Date d'envoi à la publication* : Le lundi 26 janvier 2015.

7. *Adresse et date limite de réception des offres* : La date limite de réception des candidatures au secrétariat de TNAD est fixée au vendredi 13 février 2015 avant 16 heures, heure de Tahiti, délai de rigueur.

8. *Justifications à produire* : Les justificatifs à fournir sont précisés à l'article 4 du règlement particulier de l'appel d'offres (RPAO).

9. *Critères de sélection des candidats* :

Les candidats seront sélectionnés en tenant compte des critères énoncés à l'article 6 du règlement particulier de l'appel d'offres (RPAO) : Les critères de sélection pour l'attribution des bons de commandes sont précisés dans le RPAO (article 2.3).

10. *Profil et références des candidats* :

Les candidats devront justifier d'une expertise en montage financier et en défiscalisation d'opérations immobilières et de développement industriel, commercial ou d'aménagement en Polynésie française.

Les candidats pourront être constitués en groupement. Le marché n'impose pas de forme juridique pour les candidats. Les candidats sélectionnés pourront assurer leurs prestations au moyen de structures ou entités créés à terme en Polynésie, voire en cédant leur marché à ces structures ou entités.

11. *Délai d'exécution* : Le marché à bon de commande est prévu pour une durée de 1 an, reconductible annuellement pour une durée maximum de 3 ans.

La première mission est programmée pour la fin du mois de février 2015.

Le directeur général,
Jean-Claude PRESTI.